15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

MERCREDI 17 AVRIL 1991

**BOURSE** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUTTIÈME ANNÉE - Nº 14377 - 8 F

La communauté internationale face au calvaire des réfugiés

# Des centaines de Kurdes meurent chaque jour à la frontière turque L'ombre de Nuremberg

POUR la plupart prudents, hier encore, dans leur engage-ment militaire contre un Saddam lussein coupable d'invasion et d'annexion d'un Etat souverain, les de la Communauté ont demandé, lundi 15 avril, à Luxembourg, que le dictateur de Bagdad soit jugé par un tribunai international pour muté ont dema

L'idée de déférer Saddam Husévoquée par le président Bush, mais c'est le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, qui l'a proposée à ses enze collègues européens. Selon lui, les trois critères retenus nazis s'appliquent dans ce cas aussi : une guerre d'agression, des crimes de guerre et des crimes

E premier de cas points est cependant contastable, puis-la guerra d'agression menée contre le Koweit a déjà été sance par la communauté internationale représentée par le Conseil de sécurité. Ce demier ne vient-il pas de conclure — même s'il l'a imposé à ses conditions e-feu en bonne et due токте avec l'Irak?

La répression menée contre les Kurdes du nord et les chiltes du sud de l'irak relève bien, en che, du crime contre l'humanité, même si l'accusation de génocide est plus difficile à établir. Saddam Hussein cherche plus à mater ses minorités et à en faire fuir une bonne partie au-delà des frontières de l'Irak qu'à éliminer physiquement et méthodiquement

tout un peuple. Ces nuances ne seront considé rées que comme des arguties par ces dizeines de millers de Kurdes en marche vers l'exil, qui doiven pandonner au bord du chemin les cadavres des plus faibles d'entre être prises en compte si les Do sont vraiment animés par la volonté de définir une nouvelle et plus juste pratique du droit International, excluent tout vosu pieux risant surtout à se donner bonne

COMMENT, d'aiteurs, oublier cque la plupart d'entre eux acceptent aujourd'hui l'idée d'un gouvernement cambodgien com-prenent les Khmers rouges de Pol Pot, dont les cranes contre l'humaraté n'ont rien à envier à ceux du dictateur irakien? Personne non plus ne songe à inquiéter le fort plus ne songe à inquiéter le fort peu sympathique président de l'Ethiopie, Menguistu Hallé Mariam, qui en a beaucoup fait en matière de répression et de déconmatière de répression et de dépor-tation de ses minorités.

Saddam Hussein, au demeurant n'est pas près de comparaître devant des juges internationaux, même a'il est passible de la Convention de Genève sur les génocides. Ne serait-ce que parce génocides. Ne seurs au pouvoir, qu'il est toujours au pouvoir, contrairement aux sbires de Hitter. Les Douze ne se font d'ailleurs aucune liusion et reconnaissent que leur démarche vise plus à isoler le criminel sur la scène internationale qu'à le conduire « manu militari » dans un quelconque prétoire. Façon comme une autre d'indiquer une nouvelle fois à la nomenklatura sumite de Bagdad qu'elle aurait tout intérêt à faire e-même le ménage. Rien, mai-ureusement, n'indique qu'on en

Lire page 3 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ont proposé que le président irakien Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide » contre la population kurde, aux termes de la convention des Nations unies de 1948. Entre 400 et 1 000 réfugiés kurdes meurent chaque jour aux abords de la frontière irako-turque, «la plupart de maladies qui pourraient être évitées», a indiqué le porte-parole du département d'Etat à Washington. Au total, plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers, selon les demiers chiffres

### rendus publics par les organisations humanitaires à Genève. Entre l'exil et la peur

par Jean-Pierre Langellier

Nation orpheline, recrue d'épreuves, les Kurdes vivent un nouveau calvaire, l'un des pires de leur longue histoire. Familier des défaites et des trahisons, le plus nombreux des peuples sans patrie disait n'avoir que ses montagnes pour amis.

Dans le nord de l'Irak, deux millions de Kurdes les ont pourtant. quittées, et affrontent aujourd'hui l'impossible choix entre l'exil et la

mort. Ce n'est ni leur premier exode, ni la plus grosse - loin de là - des hémorragies humaines en cette fin de siècle qui vit s'enfuir, parmi beaucoup d'autres, dix millions de Bengalais et six millions d'Afghans. Mais rarement une fuite éperdue aura réuni, si vite, tant de monde et dans des conditions aussi terribles. En outre, cet exode kurde diffère des précédents

page .

# SCIENCES + MÉDECINE

# Le Koweït sous un soleil noir

« Inimaginable, effroyable » ... Les mots manquent, même aux habitués des grandes pollutions, pour décrire le désastre écologique qui frappe le Kowelt. Des puits en fau par centaines, détruits, selon les spécialistes, par de véritables « experts ». Un « travail de saboteur » tellement parfait qu'un ou deux ans au moins seront nécessaires pour endiguer la catastrophe. Le pays entier est en permanence plongé dans une nuit artificielle, comme éclairé par un promge dans une nunt artificiente, comme eclaire par un « soleil noir ». C'est comme si cet « hiver nucléaire » tant redouté, consécutif à une guerre atomique, avait frappé le

De plus, apparaissent les premiers symptômes de troubles chez les habitants du Koweit : asthme, maux de gorge, migraines, allergies. Des affections que le système de santé koweltien n'est pas en mesure aujourd'hui de traiter. L'Organisation mondiale de la santo dollars sont nécessaires pour soutenir un dollars sont nécessaires pour soutenir un santé d'urgence dans l'émirat.

Lire les articles de VÉRONIQUE MAURUS. JEAN-YVES NAU et YVONNE REBEYROL

■ Ménopause sous influence ■ Univers de violence : la traque des sources de rayons gamma. pages 13 à 15

# Selon les experts de l'INSEE

# Pas de reprise économique en France avant l'été

Deux mois après la fin de la guerre du Golfe, la reprise économique se fait toujours attendre en France. Dans une note publiée mardi 16 avril, l'INSEE estime que les signes avant-coureurs d'une reprise de l'économie mondiale étant limités, la croissance française ne devrait pas s'accélérer avant l'été. Le produit intérieur brut marchand augmente à un rythme annuel de 1,5 %. En 1991, l'inflation devrait rester modérée. Les prix ont augmenté de 0,1 % en mars, d'après l'indice provisoire. L'apathie de l'économie française pourrait se traduire par un gonflement du nombre des chômeurs et par une aggravation des déséquilibres publics.

# Le gouvernement à rude épreuve

par Alain Vernholes

Les mois qui viennent vont être difficiles pour l'économie française. Le chômage va augmenter, les déficits financiers de l'Etat et de la Sécurité sociale vont se creuser, rendant nécessaires des sures de redressement. Ces difficultés, qui seront ressenties par beaucoup de Français, risquent de peser lourd sur la vie politique du pays. Elles gêneront considérablement l'équipe au pouvoir, et

ministre de l'économie et des finances, auxquels on reprochera de n'avoir pas su profiter des années de forte croissance (1987-1989) pour réduire nettement le chômage ou pour faire disparaître les déficits publics.

Au socialisme austère et sérieux des années 1983-1985 risque ainsi de succèder l'image d'un socialisme dispendieux. Et la dépense publique peut apparaître créatrice

Lire la suite page 19

#### Les hésitations de M. Rocard

Le premier ministre se donne un délai de réflexion sur la réforme du mode de scrutin

#### La marée noire en Méditerranée

A titre préventif, le plan Polmar a été déclenché sur la Côte d'Azur

# Un Chagali méconnu

La Fondation Gianadda, à Martigny, révèle des œuvres inédites du peintre

et l'Afrique du Sud Les Douze lèvent partiellemen les sanctions contre Pretoria

#### M. Henri Krasucki va quitter la CGT

il serait remplacé par M. Louis Viannet en 1992

« Sur le vif » et le sommaire comple se trouvent page 24

# Un entretien avec M. Boris Eltsine

« Il faut essayer de travailler avec M. Gorbatchev » nous déclare le président de la Russie



« Il faut essayer de travailler avec ceux qui détiennent des postes de responsabilité, y compris avec le président Gorbatchev », a notamment déclaré, lundi 15 avril à Strasbourg, dans un entretien accordé au Monde, M. Boris Elisine, actuellement en visite privée en France. Le président de la fédération de Russie, qui a fait l'objet de vives critiques de Parlementaires socialistes, notamment M. Jean-Pierre Cot, a été reçu par les responsables du parlement européen et du Conseil de l'Europe. devait rencontrer MM. Valéry Giscard d'Estaing et Javier Perez 'de Cuellar.

Lire page 4 les articles de SYLVIE KAUFFMANN et de MARCEL SCOTTO

L - Un dossier ancien et sans secrets

Feuilleton complexe, à la fois financier, judiciaire et politique, l'affaire Urbatechnic fait l'objet de simplifications dans le feu de la polémique. Aussi faut-il en revenir aux faits qui, abondants, n'en sont pas moins limpides. Tel est l'objet de la série de trois articles dont nous commençons aujourd'hui la publication et qui retrace d'abord l'origine d'une affaire qui remonte à 1986.

par Edwy Plenel

Les «affaires» ne font pas bon ménage avec la clarté. La confusion y règne, créant une atmosphère de suspicion généralisée et d'inquisition douteuse alors même qu'il n'y a guère plus de secret à dénicher. Celle d'Urbate-

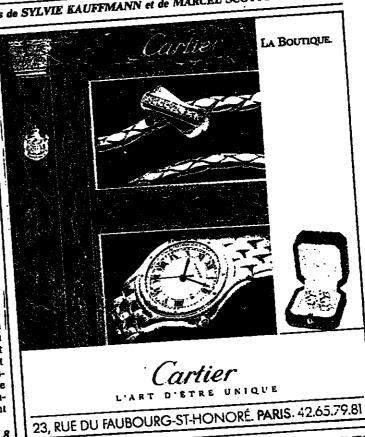
complexité autorise des visions réductrices, où la mauvaise foi le dispute à l'intérêt partisan. A gauche, les socialistes tentent de faire oublier l'origine discutable de la loi d'amnistie de janvier 1990 à laquelle le dévoilement, en avril 1989, de leur système national de financement n'est évidemment pas indifférent.

A droite, certains parlemen-taires, du RPR aussi bien que de l'UDF, tentent de se faire pardonner leur participation à cette opération, leur vote favorable ou leur abstention au nom d'un armistice général sur le front des affaires qui avaient empoisonné le climat de la cohabitation.

En somme, l'hypocrisie est de rigueur, aucun des deux camps n'ayant vraiment intérêt à regar-der la vérité en face. Celle-ci est pourtant facile à établir, tant le dossier est public, étalé à tous vents, au grand dam de certains

course qui, légitimement, estiment malmenée la présomption d'innocence à laquelle ils ont droit. Si l'on veut bien démêler les fils de ce seuilleton embrouillé, les vérités de l'affaire Urbatechnic se déclinent sur un mode ternaire.

La première, qui fait l'objet de ce premier article, est que, au départ, l'affaire des fausses factures ne concerne pas que le PS. La deuxième est que la loi d'amnistie a pour origine l'affolement des dirigeants socialistes et de l'Elysée après la découverte fortuite, lors d'une perquisition en avril 1989, à Marseille, du système national de financement du PS. La troisième, enfin, est que les effets pervers de l'amnistie, adoptée avec l'aide d'une partie de la droite, ont été aggravés par l'interprétation qu'en ont donnée les magistrats.



« Il faut élaborer une morale du développement », nous déclare le directeur général de l'UNESCO

La première session du comité de coordination des agences des Nations unies se tient à Paris, au siège de l'UNESCO, du 17 au 19 avril. A cette occasion, dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Federico Mayor nous livre son analyse du nouveau contexte international. Il affirme notamment qu'a une paix durable suppose une éthique du développement ».

« On parie d'un « nouvel ordre international ». Vous avez récemment évoqué une « autre paix ». Sur quelles bases de recomposition des rapports internationaux devrait-elle

- C'est un devoir absolu de l'hu-manité de travailler à cette «autre paix», parce que le rétablissement de la paix de l'avant-guerre mene-rait à un nouveau conflit. Tout le monde s'accorde sur ce que nous entendons par la paix : la coexis-tence entre les peuples et les Etats. les échanges équilibres, le dialogue entre les cultures... Pourtant. on continue de vivre au quotidien les guerres, l'intolérance, l'horreur des massacres et des injustices. Nous avons poursuivi depuis 1945 un idéal universel et celui-ci semble reculer à mesure que l'on s'en approche. La paix, pour paraphraser Tacite. « se retire dans les lieux purs et innocents et garde la jouissance d'un séjour sacré ». Il faut

donc revoir notre façon de penser. » Un idéal n'est efficace que s'il transforme la réalité. Ce nouvel ordre, dont on parle - je prefere l'expression d'un nouveau monde. - doit naître d'une saine appréhension des réalités mondiales : les trois quarts de la population, qui seront les quatre cinquièmes en l'an 2000, vivront dans le sous-dévelonnement et malgré les efforts considérables déployés depuis les années 60, les bilans tracés aussi bien par la commission Willy Brandt que par la South Commission, présidée par Julius Nyerere, ont accablants sur le déséquilibre séparant l'hémisphère nord de l'hémisphère sud.

- Quelle stratégie de développement faut-il mettre en

- La paix posse en priorité par le développement, mais pas par n'importe quel développement! Une paix durable suppose une éthique du développement qui soit commune à tous ceux qui ont en charge le devenir économique, technologique, culturel des Etats du monde. Nous devons élaborer en commun une morale du développement. qui, au-delà des taux d'intérêt, des transferts de technologie, du prix des matières premières, des flux

financiers, des barrières tarifaires et non tarifaires, etc., contribue à l'élaboration de modes de développement dont on soit tous fiers. parce qu'ils intègrent des valeurs universelles et transhistoriques, celles du droit et de la justice notamment. Voilà de mon point de vue, ce qui doit désormais diriger la réflexion de ceux - politiques, économistes, entrepreneurs. scientifiques - dont dépend

» Comment élaborer des modes de développement humain qui puissent éviter ces flux migratoires immenses - qui génèrent une humanité diasporée. – ces inégalitès devant la nourriture, la santé, l'éducation, l'accès aux savoirs scientifiques et techniques qui frappent des centaines de millions d'individus, les menaces qui pesent sur la biosphère et l'environne-ment en général, ces fléaux que sont la perte de la diversité culturelle et biologique, des valeurs, des anciennes solidarités, la solitude, la drogue? De la réponse à ces ques-tions dépendra en grande partie la recomposition des rapports inter-

- La réforme des Nations unies est à l'ordre du jour? Que pensez-vous de cette réforme, et quelle part l'UNESCO devraitelle y prendre?

- Les Nations unies doivent accompagner mieux - anticiper le rythme des temps. Et à quei rythme avons-nous vécu depuis deux ans! La communauté internationale a profondement changé de configuraion et de préocupations, et l'adaptation, d'ici à 1995, de Organisation delible Charte de San-Francisco doit logi-quement en résulter. C'est un processus complexe dont l'instruction appartient au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, mais dont la signification politique relève avant tout de la souve-raineté des Etats membres. L'UNESCO fait partie de la famille des Nations unics. Toute rénovation aura des conséquences inévitables pour l'agence que je dirige, qui a déjà accompli, par la force des faits et la volonté de changement, des réformes considérables. D'ailleurs je compte pour-suivre, avec l'aide du conseil exécutif et de la conférence générale, une réflexion approfondie sur les missions qui sont imparties à l'INFSCO et sur les modalités les plus pertinentes de leur mise en œuvre. Ce sera la tâche prioritaire des deux prochaines années.

La coopération internationale a-t-elle encore une utilité?

- Pour répondre à votre question que beaucoup de personnes peuvent légitimement se poser - je l'inverserais : peut-on mettre en doute l'intérêt d'aborder à l'échelle



internationale des problèmes aussi vastes, aussi urgents que le développement économique durable, la protection de l'environnement. l'importance de l'éducation pour tous, l'impératif démocratique? Dans quel cadre, autre que multila-téral, faire émerger cette « conscience écologique » commune qui avait dejà pris corps avec le très important rapport de la commission Brundtland, qui s'est incarné dans la déclaration de Vancouver sur la survie de l'humanité à l'aube de l'an 2000, adoptée au Canada en septembre 1989, et qui devrait trouver sa forme et sa force contraignante à l'occasion de la conférence mondiale sur l'envi ronnement et le développement qui se tiendra en juin 1992 au

On pourrait en dire autant de l'éducation pour tous, devenue priorité planétaire à l'issue de la conférence mondiale qui s'est tenue à Jomtien en février 1990. Je n'insisterai pas, mais nous ne pouvons plus nous satisfaire d'un pragmatisme au jour le jour. Nous devons voir haut et loin. Il est évident qu'en privilégiant l'approche multilatérale on peut espérer mieux conjurer la crise d'un monde complexe et global. C'est évident quand on lie le développement et la démocratie...

#### La dimension culturelle de la démocratie

Précisément et s'agissant de démocratie, quelles sont les leçons que vous tirez des bouleversements politiques de l'Europe de l'Est?

La démocratie occupe désor-mais le vide qu'ont laissé les idéo-logies. Elle devient l'affaire de cha-

cun, restituée dans sa quotidienneté. Au-delà des événements qui se sont produits depuis deux ans en Europe de l'Est, un mouvement plus large se développe vers le pluralisme politique et la liberté individuelle. Qu'il s'agisse de pays à fort développement, comme de ceux qui le cherchent encore, un nouveau modèle de démocratie émerge : celui qui se fonde d'abord sur la citoyenneté consciente. Cette notion de démocratie cognitive, qui permet au citoyen de se voir restituer le savoir et le pouvoir, et donc la responsabilité, au-delà de la vulgarisation médiatique, est

commune à tous ceux qui cher-

chent à réconcilier le pouvoir poli-

مكذا والاصل

tique et la société civile. » Aristote faisait de la participation à la vie politique le facteur de cohérence de la société civile : la koinonia. C'est cette coherence que l'on cherche intuitivement partout dans le monde. Elle repose sur la constatation que la démocratie ne fonctionne que lorsque les citoyens ont un esprit démocratique, un comportement démocratique, bref une culture démocratique et qu'un cadre juridique propice en est une condition nécessaire, bien sûr non suffisante.

» Cette dimension culturelle de la démocratie était au cœur de la réflexion engagée lors du congrès international sur la paix dans l'esprit des hommes, qui s'est tenue à Yamoussoukro, en juillet 1989. Elle inspire la déclaration adoptée à Montevideo en novembre 1990. r la culture démocratique et le développement. Cette déclaration, placée sous les auspices de l'UNESCO et de l'Uruguay, a été approuvée par treize gouvernements d'Amérique latine. Avec le président Vaclav Havel, l'UNESCO organisera en septembre 1991, à Prague, un forum international sur les rapports entre la culture et la démocratie.

» Cette confrontation d'envergure fera encore progresser la reflexion. Elle associera aux personnalités qui se sont illustrées dans la lutte pour les droits de l'homme des intellectuels et des penseurs de tous horizons. Parce que tout le monde devient progressivement pluri-ethnique et pluriculturel, il faut établir un « rapport amical» entre chaque individu et la société à laquelle il appartient. La force de la démocratie réside dans la qualité de ce rapport. C'est donc une affaire de culture et pas sculement de droit constitution-

Propos recueillis par JEAN PERRIN

#### **REVUES**

PAR FRÉDÉRIC GAUSSEN

# Peurs de l'Est

Libérée du communisme, l'Europe de l'Est est à nouveau déchirée par l'affrontement entre les peuples qui la composent. Comme si l'effacement de quarante ans de totalitarisme faisait ressurgir, intactes, les rivalités entre des populations tenaillées par la peur réciproque qu'elles s'inspirent. Comme il se rendait dans son

bureau présidentiel, pour la première fois depuis son élection, Vaclav Havel fut saisi d'un sentiment étrange : après l'exaltation qui l'avait porté pendant toute la période précédente, allant de la prison au pouvoir suprême, il ressentait soudain une sorte d'abattement. Cette « gueule de bois », comme il l'appelle, avait un nom : c'était la peur. Peur de l'avenir. évidemment, devant la tâche immense qui l'attendait. Mais peur aussi du passé. De voir ressurgir - et de devoir regarder en face - la lourde succession de haines et de catastrophes qui a martyrisé cette partie du monde. « Chez nous autres, citoyens de l'Europe centrale, la peur de l'Histoire n'est pas seulement une peur de l'avenir, mais tout autant une

peur du passé. » Et c'est ce devoir d'assumer le passé qui l'a conduit, dans le beau discours prononcé au Festival de Salzbourg que publie la Règle du jeu, à proférer, en face de Kurt Waldheim, ces phrases terribles : «L'une des illusions de l'Europe centrale, c'est celle qui nous fait croire que nous pouvons impunément nous faufiler à travers l'Histoire à force de ruses, d'esquives et de fauxfuyants, réécrire notre propre vie. Celui dui tente une telle falsification fait tort à lui-même. Il fait tort également à ses concitoyens, çar, la liberté n'ast, pas entière là où la vérité entière ne peut se faire jour. » La peur du passé, dit Vaclav Havel, ne peut s'extirper que par l'aveu.

Dans le même numéro de la Règle du Jeu, l'écrivain yougoslave Danilo Kis, mort en 1989, raconte que l'enquête qu'il mena pour retrouver les traces de son père, inspecteur des chemins de fer juif, mort à Auschwitz le mena dans les asiles psychiatriques où ce dernier avait été interné. De quoi était-il atteint? De delirium tremens. Mais celui-ci, contrairement à ce qu'on avait cru, n'était pas seulement dû à l'aicoolisme, mais plus sûrement à une « névrose de la peur ». « Ce changement de diagnostic, dit Danilo Kis, fut pour moi une véritable révélation... A la lecture de livres de psychopathologie, certaines choses devinrent pour moi tout à fait claires. J'appris avant tout que la névrose de la peur était considérée comme une maladie endémique de l'intelligentsia juive d'Europe centrale. »

#### Les Juifs et les Tsiganes

Cinquante ans plus tard, les Juifs ont pratiquement disparu d'Europe centrale, du fait du génocide, et pourtant, par une cruelle continuité de l'Histoire. l'antisémitisme est toujours là. Claude Lanzmann, l'a rencontré en Pologne, en tournant Shoah, comme il le rappelle dans les Nouveaux Cahiers de l'Est. Il est tà aussi, peut-on lire dans ce mâme numéro, en Hongrie, en Roumanie, en URSS. Et pas seulement l'antisémitisme : le racisme contre les Tsiganes est, lui aussi, toujours virulent.

S'interrogeant sur les résurgences de ces « archaismes » après des années d'immobilisme, Pierre Pachet y voit plutôt une permanence des mécanismes du bouc émissaire chers aux régimes communistes. En encourageant les affrontements racistes, coux qu'effraient les évolutions en cours s'efforceraient de faire la preuve de l'incapacité de la démocratie à assurer le paix

Regarder en face les blessures du passé, reconnaître les différences, affronter ses propres peurs, refuser les diktats de l'Histoire, de la raison d'Etat, de « l'esprit de méthode » ... telle est, pour Vaciav Belohradsky, la démarche du « sujet dissident a dans sa lutte contre le totalitarisme, comme il l'explique dans le Messager eurooéen, « La résistance antitotalitaire n'était pas une attitude politique, mais plutôt ce travail de relevé des nappes souterraines». La dissidence peut être définie comme la reconstruction d'un monde à partir des traces des œuvres et des hommes disparus, rejetés, oblitérés. »

#### L'axe austro-hongrois.

Marquée par la triple tragédie du nazisme, de l'extermination des Juifs et du communisme, l'Europe centrale se trouve devant un amas informe de souvenirs disloqués, de vestiges anonymes, d'exodes et de trahisons... Pour exorciser cette peur que réactive le nouvelle puissance allemande, peut-être faudrait-il d'abord, comme le suggère Pierre Béhar dans Commentaire, donner à ces pays, écrasés par l'Histoire, un poids politique leur permettant d'exister entre les deux grandes puissances, germanique et russe.

C'est pourquoi il suggère la constitution d'une fédération l'axe austro-hongrois. «Le problème du déséquilibre européen, écrit-il, ne vient pas de la réunification, naturelle et donc normale, de l'Allemagne, Il vient de la destruction de l'ensemble austro-honorois oui la contrabalancait. Puisqu'il était vain de s'opposer à la réunification allemande, le seul moyen de rétablir l'équilibre européen est de restaurer le complexe danubien. Ce nouvel ensemble se fonderait sur l'axe essentiel constitué par la Hongrie et l'Autriche actuelle (...). Il comprendrait la Tchécoslovaquie, reconnue cette fois dans l'intégralité de ses droits, ignorés par la compromis de 1867. Il devrait enfin compter la Pologne, que sa culture comme ses frontières apparentent naturellement à la Tchécoslovaquie. A chacun de ces Etats, il garantirait un poids politique spécifique face à tous les autres membre de la confédération. »

Au moment où l'on assiste à une recomposition générale de l'Europe. il est temps, en effet, pour toutes les nations du Vieux Continent de réfléchir à la façon de guérir cette région martyrisée de l'instabilité qui est à l'origine des terreurs collectives et des entreprises de ségrégation et d'exclusion.

L'Europe de l'Ouest a évidemment un rôle essentiel à jouer dans ce travail de réconciliation. Et on lira avec intérêt, de ce point de vue, l'étude de Haim Shamir, dans la Revue d'histoire diplomatique, qui rappelle comment l'effacement de la France et de l'Angleterre a permis à Hitler, lors de l'arbitrage de Vienne du 2 novembre 1938, de prendre le parti de la Hongrie contre la Tchécosloyaquia, ca qui lui ouvrait la route du Danube,

La reconstruction de l'Europe, dans sa diversité, sera l'œuvre de tous les Européens. Leur première tâche étant de débarrasser la « maison commune » de la peur de l'Autre..

► La Règle du jeu. N- 3. Jan-vier 1991. 88 F. 54, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Les Nouveaux Cahiers de l'Est. N. 1. 110 F. POL. 8, villa d'Alésia 75014 Paris.

Le Messager européen. N. 4, 130 F. Gallimard, Commentaire, Nº 53. Printemps 1991. 100 F. Julliard. Revue d'histoire diplomatique. 1990. N- 1-2. Ed. Pedone. 13, rue Soufflot.

75005 Paris,

# late 'ed et la peur

LA SANTÉ EN QUESTIONS

Hiroshi Nakajima - L'accès de tous au progres sanitaire Jean Bernard - Humanisme, prédiction, ethique Philippe Lucus - Les begaiements de l'éthique Marceau Long - Réflections sur notre système de santé Robert Launois - Concurrence et santé Philippe Séguin - Médecine et protection sociale Guy de Thé - Virm. cancers, sida Philippe Meyer - ldentue de la médecine André Govaré - Humanisme et formation médicale Bruno Soubiran - Information et formation du médecin Jean de Kervasdoué - Enjeux pour l'hépital Claude Bebear - Revenir à l'assurance...maladic ? Alain Pompidou - Une recherche médicale européenne Claude Got - Les mécanismes décisionnels Gérard Dubois - Aspects de la prévention Igor Landau - L'ambiguite du marché de la santé Hervé Guérin - Pharmacie : sonur du cercle vicieux Christian Boiron - Reumfier la médecine Jean-Noël Mailiard - Dire la vente " Jean Hamburger - 2084 on l'anti-Orwell

BULLETIN D'ABONNEMENT À la REVUE DES DEUX MONDES 170, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M., Mme, Mile Pays\_ Commune Code postal ☐ abonnement pour un an (11 numéros) ☐ France 485 F ☐ étranger 700 F un exemplaire du numero spécial Santé au prix de 63 F(55 F+ 8 F de pon) Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de la Revue des Deux Mondes.

#### COURRIER

#### Le devoir d'ingérence

Il faut la tragédie kurde pour que les Nations unies prennent enfin conscience de la nécessaire harmonisation du droit international avec le droit des gens. Voilà déjà plusieurs décennies que les organisations non gouvernementales internationales revendiquent et pratiquent quotidiennement le droit à l'ingérence, avec l'approbation tacite de la plupart des gouvernements, peu soucieux d'opposer leur souveraineté nationale aux regards des nations, afin de ne pas trop ternir feur image.

C'est au nom de ce droit naturel à l'ingérence qu'ont pu être réalisées des missions d'enquêtes et d'observations judiciaires apportant à l'opinion publique internationale et aux commissions des droits de l'homme des preuves irréfutables de violations de droits de l'homme dans certains pays: c'est ainsi qu'ont pu être montées des missions d'aide médicale ou humanitaire qui ont réussi à sauver tant de vies humaines avec le soutien, lorsqu'il était besoin. d'une véritable solidarité internaionale

Il reste à parcourir le chemin allant du droit d'ingérence des peuples au devoir d'ingérence des gouvernements. C'est ce que vient timidement d'envisager du strict point de vue humanitaire la résolution 688 du Conseil de sécurité. Il faut aller au-delå, et par cette première brèche, construire et réglementer un véritable droit d'inter-

vention des Nations unies en présence de violations massives des droits fondamentaux de la personne humaine, comme c'est le cas actuellement au Kurdistan irakien.

Jusqu'à la crise du Golfe, les gouvernements, et particulièrement ceux des superpuissances, pe se sont inquiétés de la souveraineté nationale des autres Etats que lorsque cette inquiétude était conforme à leurs intérêts. L'URSS s'était-elle inquiétée, en 1968, de la souveraineté nationale de la Tchécoslovaquie avant d'y envoyer ses chars? Le gouvernement des Etats-Unis a-t-il eu des états d'âme en ce qui concerne la souveraineté nationale de Panama lorsqu'il s'est agi de se débarrasser du dictateur

C'est dire que la doctrine de la souveraineté nationale absolue a vécu et que, dans de nombreux domaines, des abandons de souveraineté ont été souvent librement consentis pour permettre l'amorce d'un véritable droit international.

Si l'on veut instituer, comme on le dit, un nouvel ordre international, cet ordre ne peut être fondé que sur le respect exigeant par tous les gouvernements, sous le contrôle des Nations unies, du corpus des droits de l'homme contenu dans les pactes et conventions internationaux signés et ratifiés.

Daniel JACOBY président de la Fédération internationale des droits de l'homme.

# De quatre cents à mille réfugiés meurent chaque jour à la frontière turque

Le porte-parole du département été établies pour les parachutages d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a déclaré, lundi 15 avril, que, scion les estimations des secouristes internationaux sur place, entre 400 et i 000 réfugiés irakiens meurent toutes les vingt-quatre heures, aux abords de la frontière irako-turque. « La plupart [périssent] de maladies qui pourraient être évitées », a ajoute M= Tutwiler; chaque jour qui passe, les autres s'affaiblissent. » « L'armée américaine continue à augmenter ses capacités de transport pour la plus vaste opération de secours lancée dans l'histoire moderne», a-t-elle poursuivi, indiquant que 8 300 militaires américains sont désormais sur place en Turquie.

Selon les responsables du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) en Turquie, les réfugiés dans ce pays sont répartis sur douze sites le long de la frontière, dont deux seulement sont accessibles par des engins motorisés. Pour les autres les distributions de secours ne sont possibles que par

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a indiqué que les militaires américains pourraient pénétrer en territoire irakien. « Nous aurons des gens qui entreront et sortiront », a-t-il dit, tout en soulignant que ce ne serait pas en grand nombre et en rappelant que les Etats-Unis espéraient pouvoir laisser les organisations internationales prendre le relais le plus tôt possible. Jusqu'à présent, huit zones de largage ont

de secours, cinq en Turquie et trois en Irak, et des représentants des organisations internationales sont présents sur quatre d'entre elles, a indiqué M= Tutwiler. Elle a reconnu que l'organisation de la distribution des vivres demeurait un problème. Les aviations américaine, britannique et française ont effectué 152 vols, larguant 1029 tonnes de vivres, médicaments, couvertures, tentes et sacs de couchage pour les quelque 800 000 réfugiés en majorité kurdes qui se trouvent de part et d'autre de la frontière irako-tur-

#### 2 250 000 personnes déplacées

M≈ Tutwiler s'est dit incapable de confirmer ou démentir des informations selon lesquelles des soldats turcs auraient ouvert le feu sur des réfusiés ou nillé des stocks de vivres. Les Etats-Unis vérifient ces informations et « nous espérons évidemment qu'elles ne sont pas correctes », a-t-elle déclaré. Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a pour sa part déclaré. lors d'un entretien avec le chef du gouvernement britannique, que les troupes de son pays n'utilisaient pas la force pour empêcher les réfugiés de traverser la frontière.

Conformément à la promesse faite par le gouvernement d'Ankara, un premier convoi a transféré lundi 2 000 réfugiés kurdes d'Isikveren, dans la montagne, vers des

lieux d'hébergement aménagés et plus accessibles, mais ce mouvement est particulièrement lent.

Selon les derniers chiffres rendus publics lundi par les organisations humanitaires à Genève, plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak out quitté leurs loyers et sont répartis aux

frontières avec la Turquie et l'Iran, Le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, M≈ Sadako Ogata, qui se trouve en Iran depuis samedi, a indiqué que le nombre de réfugiés kurdes irakiens dans ce pays s'élève à 901 120. Par ailleurs, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont une mission a ment, indique que 750 000 Kurdes irakiens sont en ce moment en route vers la frontière iranienne.

Les Nations unies pourraient se voir-confier la surveillance et le ravitaillement de plusieurs itinéraires en territoire irakien pour faciliter le rapatriement des réfugiés kurdes massés aux frontières turque et iranienne, a-t-on aporis lundi de sources diplomatiques à

Le président Saddam Hussein s'est rendu dans la ville de Kirkouk, dans le Kurdistan d'Irak, a indiqué, lundi 15 avril, l'agence irakienne INA. La ville de Kirkouk, chef-lieu de la province la plus riche en pétrole de l'Irak, a été reprise aux insurgés kurdes fin mars. Le président avait visité samedi dernier Irbil, autre ville du Kordistan. - (AFP, Reuter.)

# Les Douze proposent que M. Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide »

Les Douze entendent que M. Saddam Hussein rende des comptes comme criminel de guerre. Réunis lundi 15 avril à Luxembourg, de se sont ralliés à une suggestion qui leur était présentée par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, et ont chargé leur président en exercice, le luxembourgeois Jacques Poos, d'examiner avec M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies qu'il devait rencontrer mardi 16 avril à Strasbourg, d'indiquer dans quelles conditions et selon quelle procédure Saddam Hussein pourrait être jugé, en application de la Convention des Nations unies de 1948 sur le génocide.

#### **LUXEMBOURG** (Communautés européennes)

de notre envoyé spécial « Les ministres des affaires ètrangères de la Communauté tiennent Saddam Hussein comme personnellement responsable du crime de génocide tel qu'il est désini par cette Convention (...) Un signal politique clair est ainsi adressé au dictateur irakien, ainsi qu'à tout dictateur qui pourrait être enclin à imiter son exemple » a commenté M. Poos. « Nous estimons, a ajouté pour sa part, le ministre belge M. Maxc

Les foules kurdes qui, il y a quelques semaines, le temps d'une éphémère libération, souhaitaient «longue vie» au «Hadji Bush» (Rush le sage), maudissent aujour-d'hui le président américain, en criant à la trahison. Constatant une nouvelle fois leur solitude, les Kurdes d'irak n'ont même plus le réconfort de leurs montagnes

Le monde arabe assiste, sans mot dire, à leur drame, bien qu'il partage leur foi sunnite. L'autonomie et la démocratie, chevaux de bataille des Kurdes, suffisent à leur alièner la quasi-totalité des régimes de la région. Seule la Syrie - où règne d'ailleurs une minorité, les Alaquites - a parraine chez elle, en protectrice intéressée, le regroupe-ment de l'opposition anti-Saddam puis permis le retour au pays des exilés kurdes, tant est vive sa haine du pouvoir irakien. Silence aussi en Israël, l'ancien

natales, où sévit, loin derrière eux,

la soldatesque ennemie.

la CIA, avait soutenu activement les peshmergas de 1964 à 1975, conformément à sa doctrine d'appui aux peuples de la « périphérie», non arabes ou non musul-mans. Craint-on à Jérusalem que la sollicitude internationale en faveur des Kurdes s'exerce un jour, sous d'autres formes, au profit des Palestiniens? Aucun gouvernement n'approuvant les objectifs politiques des Kurdes d'Irak, personne ne leur a donc offert une aide militaire analogue à celle généreusement fournie il y a dix ans aux moudjahidins afghans.

Une seule fois dans leur histoire récente, les Kurdes purent croire qu'ils étaient maîtres chez eux. Leur liliputienne République autonome du Kurdistan, fondée au lendemain de la guerre, autour de Mahabad, dans le no man's land séparant les zones d'occupation soviétique et britannique en Iran, ne dura que onze mois, de janvier à décembre 1946. Le drapeau kurde, orné d'un soleil jaune qu'entourent deux épis, flottait à nouveau le mois dernier sur des bâtiments officiels, au nord de l'Irak. Aujourd'hui, il est une fois de plus l'emblème d'une cause per-

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Occupation du hail de PUNESCO par des kardes. - Une centaine de militants de l'association SOS-Kurdistan ont occupé le hall d'entrée de l'Unesco à Paris trois quarts d'heure, lundi 15 avril, pour protester, disaientils, contre « le silence des Nations unies et des grandes puissances » sur le massacre des Kurdes irakiens . « SOS-Kurdistan s'indigne d'un prétendu humanisme qui reste immobile devant le massacre d'un peuple luttant pour sa libération et pour sa constitution en



Eyskens, que Saddam Hussein est personnellement responsable pour le sort fait à la population kurde, qui est une tentative de

Les Douze prennent de moins en moins de précautions oratoires pour proclamer, à l'instar de M. Eyskens, que « tout serait èvidemment plus facile si nous étions débarrassés de Saddam Hussein ». C'est cependant un thème - l'attaque personnalisée contre le dictateur irakien - que n'abordent guère les Français. En revanche Me Elisabeth Guigou, le ministre chargé des affaires européennes qui condui-sait la délégation à Luxembours, a exposé devant le Conseil le plan soumis à New-York afin d'aider les réfugiés à retourner chez eux, avec l'assistance et la protection des Nations unies.

#### L'aide aux réfugiés

l'idée inscrite dans ce plan de créer des points d'appui au-dessus du 36 parallèle et d'y décentraliser l'aide médicale et alimentaire dans des camps protégés par l'ONU, a été reprise à leur compte par les Douze. Ceux-ci ont constaté que l'exécution du programme d'aide alimentaire au profit des réfugiés kurdes (700 millions de francs sur le budget communautaire) décidé la semaine passée par les chefs d'Etat et de gouvernement. s'opérait sans retard. Un tiers des crédits disponibles ont déjà été engagés. Seion M. Abel Matutes le commissaire responsable, la CEE pourra ainsi fournir vivres, médicaments et vêtements à 600 000 personnes pendant deux mois. Les Français

ont insisté pour qu'une partie plus importante de l'aide soit orientée vers l'Iran où se rassemblent un nombre croissant de réfugiés. Le commissaire Matutes a invité les Etats membres à consentir un effort logistique plus important et en particulier à mettre des hélicoptères à la disposition de la Communauté ainsi que des ONG qui opèrent sur le terrain. Il souhaite également avoir accès aux stocks militaires, notamment des couvertures, qu'on ne trouve pas sur le marché en nombre suffisant.

L'intervention de M. Matutes a révélé qu'au-delà des dissensions de nature politique, nonbre de rigidités subsistent du côté curopéen, susceptibles de gêner le bon déroulement de cette opération de survie. Il a ainsi déplore qu'à part en Belgique, en France et aux Pays-Bas. les ONG ne se soient pas du tout manifestées pour mettre en œuvre l'aide financée par la CEE. A l'entendre, la mobilisation de l'opinion au profit des Kurdes ne s'effectue pas au rythme que commanderait l'urgence de la situation.

a Notre objectif est aussi de leur assurer un avenir dans la dignité. Nous poursuivons notre réflexion sur la protection des minorités. La Communauté rèfléchit à ce que pourrait être une stratègie globale par rapport au problème kurde », a encore indiané M. Poos, confirmant que les sanctions décrétées par l'ONU contre l'Irak ne seraient pas levées tant qu'une solution satisfaisante au problème immédiat des Kurdes n'aurait pas été trou-

PHILIPPE LEMAITRE

#### Deux journalistes occidentaux libérés à Bagdad

Deux journalistes occidentaux Alain Buu, photographe français de l'agence Gamma, et Frank Smyth, radio-reporter américain de CBS News, ont été libérés, lundi 15 avril à Ragdad, après dix-huit jours de captivité en Irak. Les deux hommes avaient été arrêtés le 29 mars à Kirkouk, quelques heures après l'intervention des troupes irakiennes contre les rebelles kurdes qui tenaient la ville depuis près d'une semaine.

Par ailleurs, Antenne 2 a annoncé lundi que l'une de ses équipes de reportage, composée de Richard Binet, Didier Dahan, et Fabien Briand, avait disparu depuis le 9 avril dans le sud de l'Irak. « Cette équipe a été vue pour la dernière fois par des militaires américains sur la te menant à Nassiriyah », a pré-

#### Les derniers soldats français ont quitté l'Írak

Les sept cents derniers soldats français encore présents dans le sud de l'Irak ont quitté, lundi 15 avril, leur camp situé près de la ville de Salman, à une centaine de kilomètres de l'intégrate de la contraine de la contraine de la l'intégrate de la contraine à l'intérieur du territoire irakien, pour regagner l'Arabie saoudite. Cette unité, qui devrait embarquer avant la fin avril du port de Yanbu, sur la mer Rouge, à destination de Toulon, était le dernier contingent occidental de la coalition à se trouver encore en Irak aux côtés des Améri-cains. D'autre part, assaillies par des centaines de réfugiés qui les implorent de rester, les forces américaines ont évacué lundi presque toutes leurs positions dans le sud de l'Irak pour rejoindre la zone démilitarisée qui sera contrôlée par des observateurs de l'ONU, à la frontière irako-koweitienne, en vertu du cessez-le-feu officiel entré en vigueur jeudi dernier. Cette zone s'étend sur une bande de 10 kilomètres en territoire irakien et 5 kilométres en territoire koweitien. - (AFP, Reuter.)

n Manifestation à Paris en faveur on people kurde. - A l'initiative de l'Association des démocrates et de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, plusieurs personnalités, parmi les-MM. Pierre Guidoni et Bernard Tapie, appellent à un rassemble-ment, mardi 16 avril, à 18 h 30, sur l'esplanade des Droits de l'homme, au Trocadéro, pour a protester contre la tentative de génocide du peuple kurde » et pour demander que l'ONU protège « les enclaves nécessaires à la survie des

# Entre l'exil et la peur

Les 300 000 réfugiés qui en 1975 trouvèrent asile en Iran étaient, pour l'essentiel, liés par la famille ou le cian, aux Peshmergas, que le brusque «lachage» de Téhéran vensit de plonger dans la débacle. Les 65 000 villageois échoués en Turquie en 1988 avaient, eux, sur-vécu aux bombardements chimiques qui firent 5 000 morts dans la region de Halabja. Cette fois, c'est un peuple tout entier - des paysans aux hommes d'affaires - qui a abandonné sa terre natale.

Cet exode rappelle, à certains égards, celui des Arabes de Palestine en 1948. A l'époque, le massa-cre par l'Irgonn de Menahem Begin de 230 villageois à Deir-Vassin amplifié par la propagande des Etats arabes, alimenta une formidable réaction en chaîne qui aura jeté au total sur les routes de l'exil quelque 600-000 personnes, d'autant plus apeurées qu'elles avaient cru à une foudroyante victoire sur les « bandits sionistes ». Traqués par les soldats d'un régime dont ils ont une vieille et amère expérience, terrorisés par les pluies de napalm et les bombes au phos-ohore, les Kurdes d'Irak ont, eux aussi, obéi d'emblée à un réflexe

Ce parallèle, qu'il serait hasar-deux de prolonger, entre la Pales-tine de 1948 et l'Irak de 1991, a un mérite : mettre en lumière les risques des départs précipités. Quarante-trois ans après ce que les Palestiniens appellent la « première calamité », une partie des réfugiés de 1948 continuent de vivre dans les camps de l'exil, israel leur ayant toujours dénié le « droit au retour», tandis que le monde arabe refusait de les intégrer. Et près de la moitié des réfugiés kurdes de 1988 se trouvent encore dans les camps de Turquie orientale où leurs frères en détresse s'apprétent à les rejoindre en plus grand nom-

#### Arabisation forcée

L'exil des Kurdes ne pourrait que combler d'aise un Saddam Hussein, soucieux depuis toujours de déraciner - au sens fort du mot - cette minorité trop indocile, fille d'une nation éclatée sur cinq pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie et URSS) et qui revendique chez elle 'autonomie politique et culturelle, faute d'oser croire encore à une improbable indépendance de l'en-tière diaspora. Les Kurdes, qui ont la « mémoire arabe » douloureuse - leur plus ancien poème connu décrit les exactions commises au septième siècle par l'envahisseur

mahométan - font les frais depuis près de trente ans de la politique d'arabisation » forcée, que le parti Baas remet périodiquement à l'honneur, au nom d'une oppressive unité nationale.

Rompant des équilibres millénaires entre un peuple montagnard et ses villages, ses pâturages et ses vergers, le régime bausiste regroupa, au cours des années 70, des milliers de Kurdes dans des «hameaux stratégiques» et en déporta deux cent mille, à l'autre bout du pays, dans les villages arabes du Bas-Euphrate. Ces déplacements de population étaient cyniquement légitimés par des considérations politiques - le souci d'éloigner les Kurdes d'une région « sensible » car frontalière et riche en pétrole - ou par les «exigences du marché interne du travail», comme disait joliment M. Tarek Aziz en 1975.

En retour, on organisa l'installa-tion de colons arabes irakiens sur les terres fertiles des environs de Kirkouk et l'on fit même venir, avec un sens très particulier du panarabisme, des paysans égyp-tiens et yéménites entre Irbil et Soulaymaniyah.

#### Les craintes d'Ankara

Ces mesures de grande envergure allaient de pair avec une répression plus « quotidienne », ustifiée par la lutte contre la rébellion des peshmergas - vergers incendiés, puits empoisonnés, sources murées - et qui dégénérait parfois en politique de la terre brilée - 4 000 villages rasés en 1988 - ou en début de génocide

- 8 000 partisans de Massoud Barzani arrêtés puis « disparus » sans laisser de trace en 1983. Pour Saddam Hussein, le dépeuplement du Kurdistan, résultat d'un exil force, serait une «solution finale» inespérée, en ces lendemains d'humiliante défaite au Koweit.

Vue de Turquie, l'arrivée à ses frontières d'un tel flot humain, impossible à endiguer, ressemble à une vengeance démographique ourdie à Bagdad contre un pays à la pointe du récent combat anti-irakien. Les craintes d'Ankara sont multiples et fondées. L'afflux massif de réfugiés risque d'y déstabili-ser une économie fragile, de stimuler le nationalisme de la minorité kurde – un Ture sur quatre – voire de grossir les troupes du PKK. Seule formation kurde ouvertement indépendantiste, ce « parti des travailleurs du Kurdistan », qui pratique le terrorisme, est responsable de la mort d'au moins 2 600 personnes depuis 1984.



**SALLENAVE** LE DON DES MORTS

sur la littérature

# « Ceux qui occupent des postes si élevés dans l'Etat ne peuvent se comporter en jeunes filles capricieuses »

nous déclare M. Boris Eltsine

M. Boris Eltsine, le président de la fédération de Russie, devait notamment rencontrer mardi 16 avril MM. Valéry Giscard d'Estaing, Javier Perez de Cuellar et Laurent Fabius. Lundi, à Strasbourg, il avait eu des entretiens avec des responsables européens. Mercredi, M. Eltsine rencontrera le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, et M. Jacques Chirac. STRASBOURG

#### de notre envoyée spéciale M. Boris Eltsine est perplexe. Chez

lui, à Moscou, il y a un president qui fait sortir trois cent mille sympathisants dans la rue et un autre président qui se fait huer par ces mêmes trois cent mille personnes. Le premier, c'est lui, Boris Eltsine, président du Parlement de Russie, figure de proue de l'opposition démocratique, bien placé pour devenir, le 12 juin prochain, le premier président de la République de Russie (150 millions d'habitants) étu au suffrage universel. Le second, c'est Mikhail Gorbatchev, président d'une Union soviétique qui part en morceaux, menace de toutes parts, par un mouvement de mineurs en grève, par un Etat pratiquement en cessation de paiement, par des communistes conservateurs frustres, par le mécontentement populaire... Et pourtant, lorsque lui. Boris Eltsine, arrive en Occident – Strasbourg, porte de l'Europe - c'est pour constater qu'on n'y connaît et, surtout, qu'on n'y reconnuit qu'un seul Russe : Gorbat-

#### « Démagogue » et « irresponsable »

Dure journée que ce lundi 15 avril pour le président russe, qui faisait grise mine lorsqu'arriva l'heure des interviews, après une épreuve particu-lièrement rude infligée par le groupe parlementaire socialiste européen (voir ci-contre). M. Eltsine ne s'attendait sans doute ras en effet à se faire traiter tout de go de « démagogue » et «d'irresponsable» par le président de ce groupe, le Français Jean-Pierre Cot, qui lui reprocha ensuite de représenter l'opposition à Gorbatchev, avec qui nous nous sentons dovantage en sécurité », avant de lui montrer « la porte, si vous ne souhaite= pas entendre des choses désagréables .! M. Cot qui, toujours au nom du socialisme curopéen, était allé soutenir aux premières élections libres hongroises, en mars 1990, la présidente d'un parti «social-démocrate»

qui fut littéralement balayé des le premier tour, aurait sans doute plus de mal à tenir ce discours devant une foule moscovite. Mais M. Eltsine n'est pas au bout de ses peines, puisque ses efforts pour être reçu par le président Mitterrand pendant son séjour parisien étaient toujours vains, lundi soit.

Ce mur d'incompréhension et les contradictions du socialisme avaient donc mis M. Eltsine et son chargé de presse de fort mauvaise humeur, au point de leur faire oublier, à l'un comme à l'autre, toute forme de politesse, faissant le naturel de l'apparat-chik communiste soviétique reprendre le dessus. «J'ai eu un programme sature aujourd'hui, je ne peux pas dire que j'en sois ravi, je suis fatigué de répondre toujours à la même question. Gorbatchev-Eltsine. Gorbatchev-Eltsine/», commença par expliquer, excédé, le président de Russie.

#### « Nous devons collaborer»

Il faudra bien, pourtant, en parler puisque, moins de deux mois après avoir demande la démission de M. Gorbatchev de manière fracas-sante à la télévision, M. Eltsine se déclarait prêt à participer à une table ronde avec lui. De toute évidence, l'heure est à la conciliation entre les deux rivaux dont on dit que l'un ne peut exister sans l'autre. Qu'est-ce qui a donc changé entre-temps? « Rien n'a changé, affirme M. Elisine dans un entretien au Monde, Aujourd'hui, Gorbatchev n'est pas démissionnaire. il est président du pays. Il faut essayer de travailler avec ceux qui détiennent des postes de responsabilité, y compris avec le président Gorbatchev. Ceux qui occupent des postes aussi élevés dans l'Etat ne peuvent pas se comporter en jeunes filles capricieuses - ça, ça me plait, ça, ça ne me plait pas... Nous devons collaborer, nous devons travailler de telle manière que la Russie et ioui le pays n'en pàtissent pas. Et ce bien que nous soyons en désaccord, Gorbaichev et moi-même, sur plu-

sieurs questions de principe.» Mieux: «Il n'y a queun conflit pe sonnel entre Gorbatchev et moi, il n'y a pas d'allergie morale. Je me suis éloigne du président Gorbatchev lorsau'il a renonce à faire avancer la perestroika, la glasnost et la démocratie. Mais si nous sentons que cette démocratie est menacée par une offen sive des forces de droite, je suis per-suade que nous trouverons, lui et moi, les moyens de nous unir». M. Elisine scrait-il donc prèt à participer à un gouvernement de coalition avec M. Gorbatchev? La question suscite

sident russe, qui finit par repondre laconiquement : « C'est à discuter dans le cadre de la table ronde».

Cette table ronde, il ne la conçoit évidemment pas tout à fait de la même manière que M. Gucorgui Chakhnazarov, l'un des conseillers de M. Gorbatchev, qui évoquait récemment la possibilité d'une réunion de «toutes les forces politiques outour du plan anti-crise » du président soviétique. Dans la concepion de M. Eltsine, kil s'agit de réunir les forces susceptibles d'obtenir dans le pays une cer-taine stabilisation, l'arrêt des grèves et les premiers pas de la réforme économique. Cela veut dire : les dirigeants des Républiques, le président du pays [M. Gorbatchev], les dirigeants des divers partis politiques et mouvements sociaux, les mouvements de travail-leurs, les syndicats, les représentants des comités de grève des mineurs. On peut imaginer une serie de tables rondes, qui s'embolteraient au fur et à mesure que des décisions seraient prises ou des problèmes résolus».

Si l'on prend l'exemple des mineurs, qui ont cessé le travail « dans plusieurs Républiques, en Russic, au Kazakhstan, en Ukraine », poursuit M. Eltsine, « seule une action coordonnée, conjointe, peut les amenei à cesser leur mouvement, à condition qu'on leur donne des garanties politiques et économiques ».

Dans cette table ronde, le parti communiste ne serait « pas forcé-ment » representé pour chaque Répuale PCUS loui court, être... En Russie par exemple, le parti communiste de la Fédération de Russie n'a pas été enregistré, alors que le PC d'Union soviétique l'a été »... Malgré la similitude de noms, il ne faut pas voir là, observe M. Eltsine, une « copie conforme » de la table ronde

polonaise de 1989. Même si, se souvient-il, « nous avons rencontré person-nellement le président Lech Walesa, nous avons longuement discuté, quand il est venu chez nous, de leur long che-minement vers ces accords, de leur nouvelle révolution...»

عكذا وفاالاصل

#### L'avenir de l'Union

Moins disert sur l'avenir de dire qu'elle devra se passer des Baltes. de la Géorgie et de la Moldavie, et de citer trois domaines susceptibles de relever de la compétence de l'Union : la défense, le transport ferroviaire et l'énergie nucléaire. Qu'on ne parle pas non plus au président du Soviet suprême de Russie des « pouvoirs spéciaux» que le Congrès des député de Russie vient de lui voter - il hait l'expression : «Le Congrès ne m'a pas accordi: de pouvoirs spéciaux, rétor-que-t-il. Le Congrès a adopté une résolution sur une nouvelle répartition des compétences entre les organes de la Fédération de Russie : le Congrès des députés, le Soviet suprême, le pré-sident du Soviet suprême [M. Eltsine], le conseil des ministres et le premier ne conseil des ministres et le permei ministre. Je ne dispose donc d'aucuns pouvoirs spéciaux, bien que les médias occidentaux se soient appliqués, je ne sais pourquoi, à répandre cette terminologic, également utilisée par la presse du parti chez nous».

Quoi qu'il en soit poursuit-il, va être de courte durée car le 12 juin, le président de Russie sera élu parmi plusieurs candidats » (au suffrage universel). Soudain, dans cette sombre journée, le visage de M. Eltsine parut alors s'éclairer d'une lucur de satisfac-

SYLVIE KAUFFMANN

### M. Jean-Pierre Cot entre la courtoisie et la raison d'Etat

#### **STRASBOURG** (Communautés européennes)

de notre correspondant

Mai en a pris à M. Boris Eltsine de décliner l'offre des démocrates-chrétiens du Parlement européen pour accepter celle des socialistes. Invité à se prêter au jeu des questions et des réponses, dans l'après-midi du lundi 15 avril, le président du Soviet russe a eu la mauvaise surprise d'entendre, en guise de bienvenue, M. Jean-Pierre Cot (PS), à la tête de la gauche européenne depuis juillet 1989, dire de lui : « Personnalité à la fois sympathique et démagogue qui s'entoure de quelques sociauxdémocrates et libéraux et surtout de beaucoup d'extrémistes de droite > ...

#### « Cessez de moraliser»

Comme si ce n'était pas suffisant, M. Cot a ajouté : « En Occident, nous admirons M. Gorbatchev pour son rôle dans la démocratisation des pays de l'Est et l'unification allemande». M. Eltsine a tenté d'endiguer le flot du président des socialistes en lui lançant : «Cessez de moraliser». Fort de son auditoire. M. Cot a forcé la dose : « Nous sommes ici dans un Parlement élu démocratiquent: si vous ne voulez pas m'entendre, vous pouvez partir ». M. Eltsine est resté. Maîtrisant sa colère, il a tout de même souligné qu'il ne méritait pas e ces accusations a et rappelé qu'il était à Strasbourg

sur invitation, notamment celle

de M. Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen ». Il est vrai que l'élu du PS avait prévenu, en ouvrant la séance, qu'il allait se montrer « quelque peu provocateur ». Est-ce suffisant pour expliquer de tels propos à l'égard d'un invité? Comme si les responsables européens voulaient à tout prix « se dédouaner » vis-à-vis du Kremlin, chacun y est ailé de sa petite phrase pour indiquer que M. Etsine avait en quelque sorte forcé sa porte. M. Baron a fait savoir qu'il ne l'avait pas invité. Au cours de l'entretien avec son homologue russe, le président de l'Assemblée a précisé que le Parlement ne pouvait avoir des liens institutionnels qu'avec « le Soviet d'Union soviétique ».

Mr Catherine Laiumière, secrétaire générale du Conseil de L'Europe, qui avait pris la précaution, dès le semaine dernière, de dire qu'elle rencontrait M. Elisine à la « requête » de ce dernier, n'a guère été plus encourageante : « Il faut attendre les résultats de la négociation sur l'Union pour déterminer le type de relations à établir avec la Russie. En attendant, notre interlocuteur c'est

On peut vouloir donner des lecons au monde entier et orendre en considération la raison d'Etat. Mais rien ne justifie un sie, surtout avec un président de Parlement - pas forcément moins démocratique que beaucoup d'autres - qui représente cent cinquante millions d'habi-

MARCEL SCOTTO

### Le président de la Géorgie appelle à la « désobéissance civile »

Dans un décret publié, mardi 16 avril, par la presse locale, le président de la Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, a décrété la désobéissance civile de la république du Caucase, dont il est devenu, dimanche, le premier président.

Ce décret, le premier pris par M. Gamsakhourdia en vertu des nouveaux pouvoirs que lui a conférés le parlement qui l'a elu par un très long silence de la part du pri- acclamation, ordonne aux organes

de l'Etat géorgien d'agir contre les intérêts soviétiques dans la république par la « désobéissance natio-

nale et civile ». Selon le texte, « les ministères, services et organes administratifs doivent concentrer tous leurs efforts atin d'observer une désobéissance nationale et civile totale, déclarée par les organisations politiques participant à la table ronde », la coalition majoritaire au parlement. Le président géorgien ordonne par ailleurs la création « de conseils de coordination qui, avec l'aide de comités de grève, doivent créer un système de sécurité pour éviter que les intérêts économiques de la République soient touches ».

La Géorgie, qui souffre déjà de pénuries chroniques, dépend totalement du pouvoir central pour ses aporovisionnements énergétiques.

D Arrivée à Moscou de l'ancien dissident Vladimir Bonkovski. -Vladimir Boukovski, « échangé » en décembre 1976 contre le secritaire général du Parti communiste chilien Luis Corvalan, est arrivé, lundi 15 avril à Moscou. Il s'agit du premier retour en URSS de l'ancien dissident qui vit maintenant en Grande-Bretagne. Il avait été condamné une première sois en 1967 à trois ans de prison pour avoir protesté contre la détention d'un autre dissident, Alexandre Guinzbourg, puis à nouveau, en 1972 à douze aus d'emprisonnement. ~ (AFP.)

### ALLEMAGNE: M. Helmut Kohl évoque sa succession

# M. Wolfgang Schauble est le favori du chancelier

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, en octobre 1982, le chancelier Heimut Kohi a évoqué publiquement la question de sa succession et désigné l'homme qui lui semble le mieux capable de l'assumer: M. Wolfgang Schauble, quarante-sept ans, ministre de l'intérieur.

de notre correspondant

Ces confidences du chancelier avaient pour cadre, samedi 13 avril, une auberge de Kaiserslautern où il se restaurait en compagnie de quelques journalistes et amis politiques à l'issue d'un meeting electoral. Peut-être l'ambiance morose qui règne chez les chrétiens- démocrates de Rhénanie-Palatinat à la veille des élections régionales du 21 avril a-t-elle influé sur le moral d'un Helmut Kohl qui voit la CDU en chute libre dans cette Heimat, ce terroir natal qu'il évoque toujours avec fierté et nostalgie. Toujours est-il que, calcul politique ou moment de faiblesse, le chancelier a lancé le débat sur sa succession et exprimé sa préférence pour M. Wolfgang Schauble, vers qui, selon lui, « tout converge, car il n'y en a pas d'au-

Victime, il y a six mois, d'un attentat commis par un déséquilibré qui l'a rendu paraplégique, le ministre de l'intérieur a fait la preuve d'un courage et d'une volonté de revenir aux avantpostes de l'action politique qui force l'admiration. M. Kohl ne tarit pas d'éloges sur son ministre, qu'il n'hésite pas à comparer à Franklin Roosevelt, qui fut, lui aussi, contraint de se déplacer sur un fauteuil roulant.

Il semble que chez M. Schauble. l'attentat ait produit des effets psychologiques inverses de ceux que l'on avait pu contaster chez M. Oskar Lafontaine, qui fut poi-gnardé en avril 1990 par une désequilibrée. Alors que le ministreprésident de Sarre, qui s'est fort bien remis physiquement, était saisi d'une sorte d'angoisse existen-lielle l'amenant à s'interroger sur le sens de la vie, M. Schauble était, lui, rendu encore plus ambitieux et volontaire par le défi de sa diminution physique.

#### Une hécatombe parmi les prétendants

On l'a vu mener de main de maître de difficiles négociations avec les syndicats de la fonction publique, et il à récemment posé sa candidature à la présidence du groupe parlementaire CDU/CSU, dont le titulaire, M. Alfred Dregger doit se retirer pour raison d'âge à la sin de l'année. Il lui arrive mème, rapporte le Süddeutsche Zeitung, de faire de l'humour noir sur son infirmité avec M. Lambsdorff, le chef des libéraux qui a une jambe artificielle : « J'ai moins de mal que toi à supporter les réceptions debout!» lui a-t-il lancé.

Il est difficile de donner tout à fait tort au chancelier lorsqu'il affirme que M. Schauble est le seul membre de la CDU qui puisse prétendre aujourd'hui à la chancellerie. L'an passé, on a constaté une hécatombe parmi les « papabile »

chrétiens démocrates : M. Lothar Spath est tombé à cause de ses liens financiers trop étroits avec les industriels de son Land, le Bade-Wurtemberg, M. Walter Wallmann s'est retiré de la vie politique après sa défaite électorale en Hesse, et l'ancien secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler paie encore sa tentative de putsch con-tre M. Kohl de l'été 1989.

Seul M. Kurt Biedenkopf, vieil adversaire du chancelier dans la CDU du début des années 80 fait un retour remarque comme ministre-président de l'un de ces fameux « nouveaux Lander », la Saxe. Cette mise en orbite de M. Schauble par le chancelier pour une suc-cession dont il n'a, bien entendu pas fixé l'échéance, est peut-être aussi une manière d'empêcher M. Biedenkopf, pour lequel Helmut Kohl a une aversion marquée, de se frayer un chemin vers le som-

**LUC ROSENZWEIG** 

Ouverture du procès de Mathias Rust - La cour d'assises de Hambourg a ouvert, lundi 15 avril, le procès pour tentative de meurtre de Mathias Rust, le jeune pilote allemand qui s'était rendu célèbre en sc posant en avion sur la place Rouge en mai 1987. Agé aujourd'hui de vingt-trois ans, il est accusé d'avoir frappé de deux coups de couteau, en novembre 1989, une élève infirmière de dix-huit ans qui lui refusait un baiser, alors qu'il effectuait son service civil dans un honital de Hambourg. Le procès doit durer trois jours. Mathias Rust risque une peine de trois à vingt ans de prison.

#### **ITALIE**: nouvelle crise

# Le Parti républicain refuse de soutenir la coalition gouvernementale

Moins de trois jours après sa naissance, le cinquantième gouvernement transalpin depuis la guerre a perdu, lundi soir 15 avril, le soutien du Parti républicain, l'une des cing formations qui s'étaient engagées à lui voter la confiance. L'éclatement de cette crise, qui n'a pas de précédent dans l'histoire de la République, a contraint M. Giulio Andrectti, le président du conseil, à repousser d'un jour au moins la présentation de son cabinet au

de notre correspondant

Après cinq longues heures de réunion, les instances dirigeantes du Parti républicain, s'estimant trahica par M. Andreotti qui aurait promis le ministère des postes et télécommunications à l'un des leurs, avant de l'attribuet « par surprise» à un social-démocrate, ont finalement décide de sortir de la majorité. Le ministère en cause est certes d'importance prusque le responsable des télécoms est celui qui devra attribuer les fréquences de radios et télévisions prévues dans le cadre de la nouvelle loi sur l'audiovi-

Ce que M. Giorgio La Malfa, secré-taire général démissionnaire du Parti républicain, n'a pas admis, c'est de s'être fait pièger comme un débutant par celui qu'on appelle ici a Belzébuth », à savoir M. Andreotti. Lui le leader du parti le plus proche de la démocratie chrétienne, lui qui s'était tant battu pour que la coalition au M. Gabor Demszky, le maire libéral

ainsi épargné au pays une nouvelle élection générale anticipée, le voilà aujourd'hui qui ouvre une nouvelle crise pour laver ce qu'il appelle « une inacceptable offense politique». Il a rappelé « la violation grave des engagements pris et des rapports de confiance qui doivent, selon lui, régner à l'intérieur de la coalition », puis a déclaré, qu'en conséquence, son parti n'était a pas en mesure de voter la confiance au gouvernement.»

Interrogé cependant sur le point de savoir si ses députés républicains - un peu moins de 5 % de l'Assemblée voteraient contre le pouvoir, en compagnie de l'opposition, M. La Malfa, soucieux de ne pas fermer toutes les portes à un éventuel arrangement de dernière minute, a prudemment

répondu : « Nous verrons ». Le document approuvé par les quarante-cinq membres de la direction rappelle d'ailleurs fort à propos qu'en l'état actuel des choses « il n'y a pas de solution alternative à l'actuelle majorisé de gouvernement» et qu'en conséquence les républicains continueront « de rechercher une issue positive à la crise de manière à éviter des élections anticipées». Arithmétiquement parlant, le gouvernement tout frais de M. Andreotti, même amputé de trois ministres républicains, jouit encore de la confiance et de la participation de quatre partis : la démocratie chré-tienne, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux qui forment toujours une confortable majorité par-

PATRICE CLAUDE

B HONGRIE: m ex-communiste remporte une élection partielle. -L'élection d'un candidat du Parti socialiste (PSH, ex-communiste) dans une législative partielle à Budapest et le boycottage massif de deux autres scruting partiels, dimanche 14 avril, sont considérés par les observateurs comme un sévère averrissement aux conservateurs au pouvoir en Hongrie mais aussi à l'oppo-sition libérale, un an à peine après les premières élections libres depuis 1947. Dans la capitale, M. Pal Fillo, un imprimeur de 32 ans, membre du PSH formé par l'aile réformatrice de l'ancien Parti communiste, emporte le siège qui était détenu par

de Budapest, avec plus de 13 % d'avance sur les autres formations politiques. A peine plus de 25 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes. - (AFP.)

 BULGARIE : vingt mille manifestants demandent, à Sofia, la tenue d'élections anticipées. - Quelque vingt mille manifestants, rassemblés lundi 15 avril dans le centre de Sofia, ont demandé la tenue d'élections législatives en juin pour mettre sin à la majorité absolue du parti socialiste (PSB, ex-communiste) au Parlement. Selon un sondage effectué au début d'avril, 33 % des Bulgares voteraient actuellement pour l'opposition contre 25 % pour le PSB. -(AFP.)

7

# Première notation de SICAV françaises.

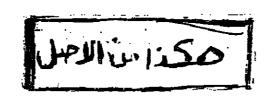
# Les SICAV monétaires de La Poste remportent la note AAAm.

# Qui a fait Uh?

Pour la première fois, une agence indépendante, Standard & Poor's - ADEF, a évalué des SICAV françaises. Cette pratique est courante dans de nombreux pays et La Poste a décidé d'y soumettre ses deux SICAV monétaires. Au terme de cette analyse, Latitude et Poste Gestion ont remporté la meilleure note: AAAm. Cette note couronne non seulement la qualité de la gestion de ces SICAV depuis leur création, mais aussi la sécurité apportée par le dépositaire (la Caisse des dépôts et consignations).

C'est un prix d'excellence qui ne surprendra certainement pas les 22 millions de clients qui font confiance à La Poste pour la gestion de leur compte et de leur patrimoine.

> Pas de problème, La Poste est là.



# Le président Gorbatchev va tenter de dissiper la méfiance réciproque

L'empereur Akihito et l'impératrice du Japon ont accueilli mardi 16 avril le président soviétique et M= Gorbatchev, en visite d'Etat pour quatre jours au Japon, au cours d'une brève cérémonie solennelle organisée devant le palais d'Akasaka, à Tokyo.

TOKYO

de notre correspondant

Depuis la visite, il y a exactement un siècle, du tsarévitch Nicolas Alexandrovitch, futur tsar Nicolas II, aucune personnalité russe de marque ne s'est rendue au Japon. M. Gorbachev est le premier dirigeant soviétique à touler le soi nippon. Mais alors que la visite du tsarévitch n'est restée dans l'histoire qu'en raison de la tentative d'attentat dont fut victime le prince à Otsu. celle de M. Gorbatchev ouvrira un nouveau chapitre des relations nippo-soviétiques.

Quels que soient les résultats immédiats de cette visite, la nature des relations entre les deux pays encore prisonniers du carcan de la guerre froide, qui en a fait les seuls belligérants du second conflit mon-dial à ne pas avoir de traité de paix - ne seront plus les mêmes. Un compromis sur la question posée par les Kouriles du Sud, occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par les Japonais, est la condition de ce rapprochement. mais, plus profondément, il faudra aussi surmonter une vieille méfiance Russes ont en plus de déboires que de satisfactions avec les Asiatiques. Le Japon coula leur flotte en 1905, Mao Zedong les trahit, et Tokyo s'est drapé depuis la guerre dans un irrédentisme sans nuance.

Les Janonais ont toujours percu les Russes comme une « menace », depuis qu'à la fin du dix-huitième

bande de marins en rupture de ban, échappès du Kamchatka, sema la panique en Hokkaïdo en brandissant le spectre d'une invasion par le nord. La brutale rupture par Staline du pacte de non-agression nippo-soviétique, l'entrée en guerre de Mos-cou au lendemain du bombardement d'Hiroshima, la poursuite des hostilités après la reddition nippone (qui auraient fait 200 000 morts en Mandchourie), et enfin la détention dans les camps staliniens de 600 000 prisonniers dont un dixième sont morts, n'ont pas amélioré l'image des Soviétiques dans l'opinion publique nippone.

M. Gorbatchev devrait exprimer à Tokyo son regret pour ces déten-tions. Il a déjà fait un geste de réconciliation à Khabarovsk (Extrême-Orient soviétique), première étape de son voyage, en se rendant au cimetière japonais. Il doit en outre apporter avec lui la liste des morts dans les camps et la localisation des tombes identifiées.

#### Un dialogue délicat

Des gestes qui témoignent du changement de climat entre les deux pays. Cette évolution a pour toile de fond un souci partagé par Moscou et Tokyo de dégager les relations nip-po-soviétiques de l'impasse. Le Paci-fique est clairement l'un des axes de la politique de M. Gorbatchev depuis son discours de Vladivostok 1986. La crise économique de l'URSS ne rend que plus impératif une ouverture sur la région la plus dynamique du monde économiquement, riche en capital et en techno-

Pour Tokyo, tisser de meilleures relations avec l'URSS est également un impératif. Les Japonais craignent notamment que les industriels coréens, très actifs dans l'Extreme-Orient soviétique, ne leur taillent des croupières. Bien qu'encore dans les limbes, le projet d'une zone économíque de la mer du Japon, ou se conjugueraient capitaux et technolo-gies nippons et coréens, main-d'œuvre chinoise et ressources naturelles soviétiques, suscite des appétits.

Mais s'il existe un souci partagé de rapprochement, le dialogue s'an-nonce délicat. Pour M. Gorbatchev, le succès de cette visite dépend de son habileté à obtenir le plus d'enga-gements économiques possible en échange d'un minimum de concessions politiques, tandis que pour Tokyo il s'agit d'obtenir le maxi-mum sur la question territoriale.

Le président soviétique n'entend pas « passer pour un traître » ven-dant le territoire, comme il l'a dit à Khabarovsk. Il veut sortir les relations nippo-soviétiques de l'impasse, mais s'il concède trop il ébranlera davantage sa position sur le plan intérieur. Le dynamique gouverneur de Sakhaline, M. Vladimir Fedorov, hostile à la moindre concession territoriale, ne fait pas partie de la suite de M. Gorbatchev. Il n'en est pas moins à Tokyo, multipliant les interviews. La question territoriale se complique du fait que les Kou-riles dépendent administrativement de la République de Russie et que M. Eltsine a donc aussi son mot a

Les entretiens préliminaires à cette visite semblent avoir dégagé une voie permettant de sortir les relations nippo-soviétiques de l'ornière: reconnaissance officielle par le côté soviétique de l'existence d'un contentieux territorial (ce que Moscou a virtuellement admis) et accord formel pour entamer des négociations sur cette question. Ce qui signifierait un retour à la déclaration commune de 1956, rédigée à l'occa-sion de la restauration des relations

diplomatiques entre les deux pays. Si la voie pour sortir de l'impasse paraît tracée, la suite - l'échéance des négociations, la date de la signa-

ture d'un traité de paix, le compromis qui pourra être envisagé pour les deux autres îles (Kunashir et Itouroup) - l'est beaucoup moins. Une formule consisterait à inscrire cette question dans le cadre plus large d'un nouvel ordre stratégique dans la région, axé sur une démilitarisation de la zone, les îles bénéficiant d'un statut à définir de condo-

M. Gorbatchev devrait proposer Tokyo un accord de sécurité multinational pour la région Asie-Pacifique comportant une diminution du potentiel militaire soviétique et l'organisation d'une conférence tripartite avec les Etats-Unis, destinée à réduire la tension, et étendue à des consultations avec l'Inde et la

Afin de favoriser un compromis les Japonais semblent prêts à se montrer plus souples sur le principe du lien entre questions économiques et contentieux territorial. Il a été d'ores et déjà décidé qu'indépendamment de toute évolution concernant les «territoires du nord», le Japon fournira une aide de 500 millions de dollars à l'URSS, sous forme de crédits à l'exportation et de crédits non liés.

PHILIPPE PONS

Un homme armé d'un poignaré s été arrêté à proximité de la résidence de M. Gorbatchev. - Un homme armé d'un poignard, soup-conné par la police d'être un militant d'extrême droite, a été arrête mardi 16 avril non loin du palais des hôtes étrangers où le président soviétique Gorbatchev doit résider durant sa visite à Tokyo, out indique des sources policières. Une manifestation de l'extrême droite s'est d'autre part déroulée dans un parc du centre de Tokyo. - (AFP.)

# **AFRIQUE**

AFRIQUE DU SUD : en réponse au processus de démantèlement de l'apartheid

### Les Douze lèvent partiellement les sanctions contre le régime de Pretoria

Les ministres des affaires étrangères des Douze se sont mis d'eccord, lundi 15 avril, à Luxembourg, pour lever une partie des sanctions encore en vigueur contre le régime de Pretoria. Cette décision autorise à nouveau les importations dans la CEE d'acier, de fer et de pièces d'or en provenance d'Afrique du Sud, qui étalent interdites depuis 1986. Seul reste en vigueur l'embargo sur les ventes d'armes et le pétrole. Les Douze ont pris cette décision à la suite de la présentation, le mois dernier, par le gouvernement sudafricain, devant le Parlement, de textes abolissant les lois sur l'habitat séparé et sur la terre, considérées comme les piliers du régime d'apartheid.

> **JOHANNESBURG** de notre correspondant

SK.5 L'Afrique du Sud redresse la tête et pourra bientôt, selon une expression chère au président Frederik De Klerk, « regarder la communauté internationale dans les yeux ». En décembre, la CEE déci-dait de lever les interdictions sur les nouveaux investissements. Fin mars, une délégation du Comité international olympique laissait entendre que les Springboks pourraient être invités, sous certaines conditions, à participer, Barcelone. La décision européenne vise encore à récompenser le régime de Pretoria pour s'être engagé sur la voie de l'abolition de

« Les gouvernements européens ont respecté leur parole», a com menté M. De Klerk, jugeant qu'il s'agissait là d'une étape importante pour «l'Afrique du Sud et ses peu-ples» sur la voie du redémarrage économique. Le ministre des finances, M. Barend du Plessis, s'est réjoui de voir son pays de nouveau en mesure de faire jeu égal avec d'autres exportateurs d'acier et de pièces d'or. Il a émis l'espoir que la décision européenne

ALGÉRIE : les islamistes lan-

cent na avertissement à l'armée. -Le Front islamique du salut (FIS)

« combattra l'armée jusqu'à

l'anéantissement », en cas d'inter-

vention de celle-ci pour l'empêcher

d'organiser une grève générale, a annoncé, dimanche 14 avril, à Tlemcen, M. Abassi Madani. Le

chef du FIS, dont les propos sont rapportés, lundi, par le quotidien, le Soir d'Algérie, a, en outre, menacé le président Chadli d'appe-ler au « djihad » (guerre sainte),

dans le cas où il ne répondrait pas

à son exigence d'organiser dans les trois mois des élections législatives

et présidentielle anticipées. Quant

au Front de libération nationale

(FLN), il reste « réservé » sur

d'éventuelles alliances avant les

prochaines élections législatives,

mais il appellera à une « large

coalition nationale » pour former le

nouveau gouvernement après cette échéance, a annoncé son secrétaire

EN BREF

inciterait à « la levée définitive des sanctions ailleurs dans le monde ».

Le ministre des affaires etrangères, M. « Pik » Botha, s'est féli-cité du courage de la Communauté européenne, qui agit en faveur de que de l'Afrique du Sud et de l'Afrique australe, et dans l'intérêt des individus dont l'avenir dépend du développement économique». Le jour où « le démantèlement de l'apartheid est devenu irréversible. la levée des sanctions est devenue inéluctable », a-t-il conclu.

#### Une décision « inappropriée »

Les milieux d'affaires ont réagi avec la même rapidité que les hommes politiques. La Chambre des mines a rappelé qu'à cause des sanctions « un nombre considérable d'emplois, plus spécialement dans les mines de charbon, ont été supprimes ». Pour la Chambre de commerce d'Afrique du Sud, « les sanctions appartiennent déjà au passé v. Selon le vice-président de l'Anglo-American, M. Leslie Boyd, « la réouverture des marchés européens aux exportateurs sud-africains ne pouvait pas tomber à un meilleur

Avant 1986, entre 400 000 et 500 000 tonnes d'acier sud-africain étaient exportées vers l'Europe. « Aux prix et taux de changes d'auiourd'hui, cela représente environ 350 millions de rands», a expliqué M. Boyd qui croit possible de reve-nir à « ce niveau d'exportation des l'an prochain». Constatant que les seul marché significatif toujours fermé à l'acier sud-africain », il a émis l'espois que « la loi américaine qui règit les sanctions sera abrogée au cours du prochain semestre ».

Le Congrès national africain (ANC), qui plaidait pour le main-tien des sanctions, sans trop se faire d'illusions, a jugé la décision européenne « inappropriée ». Un porte-parole du mouvement nationaliste a expliqué que l'ANC allait se lancer dans une campagne bilatérale d'explications pour essayer de faire revenir chaque pays de la Communauté sur sa décision.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Après la réunion de Luxembourg

### Les Douze restent divisés sur l'union politique européenne

Les Douze restent divisés quant à l'opportunité de progressivement mettre en œuvre une politique de défense commune et cela constitue le principal obstacle à surmonter par la conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité devant transformer l'actuelle Communauté en une union politique. Ils divergent aussi fortement sur l'étendue des nouveaux pouvoirs à accorder au Parlement européen. Dans les deux cas, c'est le Royaume-Uni qui se montre le plus réticent à

#### LUXEMBOURG

(Communautés européennes) de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étraneères des Douze ont travaillé lundi 15 avril sur la base de deux textes de compromis informels qui leur étaient soumis par la présidence luxembourgeoise. Le premier concerne la politique étrangère et de sécurité commune (la PESC, comme on l'appelle désormais), le second le pouvoir de codécision, en matière législative, à accorder

Il appartiendra au Conseil européen d'indiquer les domaines dans lesquels les Douze souhaitent mener des actions communes en matière de politique étrangère et d'en définir alors les principales orientations. Le projet luxembourgeois suggère que les décisions de mise en œuvre soient arrêtées par les ministres des affaires étrangères, à la majorité qualifiée. Quatre pays, à savoir le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande et le Portugal, préférent - et c'est un premier clivage important - qu'on maintienne en la matière l'obligation

Le projet luxembourgeois traite en termes vagues et peu engageants, le volct défense et sécurité. a C'est un compromis tout à fait minimal», a estimé le ministre espagnoi. « Le seuil de crédibilité est à prine atteint », a affirmé son collègue grec. Au stade actuel et en attendant une hypothétique politique de défense commune, le lien

établi par ce projet entre l'union politique et l'UEO (Union de l'Europe occidentale) est des plus légers. « Une vraie coquille vide », déplorait un haut fonctionnaire de la Commission. Huit pays souhaitent que le traité fasse explicitement référence à une politique de défense européenne et estiment que, de manière générale, le projet luxembourgois est trop timide.

#### **Divergences** persistantes

Quatre Etats membres - les précités - récusent l'idée d'une subordination de l'UEO à l'union politique. Les Britanniques entendent qu'en matière de défense les choses restent en l'état. A leurs yeux, les auteurs du traité seraient bien inspirés d'indiquer que les questions de sécurité ayant des implications militaires « restent dans la compétence de l'UEO et de l'OTAN ». Ces divergences persistantes ne troublent pas outre-mesure les participants. Certains décèlent, sans doute non sans raison, une amorce de mouvement chez les Danois, voire chez les Irlandais.

Le Royaume-Uni, le Danemark et le Portugal sont nostiles à l'idéc d'accorder au Parlement européen un large droit de codécision en matière législative, aux côtés du conseil des ministres. L'Allemagne et l'Italie plaident au contraire avec force dans ce sens. « Il n'est plus admissible que l'institution qui est l'expression de la volonté de nos citoyens soit tenue en marge du processus législatif de la Communauté et que le dernier mot reste dans ce processus au seul conseil Le Parlement européen doit fondamentalement pouvoir participer à un tel processus, à égalité de droit avec le conseil » lit-on dans une déclaration commune transmise voici quelques jours par MM, Hans-Dietrich Genscher et Gianni De Michelis, les ministres allemand et italien. Les Belges, les Néerlandais et les Grecs les soutiennent, tandis que les Français

défendent une position nuancée.

#### Au cours d'un bref voyage à Pékin

### L'ancien président Jimmy Carter a fait preuve d'une grande fermeté sur la question des droits de l'homme

de notre correspondant

Après M. Richard Nixon, qui, face aux dirigeants chinois, n'avait pas hésité à employer un langage très ferme sur la question des droits de l'homme immédiatement après Tiananmen en 1989, l'ancien président Jimmy Carter, autre « vieil ami » de Pékin, s'est permis de leur tenir des propos de la mème portée.

Au cours d'une brève visite à Pékin achevée lundi 15 avril, M. Carter a déclaré qu'il tenait le premier ministre M. Li Peng pour personnellement responsable d'une promesse que celui-ci lui avait faite, permettant aux quelque cinquante mille étudiants chinois qui se trouvent aux Etats-Unis de revenir en Chine sans craindre d'être emprisonnés pour leurs convictions politiques.

Il n'est pas clairement établi que, dans l'esprit des dirigeants chinois, cette promesse s'applique aux activistes de l'opposition en exil qui ont sui illégalement le pays en 1989. Toutefois, M. Carter a été d'une sermeté jusqu'à présent inégalée par un personnage public étranger de ce rang, sur la question ultrasensible des droits de l'homme, dont Pékin récuse la conception occidentale. Le régime, a-t-il jugé, a « réagi de manière excessive » à l'agitation en 1989 et se doit à présent de prononcer un

□ Coopération aucléaire sino-algérienne « à des fins pacifiques ». — L'Algérie et la Chine entretiennent une coopération scientifique dans le domaine nucléaire à des «fins exclusivement pacifiques », a indiqué, samedi 13 avril, l'agence APS, citant un responsable du ministère des affaires étrangères. Le quotidieu américain, Washington Times, avait indiqué, jeudi, que l'Algérie mettait au point, avec l'aide de la Chine, un programme d'armement nucléaire, comportant notamment la construction d'une centrale nucléaire sur la côte méditerranéenne. - (AFP.)

 Le sommet américano-soviétique PHILIPPE LEMATTRE | et le désarmement. - Le président

amnistie générale à l'intention de tous les dissidents non violents détenus. M. Carter s'est vu rétorquer par ses interlocuteurs, dont le secrétaire général du parti communiste, M. Jiang Zemin, que les droits de l'homme prioritaires ici étaient celui de se nourrir, d'exister souverainement et de se deve-

Ce à quoi il a répondu que la réforme économique et le progrès de la liberté d'entreprise comportent « de manière quasi inhérente et inévitable un élément de réforme

La mise en œuvre de ce discours pourrait donner lieu à de nouvelles complications sino-occidentales si. comme l'a dit M. Carter, le professeur Fang Lizhi a bien l'intention de revenir en Chine « en citoyen loyal, afin de reprendre sa vie d'antan, d'enseignant et de chercheur » en astrophysique. Le savant dissident et son épouse, Mª Li Shuxian, avaient trouvé refuge dans l'ambassade américaine à Pékin avant d'être autorisés, l'an dernier, à gagner les États-Unis. La manière dont pourraient être traités les dissidents exilés en cas de retour en Chine pèserait lourd, au Congrès américain, sur le débat lement, dans les échanges commerciaux sino-américains, de la clause de la nation la plus favorisée, dont Pékin a un besoin vital.

FRANCIS DERON

George Bush fait dépendre la tenue d'un sommet américano-soviétique règlement des problèmes mant le traité sur les armements conventionnels en Europe (CFE) et non de la signature d'un accord de désarmement stratégique (START), a indique, lundi 15 avril, la Maison Blanche. « Nous sommes très préoccupés par le traité CFE (...). Il est juste de dire qu'il nous faudra résoudre des problèmes majeurs à ce propos avant que nous soyons prêts à tenir un sommet », a déclaré M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. Un sommet, prévu pour sévrier dernier à Moscou, avait été reporté officiellement en raison de la guerre du Golfe et de la lenteur des négociations sur le désarmement. - (AFP.) général, M. Abdelhamid Mehri. a AFGHANISTAN : le président Najibullah offre une amnistle générale aux réfugiés. - Le chef de l'Etat afghan a offert, lundi 15 avril, une amnistie générale à tous les ressortissants vivant à l'étran-ger qui accepteraient de retourner au pays. Un porte-parole officiel a assure que tous ceux qui choisiraient de revenir serzient libres de quitter à nouveau le pays. Cette offre, selon le ministère des affaires étrangères, concerne tous les Alghans qui ont quitté l'Afghanistan avant le 21 mars dernier

a pour quelque raison que ce soit ».

- (AFP.)

a BÉNIN: retour à Paris du président pour des soins médicaux. -M. Nicéphore Soglo, le nouveau chef de l'Etat, a quitté Cotonou, samedi 13 avril, pour la France afin d'y recevoir des soins et d'y prendre « surtout du repos ». comme il l'a dit dans une allocution radiodiffusée, prononcée avant son départ. Il est monté à bord d'un avion militaire français, soutenu par son aide de camp. M. Soglo qui avait contracté une nièvre thypholde, aggravée d'une crise de sciatique, avait déjà été soigné, fin mars, à l'hôpital pari-sien du Val-de-Grace. – (AFP.) m MAROC : gráce royale pour 555 déterns. - Le ministère marocain de la instice a annoncé, lundi 15 avril, que le roi Hassan II a gracié 555 détenus - dont l'identité n'est pas connue, - à l'occasion de la sête de l'Aîd el Fitr qui marque la fin du ramadan. ~ (AFP.)

a TOGO: enverture d'une enquête. - Le gouvernement a décrété un deuil national, mardi 16 avril, à la mémoire des dizaines de personnes retrouvées mortes, la semaine dernière, dans la lagune de Lomé. Les habitants du quartier de Bè rendent les soldats responsables de leur mort. Le gouvernement a démenti toute implication de militaires et annoncé l'ouverture d'une enquête dont les conclusions seront readues publiques. D'autre part, l'agence Reuter a démenti une dépêche dont nous nous étions fait l'écho dans nos premières éditions du 16 avril, selon laquelle le président Eyadema avait prononcé, lundi, un discours pour annoucer une accélération du processus de démocratisation. – (AFP.)

O ZAIRE : mot d'ordre de grève générale. - L'Union pour la démocratie et le progrès (UDPS), a lancé, lundi 15 avril, un mot d'ordre de grève générale pour le 22 avril au cours d'un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes, dans un stade de la banlieue de Kinshasa. D'autre part, une personne blessée au cours d'une réunion politique, samedi, à Lubumbashi, a succombé, lundi, a annoncé le gouverneur de la province du Shaba. -

D HAITI: un mort lors de pillages. - Une personne a été tuée et plusieurs autres ont été blessées par les forces de l'ordre lors de scènes de piliage qui se sont déroulées lundi 15 avril à Cap-Haîtien, la deuxième ville du pays. Environ un millier de manifestants, des jeunes des quartiers populaires, qui entendaient protester contre la vie chère et d'éventuels stockages de riz par des particuliers, ont participé à ces pillages - (AFP.)

2 12 12 24

\*\*\* pro- - - 22

40.0

in the case of

 $\tau_{2,|z|=|z|_{\mathbb{P}^{k}_{2}(\mathbb{R}^{n})}}$ 

181

en en s Andrew Terral A Marian ""。 "我就是唯 F ... And the said which The at W. 4 W. · Bangara 

1922 or Longit 1 and the state of Con the day of her have to be as

i.

# POLITIQUE

**电节集 翻译 #** A Alban . \*\*\* -N. S. S. Samer Marie & Walter

**\*\*\*** 

The second second \*\*\* \*\* \*\* \*\*\* \*\*\* 

AND les sanctions te le régime de Pro-

Faute de majorité parlementaire assurée M. Rocard n'exclut pas de renoncer à la réforme du mode de scrutin régional

Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales de mars 1992, préparé par le ministère de l'intérieur, ne trouve aucun soutien en dehors du Parti socialiste. Le premier ministre hésitait, mardi 16 avril, à livrer une batalile parfementaire à haut risque. Il souhaitait se donner huit jours supplémentaires pour décider de s'y angager ou d'enterrer le projet.

L'arithmétique a des règles avec lesquelles il est impossible de tricher : pour dégager une majorité à l'Assemblée nationale, les socialistes ont besoin de se trouver des alliés sur leur gauche ou sur leur droite. Jusqu'à présent, M. Michel Rocard y est toujours parvenu à une excep-tion près, le vote en première lecture du projet sur les professions indiciaires. Mais pour la réforme du mode de scrutin régional, les souhaits, cumulés et contradictoires, du bureau exécutif du Parti socialiste et du président de la République ont placé la barre à une hauteur telle qu'il devient périlleux de tenter de la sauter. Aussi le premier ministre envisageait-il, mardi 16 avril, de se dérober devant l'obstacle, en tout cas de repousser d'une semaine l'examen du projet par le conseil des ministres qui, à l'origine, devait s'en saisir mercredi 17 avril.

> Le front du refus

M. Rocard sonbaitait donc se donner huit jours supplémentaires de réflexion, mais pas plus, car audelà le calendrier ne lui permettrait plus de faire adopter ce texte au cours de la session parlementaire de

Les données du problème sont relativement simples (le Monde du 16 mars). Pour que se dégagent, après les élections de mars prochain,

Les caisses d'épargne se

seraient bien passées d'une poli-

tisation du projet de loi réfor-

mant l'organisation de leur

réseau et sanctionnant un par-

tage des rôles entre le Cencep

(Centre national des caisses

d'épargne et de prévoyance) et

la Caisse des dépôts et consi-

gnations. Or l'offensive actuelle-

ment menée par l'opposition

contre M. Robert Lion, directeur

général de la Caisse des dépôts,

risque de brouiller le débat qui

devait commencer mercredi

17 avril à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi portant réforme de

nique. Il a pour but de saire des

la loi de 1983 se veut essentiellement

caisses d'épargne, réseau tradition-nellement consacré à la collecte du

livret A, l'une des grandes banques

de détail spécialisées sur le service

bancaire rendu au particulier.

des majorités stables dans les conseils régionaux (version officielle), en fait pour préserver les deux présidences de région dont il dispose et pour en conquérir d'au-tres (version officieuse), le PS a sou-haité une réforme du mode de scrutin qui, de surcroît, a l'énorme avantage pour lui de contraindre la droite a clarifier ses rapports avec le Front national entre les deux tours de tette éfection. Il s'agit de plaquer sur la région le système existant pour les élections municipales de Paris, Lyon et Marseille : scrutin proportionnel de listes départemen-tales avec «prime» à la liste arrivée en 1ête (25 % des sièges à pourvoir, au lieu de 50 % aux municipales).

La majorité des socialistes et M. Rocard auraient souhaité que les listes soient régionales, mais les iens, et surtout M. Mitterrand, s'y sont opposés car ils craignaient d'installer en province vingt-deux barons. Or les listes régionales représentaient probablement le seul moyen d'obtenir la bienvaillance de la droite. L'opposition a vite fait bloc pour refuser la réforme. Les présidents de région appartenant au PR, dont plusieurs ne doivent leur PR, dont plusieurs ne doivent leur place qu'à un sontien de l'extrême droite, ont été les premiers à manifester leur rejet brutal; ceux de l'UDC, par solidarité plus que par conviction (car ils ne sont pas gênés par la nécessité de clarifier leurs rapports avec le Front national), les ont rejoints. Le RPR, après que M. Jacques Chirac eut manifesté, dans un premier terms, son accord avec l'espremier temps, son accord avec l'es-prit du projet, a lui aussi basculé dans le camp du refus.

Sur la gauche du PS, le refus a été aussi net. Par principe et par intérêt, les communistes ont toujours été partisans de la proportionnelle inté-grale et s'en tiennent au système

donc fort délicat. Le groupe socia-liste ne comprend que 274 mem-

Dès 1985, à l'initiative du Cencep,

organe de direction de l'Ecureuil, un

vaste mouvement de regroupement

des forces a été lancé. De quatre cent

quatre-vingt-six, le nombre de caisses est passé à cent quatre-vingt-six à la fin de 1990. Après étude du cabinet

de conseil Mac Kinsey, le nombre

final de caisses d'épargne (à ne pas

confondre avec le nombre d'agences)

devrait avoisiner la trentaine à la fin

de 1992. Dans quelques mois, donc,

ce réseau ancien, traditionnellement

consacré à la collecte du livret A,

banques régionales au bilan moyen de 28 milliards de francs chacune,

fortement ancrées sur leur territoire

et prêtes à mener la vie dure aux

dit mutuel et le Crédit agricole.

nques mutualistes, comme le Cré-

Cette mutation a fait l'objet d'un

long débat entre le Cencep et la Caisse des dépôts. Qui allait gérer les

120 milliards de francs de liquidités

(les fonds du livret A n'étant nulle-

ment en cause)? La Caisse des

dépôts comme auparavant? Ou le

A l'Assemblée nationale

La réforme des caisses d'épargne envahie par la politique

Dégager une majorité à l'Assem-blée nationale sur cette réforme est

UDC et PC. Jusqu'à présent, dans ce genre de situation, le gouvernement trouveit un soutien suffisant parmi les 21 non-inscrits, mais il ne peut être assuré que du vote de deux d'entre eux, MM, Bernard Tapie et Marcel Wacheux. Ceux qui se sont ralliés à l'« ouverture », pourraient cette fois lui faire défaut.

L'Association des démocrates de M. Michel Durafour, dès le 23 mars, a pris position pour le maintien du système actuel. Les amis de M. Jean-Pierre Soisson, réunis dans les adhérents directs de France unie, ont pris position dans le même sens, samedi 13 avril. Génération écologie, de M. Brice Lalonde, a exprimé, lundi 15 avril, « ses réserves devant une modification éventuelle, à la fois tardive, compliquée et limitée au cadre départemental ». Comme le dit un des membres de cette mouvance, all ne faut pas nous demander d'actionner la guillotine qui nous condamne». En effet, le mode de scrutin souhaité par les socialistes obligerait tous ces centristes d'ouverture à passer sous les fourches caudines du PS, alors qu'ils tienneut l'occasion de mesurer, pour la pre-mière fois, leur influence et de faire payer - cher - à leur grand allié le prix de leur ralliement.

> La responsabilité da premier ministre

L'Elysée a d'abord tenté de s'attirer leur bienveillance. Un collabo-rateur du président de la République a obtenu de Matignon que soit modifié le projet envoyé au Conseil d'Etat afin de faire disparaître la barre de 5 % des suffrages exprimés en dessous de laquelle il n'était pas possible à une liste du premier tour de fusionner avec une autre pour le second. Mais, devant les récrimina-tions du PS, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence, a fait annuler cette concession, et

franches en la matière? Après une guerre de tranchées político-médiati-

que, le Cencep et la Caisse des dépôts étaient parvenues à un com-

promis. Le réseau caisse d'épargne

serait coiffé de deux sociétés finan-

cières. La première, contrôlée par la

Caisse des dépôts, tiendrait les

comptes et gérerait les liquidités, tan-

dis que l'autre, contrôlée par le Cen-

cep, ferait office de centrale d'émis-

sion, de refinancement et de crédit.

Or cet équilibre est aujourd'hui

premier lieu, par un amendement de

M. Raymond Douyère (PS) qui pro-

pose de fusionner les deux sociétés financières en une seule, contrôlée à

65 % par le Cencep et à 35 % par la

Caisse des dépôts. La Caisse des

dénôts, qui se refuse à la moindre

déclaration, fait grise mine, et le

ministère de l'économie et des

finances semble gêné par les initia-

tives des parlementaires. Outre le fait qu'elles viennent bousculer un

consensus qui a été long à établir,

Les exigences du PS et de M. Mitterrand rendent ainsi l'épreuve parlementaire aléatoire, d'autant qu'il est, pour l'instant, hors de question que le gouvernement engage sa resonsabilité sur le vote d'un tel texte. Or M. Rocard sait que si le projet est repoussé en séance publique à l'Assemblée nationale, c'est lui qui en sera rendu responsable. Aussi, bien que le PS, par la voix de M. Gérard Le Gall, lundi 15 avril. ait à nouveau souhaité oue cette réforme soit votée, dans sa forme actuelle, « avant l'été », le premier ministre répugnait, mardi 16 avril, à l'inscrire à l'ordre du jour du consei

des ministres du lendemain. M. Rocard ne tient pas à porter seul la responsabilité d'avoir engage son gouvernement et le Parti socialiste dans une bataille parlementaire qu'ils risquent de perdre. Mais le président de la République, - qui affichait, mardi, un extrême détachement sur ce sujet, - s'en remet à la décision de M. Rocard.

THIERRY BRÉHIER

a Le CNI présentera des listes autonomes aux élections régionales. - Le comité directeur du Centre national des indépendants et paysans (CNI), réuni jeudi il avril à Paris, a confirmé sa décision de présenter des listes autonomes aux élections régionales, sauf dans les départements où « les alliances RPR-UDF-CNI existeront dans le respect de chacune des familles de l'opposition». Le président du CNI, M. Yvon Briant, député européen, a notamment déclaré: Nous n'acceptons ni l'obsession présidentielle de partis enfermés dans une confrontation permanente Giscard-Chirac ni de faire les frais d'une union qui n'aurait d'autre objectif que de réduire l'opposition à un nouveau pacte électoral entre RPR et UDF.

rité des liquidités de l'Ecureuil. La

Caisse des dépôts serait équipée pour

les gérer, pas l'Ecureuil, affirme-t-on

En second lieu, le débat est com-

pliqué par l'attitude de l'opposition.

qui a récemment pris M. Robert

Lion, directeur général de la Caisse

des dépôts, pour cible. Un rapport

confidentiel de la Cour des comptes,

opportunément divulgué voici quel-

ques semaines, a remis au cœur du

débat public le rôle joué par la Caisse

par M. Georges Pebereau sur la

Société générale. La légèreté avec

laquelle la Caisse des dépôts a utilisé

les fonds d'épargne du livret A au

cours de certaines opérations bour-

sières a fragilisé la position de

M. Lion. M. Edouard Balladur affir-

mait même dans le Progrès de Lyon

du 12 avril, qu'il fallait « émanciper »

les caisses d'épargne de la Caisse des

YVES MAMOU

des dérêts dans le raid lancé en 198

rue de Bercy.

Un mois et demi après les émeutes

# Le gouvernement s'empresse auprès des élus de la Réunion

émeutes qui ont endeuillé la Réunion, les élus locaux ent été invités à participer, mardi 16 et mercredi 17 avril, à Paris, à deux e rencontres de travail » sur les différents problèmes de l'île.

Le gouvernement déploie ses ministres pour essayer d'empêcher un regain de violence à la Réunion, où les incertitudes sur le sort définitif de la chaîne de télévision privée Télé Free-DOM contribuent à entretenir une certaine tension dans les quartiers de la périphérie Le premier ministre en per-

sonne, mardi soir, cinq ministres (dans l'ordre, MM. Besson, minis-tre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer; Dele-barre, ministre d'Etat, ministre de la ville; Soisson, ministre du tra-vail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; M= Tasca, minis-tre délégué à la communication ; M. lospin, ministre de l'éducation nationale) et les directeurs de cabi-net des ministres de l'agriculture et de la coopération devaient se succéder, pendant quarante-buit heures, au ministère des DOM-TOM, pour essayer de trouver les « solutions de justice » réclamées le 29 mars par M. François Mitter-rand, c'est-à-dire les remèdes économiques, sociaux et culturels capables d'enrayer la crise chronique dont soulfre le département de l'océan Indien et dont l'affaire de Télé Free-DOM n'a été que le révélateur. Le ministre des DOM-TOM. M. Louis Le Pensec, retournera ensuite à la Réunion, les 22 et 23 avril, pour présenter les conclu-sions gouvernementales de ces

Les présidents des deux assemblées locales, qui sont tous deux étiquetés « divers droite » mais s'appuient sur des majorités différentes, se proposaient de présenter au gouvernement, pour la circons-tance, une série de propositions communes preconisant notamment la mise en œuvre d'un plan décennai. lis ont résumé celles-ci dans un document de quarante-neuf pages qui demande, en particulier, le recrutement de « deux cents enseignants supplémentaires

Un mais et demi après les par an a pour rattraper le retard sur la métropole en matière d'encadrement dans l'enseignement secondaire, l'engagement de l'État de financer dix mille logements neufs par an, un renforcement de la démocratie locale par la création d'arrondissements communaux ou de communes nouvelles.

#### Charns contre M. Sudre

Le président du conseil général, M. Eric Boyer, qui préside d'autre part, depuis la semaine dernière, la représentation départementale de l'UPF, et le président du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, ancien député UDF, sont également chorus contre le président-directeur général de Télé Free-DOM. M. Camille Sudre, qu'ils considérent tous deux comme un homme a dangereux ». Ils out fait savoir, lundi, au cours d'un déjeuner de presse, qu'ils s'opposeraient fermement à tout montage qui permettrait à celui-ci de jouer un rôle de premier plan en cas de création d'une quatrième chaîne privée. Les deux présidents sont toutefois partagés sur une telle opportunité. De l'avis de M. Lagourgue, le marché réunionnais de la publicité est trop étroit pour rendre viable une quatrième chaîne de télévision, sauf à priver de ressources la presse écrite. M. Boyer se montre plus nuancé.

Les considérations de politique locale risquent de peser, toutetois, sur ces rencontres de travail. Evoquant à la fois les divers entretiens accordés la semaine dernière à M. Sudre par l'Elysée et le minis-tère des DOM-TOM et le rendezvous accordé, mardi à 12 heures, par le président de la République au maire socialiste de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, M. Boyer a mis en garde contre l'existence d'« un circuit parallèle » : « Les élus risquent d'être marginalisés, ce n est pas souhaitable, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons pas nous permettre un échec. Il faut que toutes les forces de la Réunion s'entendent.

### Le Parti communiste de l'île prédit de nouveaux troubles sociaux

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION de notre correspondant

Plongé ces dernières années dans une sorte de léthargie militante et intellectuelle, surtout préoccupé par la gestion du syndicat intercommunal au'il dirige, le Parti communiste réunionnais s'est réveillé à la faveur des émeutes qui ont secoué le chef-lieu de la Réunion. Loip de le circonscrire sur son pré carré, les accusations formulées contre lui par les socialistes et une fraction de la droite locale ont donné à M. Paul Vergès, secrétaire général du parti, l'occasion de rebondir sur le terrain social qu'il affectionne particulièrement. Montre du doigt pour avoir - selon la

Le statut de la Corse

#### M. Poher saisit le Conseil constitutionnel

M. Alain Poher, président du Sénat, a saisi le Conseil constitutionnel, lundi 15 avril, de la loi modifiant le statut de la Corse (nos dernières éditions du 16 avril).

C'est la cinquième fois que M. Poher use de son droit de saisine, après l'avoir fait pour la loi sur la liberté d'association en 1971, le budget de 1974, l'application de la décentralisation dans les départements d'outre-mer en 1982, et la réforme du statut de la fonction publique territoriale en 1984.

Les sénateurs du RPR, de l'Union centriste, des Républicains et indépendants et du Rassemblement démocratique européen, ainsi que MM. François Giacobbi (Rass. dém.) et Charles Ornano (non inscrit) ont, eux aussi, saisi le Conseil constitutionnel. A l'Assemblée nationale, la saisine préparée par M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de la Haute-Savoie (le Monde date 14-15 avril), a, finalement, été signée par les députés du RPR, de

formule du président socialiste de la commission des lois de l'Assenblée nationale, M. Michel Sapin -"accompagné" les émeutes du Chaudron, M. Vergès se pare. comme un caméléon, suivant les circonstances, des habits de l'apprenti sorcier ou de ceux du météorologue.

L'« explosion » sociale? « Cela fait des années que nous en parlous, dit-il. Ce n'est pas parce que le météorologue annonce le cyclone qui se prépare qu'on peut l'accuser d'en être l'origine. » Il est vrai que le secrétaire général du PCR est l'un des rares hommes politiques locaux à développer une vision à long terme pour la Réunion en affichant un certain mepris pour les petites querelles où se complaisent beaucoup d'autres élus, à droite comme à gauche, y compris dans les rangs communistes. « Il est trop tard », aime à dire M. Vergés qui revendique l'organisation d'états généraux du développement à la Réunion.

Le secrétaire général du PCR est accusé de jouer aux apprentis sorziers depuis qu'il a prédit qu'il y aurait bientôt « d'autres Chaudron à la Réunion ». Il a évoqué notamment la situation difficile des planteurs de canne à sucre et la colère des responsables d'un temple tamoul à Saint-André qui refusent de voir le trace d'une route à quatre voies passer directement au milieu de leur lieu de culte. Le secrétaire général du PCR s'est fait également, par avance. le porte-parole des chômeurs qui ne sauraient accepter « sans réagir » que des ouvriers indiens viennent travailler sur le chantier d'une centrale mixte charbon-bagasse (résidu ligneux de la canne à sucre) en cours de construction près de l'usine sucrière de Bois-Rouge.

En tentant de prendre ainsi les devants du mécontentement populaire, le PCR renoue avec une tradition qui veut qu'il se présente comme l'héritier naturel du combat des anciens esclaves du temps

**ALIX DIJOUX** 

# La solidarité financière entre les communes devrait bénéficier notamment à Marseille

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 15 avril, en nouvelle lecture, par 283 voix contre 151 (il y a eu 36 abstentions), le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement présenté par le ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre, qui l'a modifié de manière, notamment, à intégrer Marseille parmi les communes bénéficiaires de ses dispositions. Le texte a été voté par le groupe socialiste, sept non inscrits et deux UDF (MM. Charles Ehrmann et André Rossi). Les groupes UDF et UDC. qui, dans leur majorité, s'étaient abstenus en première lecture, le 23 mars, n'ont pas participé au

Pour tenter, une nouvelle fois, de convaincre ses collègues de l'opposition de voter le projet, le rapporteur de la commission des lois, M. René Dosière (PS, Aisne), n'a pu développer qu'un nouvel argument, en évoquant comme un modèle à suivre la récente réunion de la conférence épiscopale convoquée par le pape et destinée, précisément, à taxer les diocèses les plus riches pour soulager les finances du Saint-Siège (le Monde du 11 avril).

M. Delebarre a plaidé l'urgence des réformes proposées : le nouveau critère de répartition de la future dotation de solidarité urbaine, imaginé par le Sénat, du fait de sa complexité, rendrait très hypothétique, selon lui, l'application de son projet dès cette année. Le ministre a accepté d'apporter deux modifications sensibles à son texte : la première permet à une vingtaine de communes urbaines supplémentaires - parmi lesquelles Marseille, - dont le nombre de bénéficiaires de l'allocation-logement est supérieur à 10 % de la population, d'entrer dans le champ d'application du projet ; la seconde vise à instituer un nouveau fonds, géré par le comité des finances locales et doté de 150 millions de francs, pour aider les villes qui, en

dépit de leurs difficultés, échappent encore à tous les critères de sélection établis par le projet.

Ces assouplissements, qui avaient été réclamés, pourtant, sur tous les bancs, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. n'ont pas suffi à amadouer l'opposition. Dès le début de la soirée, les groupes UDF et UDC, qui, en première lecture, avaient présenté leur abstention comme une « mise à l'épreuve » du gouvernement, ont fait savoir, par un communique commun de MM. Charles Millon et Pierre Méhaignerie, que cette fois, « face à un texte bacle et partial's, ils ne prendraient pas part au vote. Dans son explication de vote, M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin) a ajouté que l'opposition, de retour au pouvoir, proposerait une nouvelle mouture de ce texte sur la solidarité financière entre les communes. Le groupe communiste a maintenu son abstention, et le RPR son opposition resolue au

u Le vote sur le statut de la Corse. - Nous avons indiqué, dans nos éditions datées 14-15 avril, que le projet de loi portant statut de la Corse avait recueilli, lors de l'adoption définitive par l'Assemblée nationale, le 12 avril, deux voix de plus (276) qu'en deuxième lecture. Il s'agit de celles de MM. Raymond Douyère (PS. Sarthe), qui n'avait pas participé au vote précédent, et Ernest Moutoussamy (app. PC. la Guadeloupe), qui s'était abstenu. En outre, M. Jean-Jacques Weber (UDC, Haut-Rhin) s'est abstenu, le 12 avril, tandis que M. Adrien Zeiler (UDC, Bas-Rhin) n'a pas pris part au vote.

p Précision. - M. Alain Peyrefitte (RPR, Seine-et-Marne), nous informe que, sur le projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (DGF), adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, vendredi 22 mars (le Monde daté 24-25 mars), sa voix a été comptée par erreur parmi les votes «contre». M. Peyresitte souhaitait s'abstenir et il a fait rectifier son vote en ce sens auprès des services de l'Assemblée

Le porte-parole du Parti socialiste. M. Jean-Jack Queyranne, a commenté la publication du manifeste « Refondations » diffusé lundi 15 avril, à l'initiative de M. Charles Fiterman, par trente-deux personna-lités favorables à une recomposition de la gauche, en estimant que cette initiative « peut être positive à condi-tion qu'il y ait une idée de rassemblement et non pas de division M. Queyranne a ajouté : « Le rôle du PS est de fonder cette refondation de la gauché. Je ne crois pas qu'on puisse construire une troisième force de gauche à côté du PS et du PC.»

M. Charles Fiterman devait s'expliquer, mardi matin 16 avril. devant les autres membres du bureau politique du Parti communiste, à propos de la diffusion du manifeste paru dans le Monde daté du même jour, dont l'Humanité à publié de brefs extraits en rappelant les propos tenus à ce sujet, dès dimanche, sur RMC, par M. Georges Marchais.

#### « Petit reproche »

Répondant au secrétaire général du PCF, qui lui avait fait le « petit reproche » de rester « un peu trop au bord de la route » et de regarder « passer le train ». l'ancien ministre des transports, qui était à son tour, mardi, l'invité de RMC, a notamment déclaré : « S'il s'agit de s'installer dans le train des décisions prises par la majorité du parti. (...) de me demander de renoncer à mes convictions et de m'aligner, alors, non, ce n'est pas possible. Je ne le ferai pas et je ne crois pas que cela corresponde à l'intérés du parti. S'il y a un début d'autocritique, très bien, et je suis pret, modestement, à prenma place dans cet effort. Mais il jau que les propos soient sulvies d'actes concrets.»

M. Fiterman a souligné que le manifeste ne constituait « ni une tendance communiste ni une mochine de guerre contre les formations existantes», encore moins l'embryon d'un « nouveau parti », mais un appel à la réflexion et à la construction de « terrains de rassemblement nouveaux » lancé par « des hommes et des femmes qui constatent que dix ans après l'élection de François Mitterrand la déception est immense, que des milliers de gens se détournent de l'action politique, ce qui cree une situation dangereuse, et qui souhaitent plus de justice, plus de démocratie, plus de fraternité. Je ne vois pas, a conclu l'ancien ministre, en quoi cela pourrait géner qui que ce soit ».

> Ancien dirigeant de la Résistance immigrée

#### Edouard Kowalski est mort

Edouard Kowalski, qui avait été, avant et pendant la guerre, l'un des dirigeants des organisations du Parti communiste parmi les immi-grés, est mort le 5 avril dernier à Varsovie, où ses obsèques ont eu lieu le 13 avril. Samuel Goldziuk, dit Edouard Kowalski, dit Tcharny Monde du 16 avril), était ne en Pologne en 1905 et avait émigré, dans les années 20, en France. Militant communiste, il dirigeait le «groupe de langue» yiddish de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), structure du PCF regroupant les adherents étrangers. Journaliste, bon orateur, il entretenait des rela tions avec la Ligue contre l'antisé mitisme de Bernard Lecache et avec des parlementaires de plu-

sieurs groupes de gauche. Pendant l'Occupation, numéro trois des Francs tireurs et parti sans-MOi, sous la direction de Louis Grojnowski, dit Brunot. Edouard Kowalski avait joue un role important dans l'organisation de la résistance communiste à Paris. Bien que peu respecteux des consignes de sécutité. Il avait échappé aux arrestations. En 1948, il avait été de ceux qui, à la demande du PC polonais, avaient rejoint leur pays d'origine pour y être les cadres de la « construction du socialisme ». Il avait subi en 1967, la vague d'épuration antisémite déclenchée par la direction du parti dans l'appareil d'Etat polonais et avait été mis à la retraite, mais il était resté à

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, peste 4330

# Urbatechnic à livre ouvert

Suite de la première page

L'affaire Urbatechnic peut se lire à livre ouvert. Au-delà du débat légi-time sur le dessaisissement expéditif d'un juge d'instruction, son récent rebondissement judiciaire tient du faux «scoop». Redécouverts par le uge manceau Thierry Jean-Pierre. grace au témoignage du journaliste Jean Montaldo, les célèbres cahiers manuscrits de M. Joseph Delcroix, où le fonctionnement quotidien d'Urbatechnic est décrit par le menu, sont sur la place publique depuis un an et demi (le Monde du 10 octobre 1989).

Aucun fait nouveau non plus dans les déclarations d'un ancien délégué régional d'Urbatechnic pour les Pays de la Loire, entendu sans avo-cat par M. Jean-Pierre à la veille de sa perquisition discutable au siège national du bureau d'études-chargé du financement du PS. Elles n'offrent guère qu'une version som-maire de ce qui a déjà été ample-ment reconnu par les dirigeants d'Urbatechnic, minutieusement détaille dans le cabinet parisien de M. Pierre Culie, chargé d'instruire l'affaire des fausses factures de la SORMAE, enregistré sur procès-ver-bal, dévoilé par la presse depuis plus d'un an et, partois même, confirmé par les intéressés lors d'interviews.

Ainsi, le 29 septembre 1989. M. Dekroix, ancien directeur administratif d'Urbatechnic, repondait aux questions de M. Culié. Extraits: « Ce que nous appelons entre nous les retombées, c'est l'argent qui va au Parti socialiste. (...) Notre société a èté créée pour moraliser les circuits d'argent alimentant le PS. (...) C'est une décision du PS : 40 % étaient pour les frais de fonctionnement des structures, 30 % pour la trésorerie nationale et 30 % pour l'échelon régional, du moins en principe. (...) Je n'ai pas accès à la comptabilité des dépenses et donc à ce que nous appelons l'irrigation ou les retombées en faveur du PS. Tout est centralisé dans les services parisiens du GIE sous la responsabilité de Gérard

PDG d'Urbatechnic et de Gracco, ainsi qu'administrateur du GIE GSR, M. Monate est interrogé à son tour par M. Culié, le 20 octobre 1989. Extraits: « Nous sommes surtout en rapport avec des municipalitès socialistes ou de gauche. En fait, tout le monde dans le bâtiment sait qui je suis et n'ignore pas qu'il y a une liaison entre Urbatechnic et le PS, même si elle n'est que morale et non structurelle. (...) Il est exact que

la vocation de notre groupement, et par conséquent d'Urbatechnic, est de participer au financement du PS et de ses fédérations.» « Peut-on dire que vous avez redistribué, pour le financement du PS et de ses campagnes électorales, 60 % des factures encaissées? », demande M. Culié. Réponse : « En 1988 et 1989, oui, mais pas en 1987 où mon chiffre d'affaires a été trop faible pour dégad'affaires a été trop faible pour dégager une telle marge. »

Et pour que tout soit bien clair, l'ancien leader syndical policier pré-cise : « Je pourrais aussi bien sponsoriser des équipes sportives. Au lieu de cela, je sponsorise le Parti socialiste.» Un mois et demi plus tard, le 6 décembre 1989, dans une inter-view au Monde publice la veille du vote en première lecture à l'Assemblée nationale de la désormais fameuse loi d'amnistie, M. Monate reprendra mot à mot cette formule, ajoutant : « Le lien politique est sim-ple. J'ai été désigné par le parti. (...) Les cadres de direction, les délégués régionaux, sont des militants mais on n'exige pas l'adhésion au parti pour le reste du personnel. J'ai une totale liberté de manœuvre. Le parti est informé, le trésorier sait ce que je fais, la commission de contrôle vient examiner mes comples, mais c'est moi qui répartit l'argent dans la plus erande clarté. »

#### Fausses factures à Marseille

Comment en est-on arrivé là, à ces confessions si explicites, à ces «aveux» en forme de revendication? Le point de départ de l'enquête remonte à 1986, année où un modeste entrepreneur de maçonnerie marseillais. M. Paul Bernard est inculné de faux, usage de faux escroquerie et complicité : sa société servait d'intermédiaire - de «taxi» selon le vocabulaire des limiers des brigades financières - pour la réalisation de fausses factures quand une grande entreprise avait besoin de justifier une « commission politi-que ». Les policiers du SRPJ de Marseille démasquent trois des bénéficiaires : les Travaux du Midi, la société lyonnaise Groupe de recherches et de construction (GRC-Emin) et la Société auxiliaire d'en-treprise Rhône-Alpes-Mediterrance

d'un grand du BTP, la SAE. A Lyon, où le relais sera pris par le SRPJ local, la piste GRC-Emin est toujours suivic puisque M. Pierre Jeambrun, sénateur cen-

(SORMAE), filiale pour le Sud-Est

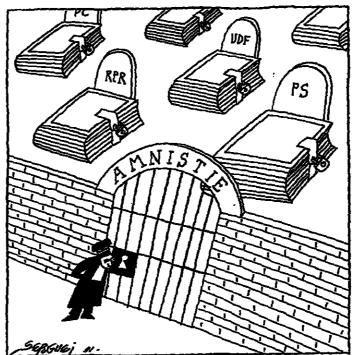
triste du Jura, a rejoint en mars dernier, parmi les inculpés, M= Eve-lyne Emin, son mari Patrick, respectivement PDG et directeur général de GRC, M. Gérard Monate, M. Jean-Jacques Gastebois, PDG de Valorimmo, une autre société du GIE socialiste GSR, et M. Pierre Lacour, sénateur (CDS) de Charente. Au centre de ce dossier : d'éventuels passe-droits pour l'imolantation des centres commerciaux de grandes surfaces, les deux sénateurs inculpés étant membres de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC), chargée du tri

مكذا من الاصل

Mais c'est de Marseille que viendront les principales découvertes. A partir de 1988, l'enquête y est menée tambour battant par les inspecteurs Antoine Gaudino, révoqué depuis, et Alain Mayot, sans les-quels, sans doute, le débat national sur ces pratiques inavouables n'aurait jamais eu lieu. Elle progresse quement avec l'audition, le le

senter sous deux formes : solt par la remise de fonds en espèces, soil par la facturation de prestations injusti-fiées dans leur principe. Il s'agit là de prestations facturées par des bureaux d'études ou assimilés. (...) Générale-ment, cette facturation injustifiée est en poucentage du chiffre d'affaires de l'opération concernée et varie entre 1 % et 3 % du montant des travaux hors taxes. (...) Les bureaux d'études sont spécifiques des Partis commu-niste et socialiste, tels respectivement Sud-Est Equipement et Urbaltechnic. (...) Les autres types de bureaux, communication, publicité ou études de marché, sont l'apanage des partis de droite et n'obéissent à aucune règle systèmatique.»

Cette confession explosive va entraîner, le 15 janvier 1989, après l'annulation d'une partie de la procédure marscillaise, l'ouverture d'une information judiciaire à la chambre d'accusation de Paris. visant exclusivement les fausses factures de la SORMAE et consiée à



et le 2 février 1989, de M. Paul Peltier, directeur général de la SORMAE.

Ce dernier met en cause vingttrois hommes politiques, de tous horizons, donne des détails sur les sommes versées, et décrit le système dans sa généralité : « Notre activité est étroitement liée au pouvoir de décision municipal, départemental et national. L'obtention des marchés dans le secteur de la construction est très souvent et trop souvent obtenue par le biais d'avantages consentis a posteriori et a priori à des décideurs ou leurs représentants. La nature de ces avantages peut se prèM. Pierre Culić. L'annulation comme le dessaisissement de Marseille s'expliquent par le respect des dispositions du code de procédure pénale qui fait des officiers de police judiciaire, et donc des élus, des « personnes protégées ». Sur com-mission rogatoire de M. Culié, les policiers marscillais poursuivent dès lors leurs investigations en direction des responsables nationaux de la

Entendu le le mars 1989, puis inculpé et un temps écroué, M. Pierre Bentata, directeur général de la SAE, confirmera sans trop de réticences les pratiques révélées par

M. Peltier : « L'esprit SAE se traduit. en son point fort, par son enracine-ment local. (...) Nos filiales sont amenées à passer des contrats avec des burcaux d'études proches des partis politiques de façon à augmenter leurs chances d'obtenir des marches et, par ailleurs, sont amences à payer des prestations à des sociétés de marketing, de publicité ou de communica-tion dans le même but.

#### Les « vrais amis » de la SAE

A gauche, les bureaux d'études, à droite, les sociétés de marketing, et, au milieu, des entreprises qui ne se font pas prier pour profiter du sys-tème. Le 14 août 1986, dans une circulaire interne, M. Bentata recommande aux cadres de la SAE d'avoir un certain nombre (réduit car on ne peut pas être ami avec tout le monde) de relations sûres et fortes, de vrais amis, qui se « mouilleront » pour nous parce que nous avons su leur rendre des services ».

Le 11 mars 1988, à quelques mois de l'élection présidentielle, M. Bentata récidive dans une autre note, classée « confidentiel », aux diri-geants de toutes les filiales du groupe – dont évidemment la SOR-MAÉ: « La période pré-èlectorale actuelle (...) renforce considérablement, pour une courte période, le poids et l'influence des états-majors nationaux des partis sur leurs élus locaux. Nous avons de bons rapports avec tous ces états-majors, et nous pouvons leur demander d'intervenir dans telle ou telle affaire auorès de tel ou tel député, maire, président de conseil général ou régional, etc. »

Il s'agit donc bien d'un système national, où partis et élus de tous bords se sont laissés entraîner dans une course folle à l'argent, mais qui ne se réduit pas à « un véritable racket », selon la formule d'un cadre de la SAE, tant les entreprises du bâtiment et des travaux publics contribuent à le généraliser. Ne disposent-elles pas de l'argument essen-tiel : l'argent, justement? Quand M. Culié demande benoîtement à M. Peltier de la SORMAE : « Quelle est la sanction si l'on refuse de s'exècuter? e, celui-ci ne peut que répondre: « Je ne sais pas, car cela n'est jamais arrivė. 🛊

De même a-t-on trouvé dans les archives de la SORMAE-Nord un curieux document confidentiel, inti-tulé « Relations avec les élus » où, pour les villes les plus importantes, sont alignés les noms et prénoms des élus, leurs «fonctions et capacités de décisions », par quel cadre de l'entreprise ils sont «utilement connus», par qui ils sont «utilement à connaître », etc. Le tout est joliment surtitré : « Tableau d'analyse du relationnel politique». Celui de l'Isère, par exemple, mêle des élus centristes, gaullistes, socialistes et

#### DIAGONALES

### BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

USSONNET et Regimbart occupaient la Sorbonne en 1968, pour seper le capitalisme et changer la vie. Hussonnet a fait fortune dans la communication ; Regimbart enseigne en banlieue parisienne. Ils se retrouvent chaque mais pour comparer leurs réactions sur un peu tout. Gagner dix fois plus que son voisin, on a beau dire, ca creuse des fossés.

Hussonnet conduisait lui-même sa V 6 de fonction grise intérieur cuir, sur les quais rive gauche. Il téléphonait à sa secrétaire pour s'assurer qu'il avait bien pris ses pilules antistress du matin. Le Palais de justice défilait derrière les vitres teintées. Regimbart était zassé et sanglé à la place du mort. les ganoux trop haut.

« Ça porte loin, ton téléphone?, demandat-il, croyant vaincre son sentiment d'infériorité, alors que la question, lancée sans raison sur un ton d'enfant puni, l'enfonçait de plus

- Tu veux appeler Los Angeles ?, proposa Hussonnet. 3 Une lumière de printemps dorait la coupole

de l'Institut et lui donnait des grâces d'église romaine.

d Mâme aux, ils en croquent l. s'esclaffa Hussonnet, que mettait en joie toute preuve nouvelle de la turbitude générale.

- Les titres de la presse sont crapuleux, rectifia Regimbart sans prendre le temps de chercher le pourquoi de son besoin d'exactitude. Les académies étaient victimes des malversations, et non bénéficiaires. La précision est le premier devoir des justiciers i

- Broutilles !, sourit Hussannet : louer des appart' à des proches, en dessous du marché, la haute administration a toujours fait cal > La V6 longeait le quai Malaquais.

« Regarde ce vieux quartier sublime, enchaîna Hussonnet : la mairie de Paris, qui en possède les trois quarts, y a placé à bas prix tous ses copains... Y compris un journaliste de gauche chasseur de privilèges i

- Ah bon? Qui ça?, demanda Regimbart. - Moi-même, je profite du système, susurra Hussonnet. Tu veux jeter un ceil? > La V 6 se gara devant une porte cochère vert wagon. Regimbert suivit Hussonnet dans

# Morale et vent

l'escalier penché, en pierre et ferronnerie pur dix-huitième siècle.

€ Toi que j'ai connu fraiseur chez Citroen en 1969, s'essoufflait Regimbart ; « pour épouser la condition ouvrière », disais-tu,

- Ce qu'on peut être con quand on est jeune I, gloussa Hussonnet en sakuent un Philippin venu ouvrir la porte palière en chêne

Devant un portrait de matador par Bernard Buffet et un Chivas sur glaçons, les deux amis reprirent leur conversation favorite sur les flageolements de la morale contemporaine.

« Je ne connais rien de plus bouffon, lança Hussonnet, que la prétention de la France à suivre les Etats-Unis ou de s'en distinguer selon que Bush lui paraît plus ou moins moral! >

Hussonnet riait à gorge déployée. s O tempora, O mores I, dit-il. Depuis que le mot « mœurs » existe, les moralistes se plaignent que la chose se dégrade. Nos jeux sont-

ils plus infects que ceux du cirque bas-ro-

main 7 x Regimbart tomba dans le piège.

₹ Je ne devrais pas t'approuver, car c'est plutôt ma famille d'esprit qui se compromet ces temps-ci, elle si prompte à sermonner, naguère, mais les « affaires », ça commence à faire désordre i »

Hussonnet aimait les contorsions peinées que la règne de la gauche infligeait à ses plus purs soutiens. Il lui plaisait que Regimbart s'obligeat à plaindre les Kurdes... au moment de déguster un foie gras de collection.

Les partis adverses se jettent des scandales à la figure, dit Hussonnet, parce qu'ils n'ont plus d'idées à s'opposer, parce qu'ils n'ont plus d'idées du tout, sous leur langue de bois ; mais le public ne s'indigne pas plus das magouilles qu'autrafois des histoires d'aicôve. L'étonnement s'émousse, comme la compassion. Il est admis que les pouvoirs de toutes sortes confèrent la faculté de se sucrer au passage. Etre aux affaires donne droit aux a affaires », voilà tout i »

Regimbart comprit qu'il ne devait pas répondre à la provocation. Il se souvint gu'un colloque l'attendait en banlieue ouest.

« Je t'adore I, claironna Hussonnet en proposant de « rapprocher » son ami de ses couvres caritatives . Une fois en route vers la tour Eiffel, Regim-

bart crut apaisant de questionner :

e Et toi? Tu fais quoi, au juste? - Je vends du look, énuméra Hussonnet, du relationnel, du transactionnel, de la dynamique de groupe, tout ça... Les patrons paient : ça leur évite les licanciements douloureux, les augmentations, les grèves, les syndicats, la conscience de classe, les révolutions ( s

Regimbart riait jaune : « Ta communication bidon serve le paternalisme humaniste, que nous croyions ridiculisé à jamais, dit-il en s'efforcant au calme. »

La V 6 passa devant un terrain vague où il était question de construire un centre de rencontres internationales. « Figure-toi qu'ils ne savaient cas comment

appeler les futurs pavillons du projet, raconta

Hussonnet. Mes sémioticiens, après séminaire, leur ont vendu le mot... « pavillon ». Regimbart enchérit sur le cynisme qu'affichait son ami communicateur :

« Pourquoi se gêner? Knock a gagné l

- Plus pour longtemps, ajouta Hussonnet. La France sera bientôt battue sur ses derniers terrains technologiques. L'épargne ne sert plus qu'à des combines boursières. Il ne reste à vendre que du vent convivial.

- Et au bout, il y a quoi?, s'inquiéta Regim-

La téléphone sauva Hussonnet de l'embarras. Un futur candidat à la présidence de la République demandait quelle cravate mettre à l'émission « De vous à moi ».

« Je vais brain-stormer avec mon staff, répondit Hussonnet, imperturbable. »

A la sortie d'un tunnel qui avait brouillé la communication, Hussonnet fit l'aimable : ≰ C'est sur quoi, ton collòque?

- Le retard scolaire, la bioéthique, ou « Morale et Golfe », dit Regimbart. Je ne sais

Le part de Fréjus

«Etablir qu'on a recours à des bureaux [d'études] de diverses cou-leurs», recommande Mª Evelyne Emin dans une note de mars 1988 à son époux, qui fit la joie des poli-ciers puisqu'elle avait pour objet la conduite à avoir en cas de garde à vue. Un œcuménisme qui ne doit cependant avoir qu'un temps en cas d'interrogatoires trop poussés : \* CONTRE-ATTAQUE : Menacer de déposer plainte pour extorsion de fonds » à l'encontre des sociétés collecteuses de fonds, recommande encore Me Emin, tout en ajoutant cette réserve : « En fait, c'est un moyen volcanique ».

Dans le même registre, le dossier instruit par M. Culié contient une note de M. Bentata, adressée le 9 juillet 1986 à M. Peltier et ayant pour objet le « port de Fréjus », ville dont M. François Léotard est maire. Le numéro deux de la SAE, mécontent, y fait état d'une « relance par M. Mignon, directeur des services techniques de Fréjus et cousin de M. Leotard». « Je ne comprends pas, écrit-il, que l'on ne manifeste pas davantage de diligence dans une affaire dans laquelle nous disposons, pour diverses raisons, d'atouts significutifs. » A l'époque, de son propre aveu, M. Bentata avait des a rap ports fréquents » avec M. Léotard, alors ministre de la culture, dont l'objet était le chantier de l'Opéra de la Bastille.

Aussi, quand, en mai 1990, quatre mois après l'adoption définitive de la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes électo-rales, accompagnée d'une large ami-nistic, se termine l'instruction de M. Culie, gauche et droite sont pratiquement à égalité : parmi les trente-six inculpés, on compte sept «politiques», clas ou non, de droite et huit de gauche... Mais, néam-moins, le PS se sent et se sait plus menace. A cause d'une funeste perquisition, les 17 et 19 avril 1989, à

**EDWY PLENEL** 

Prochain article:

II. - Le financement occulte du PS

The standard services

A SECTION AND A

### Le docteur Picard admet que le vaccin antisida est « probablement dangereux » chez les personnes immuno-déprimées

La revelation, par le Monde (nos éditions du 16 avril) et le Chicago Tribune, de la survenue, à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, de deux décès de malades atteints vraisemblablement de vaccine nécrosante et qui étaient par ailleurs traités par immunothérapie antisida, a suscité de nombrenses réactions. «Si cela n'était pas si grave, ce serait digne d'une comédie», a déclaré à l'AFP le professeur Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda), précisant que kles personnes qui sont mortes étaient soignées uniquement par compassion et ne faisaient pas partie du protocole».

Même explication de la part du docteur Odile Picard, de l'hôpital Saint-Antoine, qui a tout de même reconnu, sur Europe 1, que « ce vaccin est probablement, dans sa conception actuelle, dangereux chez un malade qui n'a plus de défenses immunitaires ». « C'est la raison pour laquelle, a-t-elle ajouté, nous avons, dès le premier accident, stoppe toutes les injections intramusculaires et sous-cutanées (...). La deuxième conséquence est que nous allons évidemment réviser nos procédés d'inactivation du virus parce au'il faut savoir au'une seule particule virale vivante restante peut, chez ces malades, déclencher

Concernant l'affirmation selon laquelle les patients décédés n'auraient pas fait partie du protocole, rappelons simplement qu'ils ont signé un formulaire à l'en-tête de l'Assistance publique-Hôpitaux de

Paris intitulé : « Assentiment du malade après son information à subir un essai de traitement par immunothérapie active spécifique (protocole ZZ02). » D'autre part, le docteur Picard a expliqué à trois reprises, lors des colloques des Cent Gardes de 1989 et de 1990 ainsi qu'au traditionnel Lab Meeting du professeur Gallo, le 11 août 1990, comment l'équipe de Saint-Antoine avait recruté les malades qui ont participé à l'essai publié dans The Lancet du 21 juillet 1990. Elle décrit bien comment, au départ, « dix-neuf patients atteints d'ARC ou de sida avaient été enrôles dans l'essai », et pourquoi, pour des raisons techniques, quatorze seulement avaient été appariés à quatorze autres patients

Les cing malades restants ~ ceu dont le déficit immunitaire était, il est vrai, le plus accentué - ont donc été intégrés dans un groupe « additionnel ». L'article du Lancet fait bien état de ce dernier point, mais, au lieu de préciser que deux malades de ce groupe sont décédés - l'un le 5 mars, l'autre le 6 juillet 1990, - il dit simplement qu'il « est notable de constater que les cinq natients limmunisės avec un très laible taux de lymphocytes T4 n'avaient pas eu d'infections opportunistes pendant les huit mois de

FRANCK NOUCHI

# «Il faut arrêter immédiatement toute expérimentation de ce type»

nous déclare le professeur Luc Montagnier

Commentant les révélations faites à propos des tentatives expérimen-tales d'immunothérapie mises en œuvre à l'hôpital Saint-Antoine, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) nous a notamment déclaré : « Il est urgent d'arrêter immédiatement touté expérimentation de ce type sur des sujets infectés par le virus du sida. Il convient de rappeler que le virus de la vaccine est un virus a priori benin, mais dont la structure est complexe, ce qui le rend résistant aux procédés habituels d'inactivation chimique »

Le spécialiste français rappelle le cas d'un militaire américain séropositif, vacciné il y a quelques années la vaccine, et qui a été victime d'une vaccine généralisée. « Nous avons, pour notre part, pu démontrer in vitro la possible nocivité de ce virus, dès lors que le système immunitaire n'est pas en état de s'opposer à lui, ce qui est le cas des personnes immuno-

*léprimées* », explique-t-il. Dans le cadre du protocole expé rimental propose à l'hôpital Saint-Amoine, le professeur Montagnier pense que si l'inactivation virale a pu être en partie suivie d'effet, elle n'a pas concerné les particules virales intracellulaires, « un risque, dit-il, qui aurait du être connu des virologistes qui conseillent M. Zagury».

a ll est important de souligner que le fait de changer de mode d'inoculation et, par exemple, de passer de la voie sous-cutanée à la voie intraveineuse, ne change rien à l'affaire », fait valoir le spécialiste de l'institut Pasteur, « La voie intraveineuse n'entraine pas de symptôme au niveau local, mais pourrait, en revanche, entraîner des phénomènes généraux, qu'il s'agisse de vaccine généralisée ou d'encèphalite. Il faut demonder que quantitée de traille demander aux autorités de tutelle l'arrêt de tout recours à ce procédé expérimental sur des sujets atteints du sida, ou souffrant d'une dépression du système immunitaire.»

Pourquoi des données expérimenes à l'Institut Pasteur de Paris et qui auraient pu être fort utilement exploitées n'ont-elles pas été prises en compte par l'équipe du professeur Zagury et par ses collabo-rateurs de l'hôpital Saint-Antoine? Robert Gallo (qui continue de contester cette paternité) et dont le professeur Zagury et l'équipe médicale de Saint-Antoine sont d'étroits

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

POLICE

Une intervention franco-italienne

### Une cinquantaine de personnes interpellées dans les milieux de la Camorra et des jeux

ont été interpellées sur la Côte d'Azur et en Italie, dimanche 14 et lundi 15 avril, lors d'une operation de police franco-italienne contre la Camorra - la mafia napolitaine et les milieux des jeux et des casinos. Cette operation visait à démanteler un réseau international specialisé dans le blanchiment de l'argent « sale » dans des casinos français et des sociétés immobilières de la Côte d'Azur.

Parmi la vingtaine de suspects italiens et français qui ont été interpellés à Paris, Lyon, Marseille, Nice et Menton, figurent des administrateurs de casinos et des personnes soupçonnées de représenter les intérêts de la Camorra dans l'Hexagone. Les policiers français ont agi sur commission rogatoire du juge d'instruction marseillais

Une cinquantaine de personnes lean-François Sampieri, qui, et été internellées sur la Côte depuis la fin de 1988, instruit plusieurs dossiers concernant des trafics internationaux de cigarettes et de drogue, ainsi que le blanchiment des flux financiers qui en découlent. Ces enquêtes ont révélé l'implication de plusieurs responsables de la Camorra.

Chef présume de la « Nouvelle famille » napolitaine, Michele Zaza, surnommé «l'Imperator». vivait un exil doré sur la Côte d'Azur lorsqu'il avait été arrêté, le 15 mars 1989, à Villeneuve-Loubet, près de Nice, Inculpé de contrebande et d'infractions à la législation sur les stupétiants, et ecroué. Michele Zaza, il est soup-conné d'être le maître d'œuvre de l'installation de la Camorra en

JUSTICE

#### A la cour d'assises de la Haute-Garonne

# Equipée sauvage

Le procès de quatre jeunes parachutistes accusés du viol et du meurtre de deux jeunes femmes et d'une fillette, ainsi que du meurtre d'un garde champetre, s'est ouvert, lundi 15 avril, devant la cour d'assises de la Haute-Garonne. **TOULOUSE** 

de notre envoyé spécial

Deux ans passés en prison ont laissé à leurs cheveux le temps de repousser, et ils ressemblent désormais à ce qu'ils sont : des enfants. Des sales gosses de vingt ans, engourdis par la bêtise ou rongés par la haine, des têtes à claques qui baissent les yeux dans le box et se défendent per monosyllabes, quatre défis lancés comme des grenades au visage des psychiatres, des jurés, de la société tout emière.

Il ne faudra pas moins de deux semaines, le temps que s'est donné la cour d'assises, pour comprendre pourquoi Philippe Siauve, Thierry El Borgi, Franck Feuerstein et Thierry Jaouen ont violé et tué, le 30 mai 1989, Isabelle Rabou, une kinésíthérapeute de vingt-trois ans. Pourquoi, la 12 juillet suivant, ils ont ancore violé et tué Noria Boussadra, dix huit ans, et Luisa de Azevredo, douze ans, après les avoir prises en stop . Pourquoi anfin, le 17 juillet, Siauve et El Borgi ont tiré à coups de fusil de chasse sur Marcel Douzet, soixantedeux, garde champêtre.

La première journée du procès iundi 15 avril, a été consacrée à étudier la personnalité de Feuerstein et de Siauve. De Feuerstein de son adolescence quasi cioîtree, mais globalement sans histoire dans une HLM de la banlieue lilloise, il n'y aurait nen à dire ou presque. Il fait gentiment la vaisselle, abandonne son

apprentissage de mécanique auto e parce que ca (lui) prenait la tête» et rêve de plus en plus précisément d'« émancipation » à mesure que se rétrécit un horizon bouché par les TUC et le supermarché du coin.

«Un jour, il m'a dit qu'il voulait partir à l'arméa, a raconté aux policiers son beau-pare, qui l'a elevé comme son propre fils, mais refusé de venir assister au procès. Eh bien, il est parti, c'est tout. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse?» L'armée, et pendant les permissions, les vols d'autoradios, puis de voitures : à nous la liberté l Feuerstein, dans toute l'affaire, fut un suiveur. Il suivit Siauve.

Tout frêle dans une veste de survêtement aux couleurs vives, Siauve ne hausse jamais la voix. répond « ouais ». ou « ch'sais pas » aux questions du président, mais semble pourtant en état d'explosion permanente. Depuis dix ans, il dépense l'essentiel de son énergie à apaiser la haine qui le consume. La haine de sa mère, d'abord, quí, chaque nuit, infli-geait au petit garçon qu'il était le spectacle de ses ébats avec des amants de passage.

#### « L'enfance d'un fon dangereux »

Puis, expliquent les psychiatres, la haine de toute sa famille, de son village entier. Et, par métastase, ensuite, de toutes les femmes, et de toute l'humanité, assurément achamée à persécuter Philippe Siauve, apprenti bou-cher-charcutier à Saint-Romainde-Jalionas (Isère). Philippe Siauve, qui fauche au supermarché pour nourrir ses trois jeunes frères et sœurs, et plus tard, qui tâtera rageusement du haschich, de l'eau écarlate, du trichloréthylène, des plantes hallucinogènes, tous les autres avec lui.

L'armée, dans cette tête malade, représente-t-elle autre chose qu'una drogue comme une autre, une tentative supplémen taire de se fuir et de se punir? S'il devance l'appel pour s'engager dans les paras, explique-t-il. par exemple, dans une lettre adressée de prison à son juge d'instruction, c'est « parce qu'il voulait se faire casser, il voulait qu'on le mate ».

Le président Daniel Schiex a lu

l'audience quelques échantillons de cette correspondance rédigée du fond de se cellule, où l'accusé, d'une écriture quasi phonétique, se fit fort de reconstituer à la troisième personne l'enfance meurtrie de Philippe Sigure. « C'est l'enfance d'un fou dangereux que je vous raconte là : la mère, qui dilapide l'argent de son mari, un brave cantonnie dépassé par les événements, des accidents de mobylette, une petite fiancée de quatorze ans et demi aux parents vite hostiles. alors le jeune garçon en eut marre. Il commença à tromper cette fille, puis il commit l'erreur de sa vie, avec quatre copains qu'il croyait de bons copains... lyous voyez, monsieur le juge. mon enfance est courte, mais on peut quand même en faire une

Ca. c'est le «bon » Sieuve, le Siauve iarmoyant qui tourne sans trouver les mots autour d'une supplique : « Aidez-moi, offrezmoi l'oubli et le rachat. . Ainsi, dans cette autre lettre, toujours adressée au magistrat instructeur : « Je sais qu'il est trop tôt pour parier d'argent tout de suite, mais je voudrais qu'une fois en centrale, vous me fassiez verser quelque chose chaque mois aux familles des victimes. Ce ne leur rendra pas leurs

enfants, mais ca pourra peut-être les aider à faire de belles tombes. Ce que j'essaie de vous dire. c'est que j'ai, moi aussi, un

Le «bon» Siauve, oui, mêmo și dans le même paragraphe, il arrive à entremêler reniflements, menaces, et chantage. Mais l'administration pénitentiaire a aussi intercepté des messages bien différents échangés entre Siauve et son coînculpé El Borgi. Là, les remords de Siauve apparaissent d'une tout autre nature : « On aurait dù faire un plan et dire pareil (...). On n'aurait pas laissé les flingues là-bas, ils n'avaient pas de preuves, on assurait pour tout (...). On a gâché notre vie pour tirer un coup, et moi, j'ai même pas pris mon pied (...). La bic, on l'a même pas baisé car elle avait ses règles (...). »

. Je suppose qu'il s'agit du féminin de « bicot », et que cela fait référence à Noria Boussedra ? » lance le président. L'auteur des lettres baisse les yeux sans répandre. Le président poursuit sa lecture : « Quand on a vu que les meufs souffraient, tu m'as dit de les égorger, voilà ce qu'il faut

e On a finalement dit toute la vérité à la confrontation la hurle soudain El Borgi, comme si le plus insupportable dans leur grosse bētise était d'être ainsi soupçonnés d'un mensonge. Sur leur banc, les parties civiles sanglotent discrètement. Elles sont ià, les quatre familles que rapprochent seules la douleur et la dignité, et qui savent bien que le plus dur est à venir.

DANIEL SCHNEIDERMANN

#### ÉDUCATION

Dès l'ouverture de son congrès

### Le SNES confirme son opposition à la restructuration de la FEN

Le congrès du SNES (Syndicat national des enseignements du second degré) qui s'est ouvert à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) lundi 15 avril, s'est situé d'entrée de jeu dans la perspective d'une restructuration de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), qui avait été aprement discutée lors du dernier congrès de la fédération enseignante à Clermont-Ferrand en février dernier.

Deux mois après, M∞ Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES, le deuxième syndicat de la FEN - après le SNI-PEGC qui regroupe les instituteurs - a pu reprendre le débat qui l'oppose à M. Yannick Simbron. Ce dernier, le premier secrétaire de la FEN à honorer de sa présence un congrès du SNES depuis 1983, a en effet réaffirmé son projet de regrouper les 500 000 adhérents de la FEN et ses 49 syndicats nationaux autour de plusieurs grandes branches d'ac-tivité ou de « familles de métier ».

Profitant du micro tendu, M. Simbron a même précisé le calendrier de ces grandes manœuvres. Une consultation à bulletins secrets des adhérents de la FEN sur le principe d'une restructuration sera organisée à la prochaine rentrée scolaire, et un congrés extraordinaire, dont le principe avait été adopté à Clermont-Ferrand, sera organisé au plus tard fin 1992.

Mais M= Vuaillat ne l'entend pas de cette oreille. Pour la direc-tion du SNES, proche du PC, ce projet de recomposition « pense au sommet » et sans véritable consultation de la base, est un choix « suicidaire » destiné a sauver du « naufrage », « une majorité chance lante » qui a obtenu, a rappelé la secrétaire générale, moins de 54 % des voix au congrès de Clermont-

Selon elle, l'opération viserais surtout à placer le SNES, « seul syndicat de ce secteur en progression», sous la coupe du SNI-PEGC, proche du parti socialiste. M= Vuaillat a violemment critique le syndicalisme de « régulation sociale », « soumis », « officiel » et pratiquant a l'interdit revendicatif », véritable « perroquet des orientations gouvernementales les

plus négatives » que représente à ses yeux la FEN. Comparé à la virulence des propos réservés aux dirigeants de la FEN, les critiques adressées par la direction du SNES au ministre de l'éducation nationale sont apparues très mesurées.

M= Vuaillat a redit l'opposition de son syndicat aux orientations dessinées par le Conseil national des programmes (CNP) qui doivent servir de base à la réstexion du ministre sur les lycées. Le SNES s'oppose, en effet, à une diminution des horaires de cours. au regroupement des sections et au brassage des élèves « présentés comme des movens de supprimer les inégalités et les hiérarchies scolaires », ainsi qu'à la mise en œuvre des enseignements modu-

L'avenir du lycée sera le deuxième point fort de ce congrès. Mais les silences et les prudences du ministre risquent d'atténuer la portée et l'ardeur des débats.

CHRISTINE GARIN

#### ENVIRONNEMENT

Le naufrage du « Haven »

# Le plan Polmar est déclenché sur la Côte d'Azur

de notre correspondant régional Vingt-quatre heures après le naufrage du pétrolier Haven dans le goife de Gênes, le plan Polmar Med a été déclenché, à tître préventif, lundi 15 avril. Cette mesure a été annoncée à Toulon par le préset maritime de la région Méditerranée, le vice-amiral d'escadre Michel Tripier, aux quarante-trois maires du littoral du Var et des Alpes-maritimes. Tout en se montrant rassurant, celui-ci a indiqué que la Côte d'Azur « risquait d'être touchée par du pétrole émusiionné

Dans le cadre de ce plan, trois remorqueurs affrétés à l'année par la marine nationale et équipés du système anti-pollution ESCA, ont appareillés le 15 avril de Toulon en direction de l'Italie. Ils étaient notamment accompagnés par un caboteur pétrolier spécialement affrêté à un armement marseillais, le Citerna 38, qui est équipé du système récupérateur-écrémeur ESCA lui permettant d'aspirer les nappes de surface et de séparer le pétrole de l'eau de mer.

en plaques, peu consistant ».

Les autorités italiennes ont officiellement accepté, dans la soirée 15 avril, l'aide proposée par la France. Les bâtiments du plan Polmar pourront donc intervenir, si nécessaire, dans les eaux territoriales italiennes. A la demande de la préfecture des Alpes-maritimes un avion des douanes devait effectuer, à partir de mardi, deux fois par jour, des relevés de la nappe dérivant vers l'ouest sous l'effet du courant ligure. Si la situation l'exige, des barrages flottants seront aussitôt mis en place.

A la capitainerie du port de Gênes, où a été installé un PC de crise, un certain optimisme régnait le 15 avril en ce qui concerne l'état de l'épave du Haven. Selon les premières observations, qui devront être confirmées par des plongeurs. le pétrolier reposerait, bien à plat. sur un banc de sable, par soixantedix mètres de profondeur et ne laisserait échapper que des quantités infimes d'hydrocarbures.

**GUY PORTE** 

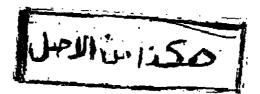
#### **EN BREF**

D Le pape plaide en faveur d'un enseignement de la religion à l'école publique. - A l'issue d'une réunion du Conseil des conférences épiscopales d'Europe, le pape a prononcé, lundi 15 avril, un vigoureux, plaidoyer en faveur de l'enseignement de la religion à l'école publique Invoquant les droits des élèves à connaître « les vérités et les certitudes de la religion de leur choix », Jean-Paul II ne s'en tient pas sculement à la culture religieuse ni à l'enseignement de l'histoire des religions, mais il insiste sur le caractère « consessionnel » d'un tel enseignement. Et il lance un appei aux autorités gouvernementales pour qu'elles prennent «les mesures capables d'assurer les conditions d'un développement effectif et correct d'un tel enseignement de la religion à l'école publi Près de 500 personnes évacuent un ferry grec en feu. - Près de 500 passagers ont évacué un ferry grec en feu, lundi soir 15 avril, en mer Egée. Selon le ministre grec de la marine marchande, M. Aristotalis Pavlides, l'évacuation à bord de canots de sauvetage s'est déroulée dans le calme et aucune victime n'a été signalée. Le navire assurait la liaison régulière entre Le Pirée et l'île de Rhodes, L'incendie a éclaté dans la salle des machines. -(Reuter.)

a Lancement d'une nouvelle navette américaine dès le 23 avril. -La NASA a aunoncé, lundi 15 avril, qu'elle lancerait la navette Discovery le 23 avril, pour une mission militaire. Si tout se déroule comme prévu, ce voi interaprès celui de la pavette Atlantis.

le 5 avril. Ce sera la première fois que la NASA réussit à lancer deux navettes dans le même mois depuis janvier 1986. Seize jours avaient alors séparé un lancement réussi de Columbia et l'explosion de la navette Challenger, survenue le 28 janvier . - (AFP.)

D Précision. - Condamné le 12 avril à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt ans par la cour d'assises de l'Isère qui le jugeair après cassation (le Monde date 14-15 avril). Pascal Le Gae s'était vu infliger lors de son premier procès (le 28 novembre 1989) la plus lourde peine depuis la suppression de la peine de mort, la réclusion criminelle à perpétuité assortie viendra moins de trois semaines d'une période de sureté de trente



**ARTS** 

# Un Chagall méconnu

Excellente surprise en Suisse, où l'on expose des tableaux jamais vus, prêtés par les musées soviétiques

CHAGALL à la Fondation Gionadda

MARTIGNY

de notre envoyé spécial

Autant le dire : trop de bouquets. de chèvres volantes et d'amoureux rouges et jaunes ont nui à la réputa-tion de Chagall, de sorte que l'on pouvait douter de la nécessité d'une exposition de plus. On allait voir, sans doute, des tableaux chamarrés et sentimentaux comme ceux qui ont été montrès dans bien des rétrospectives.

On en voit, mais fort peu, et très supérieurs à ceux qui ont été repro-duits cent tois. L'essentiel de la rétrospective relève d'une inspiration fort différente, sévère souvent, savante, lettrée, en somme inattendue de la part d'un peintre dont on a cou-turne de célébrer la grace un peu facile. C'est que tout est inattendu et nouveau dans cette exposition à surprises : elle ne compte que des œuvres jamais vues en Occident, propriétés des musées soviétiques et de quelques collectionneurs privés qui les ont dis-simulées des décennies durant, aussi longtemps que Chagall a passé pour traitre à la patrie et artiste décadent. A Moscou, à Erevan, à Pskov, à Krasnodar et jusque dans les burgaux de la direction régionale du KGB à Leningrad - d'où provient, o mys-tère! une grande gouache sur carton, - toiles et dessins ont survecu à la malveillance, aux campagnes autisé-mites staliniennes, à l'indifférence des fonctionnaires et à l'humidité des réserves. Elles ont résisté depuis 1922 avant de rallier la France, où il avait

vécu avant 1914. Toutes ont été exécutées entre ces deux dates : du retour en Russie pour cause de guerre au départ d'URSS pour cause de dictature. Ces huit ans, Chagail les passe pour l'essentiel à Vitebsk, sa ville natale, où il se marie en 1915 et dirige l'école des beaux-

> CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

jeudi 18 avril 20 h 30 Tél. Rens. 42-72-10-17

« NOUVEAUX VIRTUOSES » Katia SKANAVI piano MOZART, SCHUBERT CHOPIN

**Orchestre** 

de DRESDE

THÉATRE CHAMPS-ELYSÉES STAATSKAPELLE Yendred 19 avril 0. a(L)

HAITINK

Dimensiv 21 avril 20 h 30 JUILLIARD **PRO MUSICIS** Lundi 22 evril 20 heures Loc. Tél.

**BACHMANN** JON KLIBONOFF MOZART, BRAHMS ROCHBERG WIENIASWSKI BACH, DEBUSSY

TRIO TCHAIKOVSKI Nouvean Théatre Mouffet 73, rue Mouffet Paris 6-Mardi 23 avril 20 h 30 Loc. Tél.

Konstantin BOGINO piano Paval VERNIKOV Anatole LIBERMAN violoncelle MOZART, BRAHMS RACHMANINOV

CHATELET Theatre Musical de Paris Vendred 20 5 30

30 amil

19 heures

(p.e. Valma D. et C.)

"Orchestre national de LYON Dir. : Pierre BOULEZ

E.I.C.

ARTOK, RAVEL LUTOSLAWSKI DURIEUX AUDITORIU BONNEY CHATELET

soptatio Thomas SCHUBACK piano MOZART



« Le Soldat blessé », 1914

moins remarquable de manières et de procédés. Il alterne la gouache, l'encre. l'huile, la détrempe et l'aquarelle, ia toile de sac, le papier gris ou jaune et le carton, le monumental et le minuscule. Paysages habités, portraits, scènes de genre, allégories, sujets sacrés et fantastiques, tout lui est bon. Il figure sa ville, sa famille, le quoti-dien de Vitebsk, le balayeur, le vicilland et les soldats.

> Satiriste et portraitiste

Car telle est la première découverte de l'exposition : à la plume sur des morceaux de papier, par saynètes et effigies, Chagall a représenté la guerre vue du côté russe, les réfugiés, le père portant un chat et la mère un enfant, le retour des blessés, les lamentations des veuves, la gloriole des survivants. Les visages sont anguleux, les profils des une plie des vidaments à angles. durs, les plis des vêtements à angles droits, le graphisme hachuré et raide. Il y passe des réminiscences du cubisme, que l'artiste a cotoyé entre 1911 et 1914, initié par Apollinaire et Cendrars, aidé par La Fresnaye et Delaunay, mais d'un cubisme mâtiné d'expressionnisme, entre Kirchner et Schmidt-Rottluff. Dans cette série d'encres rehaussées de blanc, il n'est rien de faible, rien d'inutile. Silhouettes blanches sur fond de nuit ou noires sur fond de neige, une humanité réduite à la douleur et aux pires trafics se lamente ou fait des affaires. Chagall fait ses preuves de

arts entre 1918 et 1920. Il les passe à De portraitiste aussi, faisant poser peindre et dessiner avec une éton-nante fécondité et une diversité non l'oncle coiffeur et lui-même. S'il n'use que du noir et blanc dans ces représentations de la guerre et de la retraite, il construit ses portraits par la couleur. En souvenir de Matisse et des Allemands de la Brücke, il colore les ombres de vert vif et de violet, les fonds de rose ou de jaune de chrome. Son chromatisme frôle le système symbolique: dominantes bleues et vertes pour l'amour et l'effusion, rouges et orange pour la force et la violence. Soit, dans l'un des registres, le Juif rouge, prophète terrible à barbe écarlate assis devant une isba pourpre; et dans l'autre la Promenade et Au-dessus de la ville, Marc et Bella flottant au-dessus des jardins et des

toits de la ville émeraude et azur. Ces deux fantaisies amoureuses anoncent les compositions poétiques de l'entre-deux-guerres. Mais, en 1918, Chagail peint autrement, plus fermement, par formes cristallines et découpages géométriques, si bien que, plus que les couples envolés, les paysages retiennent l'oeil dans ces tableaux très vastes : l'architecture des églises et des maisons y est évoquée dans un style à la manière du Delaunay des Fenètres. Quant à la toile la plus extravagante de l'exposition. l'Apparition, autoportrait avec la muse, on dirait une allégorie copiée du barroque italien dans la manière du Fernand Léger des Fumeurs. Des nuages ronds et un ange tout en trian-gles pénétrent dans l'atelier, portés par un rayon bleu. Ces noces du fantastique et du cubisme laissent pan-tois. Nul sérieux là-dedans, une ironie

élégante, le dédain de toutes les formules, le goût de la légéreté et de la parodie : alors que les mouvements d'avant garde les plus épris de théorie se diffusent dans la Russie de la révo-lution. Chagall joue avec les contraires et l'Histoire, très habile-

Coîncidence? A partir de 1918, il éprouve de plus en plus vivement, de plus en plus douloureusement, le poids des doctrines politiques esthéti-ques. En janvier 1919, l'académie de Vitebsk, qu'il dirige, accueille parmi ses professeurs Malevitch et Lissitzky, purs et durs de l'abstraction et du monochrome. Se rend-il en voyage à Moscou, à son retour, il découvre son «Académie libre» rebaptisée par eux «Académie suprématiste». Il démissionne, convaincu qu'il ne peut s'accorder avec des esprits si raides. De son art de l'incongruité, de ses mixtes de styles, de ses inventions, ils n'ont que faire, forts d'une théorie générale et définitive. Entre l'auteur de l'Apparition et celui du Carré blanc sur fond blanc, rien de commun. Le premier est aussi changeant et irrespectueux que l'autre tient à son orthodoxie

#### Sept compositions colossales

Vainqueur, Malevitch demeure à Vitebsk. Chagall s'établit à Moscou. enseigne la peinture à des colonies d'orphelins de guerre et se consacre à une entreprise monumentale : peindre des panneaux allégoriques pour le Théâtre juil de Moscou. Sauvés de la destruction dans les années 30, restaurés pour l'exposition, ils occupent le centre de la Fondation : d'un côté, d'art juif de 8 mêtres de long et pres-que 3 de haut; en face, l'Amour sur scène, déconcertante composition géométrique blanche et grise. Sur les côtés, une frise de 8 mètres, le Repas de noces et quatre allégories, la Musique, la Danse, la Littérature et le Théàire.

neure.

N'y aurait-il que ces sept toiles, elles suffiraient à justifier le voyage à Martigny. Il faudrait des pages pour en épuiser les allusions, pour en analyser les constructions faussement déséquilibrées, pour comprendre à l'aide de quels artifices Chagall parvient à occuper des formats si démesurés sans céder ni à la facilité du dépouil-lement ni au risque de l'encombrement. Le cubisme, y compris celui des papiers collés, le fauvisme, la frontalité des abstractions contemporaines, le dessin sec façon «soènes de guerre» de 1914, les allusions litté-raires et musicales s'y combinent à merveille. Vit-on dans ce siècle cycle monumental mieux composé, avec plus d'élégante légèreté? L'histoire de l'art moderne s'y trouve récapitulée sur le mode ironique, l'éloge des arts mis en scène sans pesanteur ni rhéto-rique. La peinture rend à chacune de ses sœurs un hommage tendrement irrespectueux. Ces années-là, sans le moindre doute, Marc Chagall fut l'un des meilleurs peintres de son temps.

PHILIPPE DAGEN ➤ Fondation Pierre-Gianadda, rue du Forum, Martigny, Suisse; tél.: 026-22-39-78. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au

**PHOTO** 

# Guerre et paix

CHRISTINE SPENGLER au Nauveau forum des Halles

Trois photographes françaises se sont distinguées sur les terres de guerre des années 70 (Irlande, Vietnam, Cambodge, Liban) Catherine Leroy, qui, avec Henri Cartier-Bresson, a eu l'honneur rarissime de voir son nom publié en couverture du magazine américain Life; Françoise Demulder, dont on annonce une exposition au Centre photographique d'Ile-de-France; et Christine Spengler, qui présente une rétrospective de ses mages à Paris et raconte sa vie de reporter dans Une femme dans la

La vie de Christine Spengler, ses photos, ses pensées, ses écrits, sont imprégnés de son frère « adoré ». qui s'est suicidé en 1973, alors qu'elle se trouvait au Vietnam : « Eric n'est plus, donc moi non plus je ne suis plus. Depuis que tu es mort, je luis sans cesse. Je prends des grands avions à la recherche de la guerre, des fracas, des choses vraies et non édulcorees ».

Depuis ce jour, Christine Spengler porte le deuil d'Eric. Elle ne se sépare jamais du Nikon qu'il lui avait donné, s'habille en noir, réalise des images uniquement en noir et blanc, au grand angle, des images d'horreur, d'une douleur encore plus grande, comme pour exorciser la sienne. On la surnomme « Moonface » (face de lune), on lui demande à Saïgon : «Où faut-il rapatrier votre corps en cas d'accident? » et dans le bureau d' «Orson Welles», le puissant patron des photographes de l'agence américaine Associated Press, elle découvre, punaisés au mur, les visages des cinquante-trois reporters disparus depuis le début

En 1984, les photos de Christine Spengier semblent tourner le dos à ses reportages. Elles crée ses images plutôt qu'elle ne les enregistre mais se penche toujours sur son

passé et sur la mort. Elle associe ses proches disparus à des objets personnels (perles, pétales de rose...) « afin de ramener ces morts à la vie ». Surtout, elle surprend par ses couleurs, vives, chaudes, envoutantes. Mais, comme elle l'écrit au conturier Christian Lacroix: « Ce rouge que vous aimez tant, Christian, n'est autre que le sang des guerres. »

MICHEL GUERRIN ▶ « Christine Spengler, de la guerre et du rêve ». Espace phoographique de la ville de Paris. Nouveau Forum des Halles. 4-8 Grande galerie. Jusqu'au 28 avril. Une femme dans la guerre, Paris audiovisuel, 90 p., 120 F.

18H30 MAR. 23 ET MER. 24 AVRIL **IKEDA / DIASNAS** UNE JOURNÉE BLANCHE

18H30 VEN. 26 ET SAM. 27 AVRIL **DOUSSAINT / DUBOULOZ** 

LA BEAUTÉ DES FLEURS DANSE 65 F LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4°

CINÉMA

# L'autre garçon

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT de Tim Burton

Peg Boggs, qui habite un pavillon dans une zone résidentielle, cherche en vain è placer des produits de beauté chez ses voisines. Elle se hasarde jusqu'au manoir gothique victo-rien qui domine bizarrement cette banlieue aux couleurs d'ice-cream de l'Amérique pro-fonde. Elle y trouve un être d'apparence humaine, Edward, jeune homme au masque blême, couturé de cicatrices, le corps sanglé de cuir, et qu agite en guise de mains des lames de couteau bien tranchantes. Le vieil inventeur de robots domestiques qui l'a fabrique est mort sans avoir eu le temps de les lui greffer. Pat Boggs (la toujours étonnente Dianne Wiest), qui a deux grands enfants et un cœur gros comme ça, ramène le garçon chez elle. La famille adopte Edward, sans tenir compte de sa différence. D'ailleurs, il est fort habile à manier ses lames, sculpte des formes animales dans les buissons et les arbustes, taille la toison des chiens, sent de coiffeur inspiré aux dames du voisinage, curieuses et désireuses de tromper leur ennui.

Tout irait pour le mieux si les ciseaux, à la longue, ne se mettaient à blesser, à faire mai. Après Pee Wee, Beetlejuice et

Batman, Tim Burton a rassem-blé tous les thèmes et les sources de son inspiration : le burlesque, le fantastique, la bande dessinée, le coloriage, la satire socials. Le film commence et se termine par des images de conte de grand-mère à la Walt Disney, avec neige de Noël et musique assortie, fait une incursion dans la réalité sociale, et développe une fable sur l'intolérance qui fait parfois penser au Garçon aux cheveux verts de Joseph Losey. Nouvelle créature d'un nouveau docteur Frankenstein - le vieux savant, c'est Vincent Price, -Edward, qui a en lui des trésors de bonté, découvre à ses dépens le conformisme et excepté chez les Boggs - la fausse hospitalité de la classe moyenne américaine, la férocité qui naît de la peur. A une poésie chez lui insolite, Tim Burton a su mêler, au-delà des gags et de la féerie virant au cauche-mar, une émotion profonde et une histoire d'amour romanti-

Au milieu d'une armée de commères hystériques et de deaufs ≥, Johnny Dapp – une belle performance – incame la vérité d'un monstre pathétique, créateur de beauté, et pour lequel, à l'exemple de la jeune Kim Boggs (Winona Ryder), on ne peut éprouver que de la ten-

**JACQUES SICLIER** 

# La scie et le violoncelle

Humour surréaliste et poésie comique pour le premier long métrage d'un duo percutant

DELICATESSEN de Jean-Pierre Jeunei et Morc Caro

L'histoire se nasse dans un coin oublié de l'Histoire. Un jour, des gens sont venus s'echouer dans cet mmeuble des années 30, le temps a passé, personne ne s'en est aperçu. Plus exactement, tout est resté tel quel, sinon qu'une antenne est venue se poser sur le toit - mais la télévision ne diffuse que des interludes et des publicités alimentaires en noir et blanc, -sinon que l'immeuble, l'escalier, les appartements, la tuyauterie sont dans un état lamentable.

Le courageux jeune homme chargé des réparations a bien de l'ouvrage. Il est formidablement sympathique (c'est Dominique Pinon), avec un large sourire auquel ne manque que le rouge des maquillages de clowns. D'ailleurs, il a été clown et joue de la scie musicale. Ce qui le rapproche de la jolie blonde timide et myope (Marie-Laure Dougnac) qui joue du violoncelle et dont le père (Jean-Claude Dreyfus) est le bou-cher du rez-de chaussée, à l'en-

eigne de Delicatessen... On trouve de tout dans cet immeuble, depuis le semi-clochard qui vit dans l'eau avec ses grenouilles et ses escargots (Howard Vernon), jusqu'au couple snob et dépressif – lui (Jean-François Perrier) perpétuellement navré, elle (Sylvie Laguna) bricolant d'invraisemblables machines à se suicider qui ne fonctionnent pas, - en pas-sant par deux gamins gavroches, directement sortis d'une photo de Doisneau, sans oublier la maîtresse du boucher (Karin Viard), plus les rebelles, des végétariens encapu-chonnés qui vivent dans les égouts, et quelques autres dont Rufus...

#### A contre-courant de la mode

Les gamins pourraient fort bien représenter les deux auteurs de Delicatessen, Jean-Pierre Jeunet (trente-sept ans), qui, pour le dos-sier de presse, a donné une photo de bambin en barboteuse infiniment sérieux, et Marc Caro (trentequatre ans), qui s'est fait une tête de moine diabolique. Ils viennent du cinéma d'animation et du clip, ont ramassé beaucoup de prix dans les festivals spécialisés, et ce premier long métrage respire leur univers, où trainent des souvenirs de Prévert, les vestiges d'un réalisme poétique revisité par un peu de mélancolie, mêlée d'ironie corrosive. Leur façon de suspendre le temps, de montrer des gens pittoresques, gentils mais inconscients, pas vraiment asociaux, plutôt hors-morale, les situe du côté de Jérôme Deschamps, dont ils aiment les spectacles, quoi de plus normal.

Jeunet et Caro, un peu dépossés par les devoirs de la promotion, presque étonnés par l'enthousiasme de la presse, attendent le verdict oublic, qui va déterminer celui des producteurs. Ils ont eu en effet, énormément de mal à monter leur production, y ont tra-vaillé plusieurs années, abandonnant un projet après l'autre (trois en tout) pour des raisons financières. Ils n'ont pas eu d'avance sur recettes, et la seule chaîne télévisée à les avoir soutenus est Canal Plus Leur film, c'est vrai, va à contrecourant de la mode « cinéma littéraire», qui les laisse indifférents. Ils n'ont pas l'allure de «jeunes metteurs en scène branches», et Delicatessen ne ressemble à rien d'autre, même si quelques paternites y sont revendiquées.

Le film ne ressemble qu'à lui-

même, dans le décor unique de cet immeuble vrai dans ses moindres détails, même si les détails sont distordus - les cheminées sur le toit sont trop nombreuses, l'eau dans les tuyaux se déverse en chutes du Niagara, les perspectives forment des trompe-l'œil, le ciel doré passe de la nuit au jour en un instant... L'histoire s'éparpille d'un locataire à l'autre, mais son désordre n'est qu'apparent. Avec la musique de Carlos D'Alcissio, elle progresse par association d'images et d'actions, parfaitement maîtrisée, tenue dans une logique imparable, bien que très éloignée du rationalisme. Les personnages sont vivants – « vrais », pour-rait-on dire, en dépit de leur joufoquerie réveuse - et les comédiens formidablement choisis. En bons graphistes, Jeunet et Caro sont par-venus à les faire coller aux formes aux conleurs qu'ils avaient en tête. Mais d'abord, si Delicatessen ne ressemble à rien d'autre, c'est que la santaisie tranquille, l'humour, la lucidité, la méchanceté rèveuse, la poésie tordue de Jeunet et Caro composent un ensemble unique, secret, irrésistiblement drôle et envoutant.

erts Radio

\*\*\*

4-4



THE PARTY SERVICE

# Favart l'enchanteur

L'Opéra-Comique rend hommage à celui qui a donné son nom à la salle Vieille édentée faisant sa cour en

a l'Opéro-Comique

Si les Parisiens connaissent la Salle Favart, ils ignorent tout ou presque de l'homme qui a donné son nom à l'Opéra-Comique. Et pourtant, Charles Simon Favart fut la coqueluche du public parisien pendant cinquante ans. Il a écrit des vaudevilles, des livrets d'opéras mis en musique par les musiciens les plus en vogue du XVIII siècle.

Tombées dans l'oubli, la Répétition interrompue et la Fée Urgèle (un opera comique représenté avec succès jusqu'en 1815) n'attendaient que le metteur en scène Jean-Marie Villégier, le costumier Patrice Cauchetier, les Arts florissants, excel-lents chanteurs-comédiens et le claveciniste et chef d'orchestre Christophe Rousset pour retrouver les suffrages du public. On ne change pas une équipe qui gagne, celle d'Atys de Lully en l'occurrence. Et comme William Christie ne se trouvait pas dans la fosse, il

riait an balcon. Car l'on rit à ces spectacles. La Répétition interrompue est pourtant jouée un peu trop le petit doigt en l'air. Mais l'on ne s'ennuie pas à ces escarmouches féroces, à ces mots d'esprit, à ces situations que ni le théâtre ni le cinéma n'ont oubliées. Raoul Delfosse dans le rôle d'un vieil acteur pompette échappe à ces «chochoteries» (pourquoi enfermer le XVIII siècle dans une cage aux folles?). Il en a tant vu, en a tant vécu sur les planches qu'il semble revenu de tout et déclenche les rires

#### « Un chef-d'œuvre d'esprit, de naturel et d'art »

Edité sans musique, le livret de la Répétition interrompue indiquait en marge le titre des airs que Christophe Rousset a retrouves pour la plupart, mais dont on murmure que certains lui ont peut-être été dictés du paradis par les compositeurs disbatara har res compositents one l'on serait en peine de toujours démêler l'écheveau.

> M. Durand La bourse

REPERES

M. Baslé Le budget de l'État

REPÈRES

Inflation et désinflation

REPÈRES

128 p., 42 F, 100 titres LA DÉCOUVERTE

LA RÉPÉTITION INTERROMPUE

LA FÉE URGELE

LA FÉE Urgèle est d'une autre tenue, à part le décor qui tient à la fois du cicl de lit, de la salle du trône, du kiosque de jardin et de l'ouvrage en ferronnerie d'art garantie fonte d'aluminium anodisée. Cet ancêtre de Ciboulette est non sculement drôle, mais comme l'a dit Voltaire, c'est « un chef-d'œuvre d'esprit, de naturel et d'art; tout s'y trouve, délicatesse, mots joyeux, sentiments, naiveté, finesse ». Plus un soupçon de grivoiserie à laquelle

on ne vent pas résister. La musique d'Egidio Romualdo Duni (un Napolitain adopté par Paris) est toujours en situation, solide et ingénieuse, souvent parodique. Elle est même émouvante quand le texte de Favart devient grand, dans la scène où la Vieille se meurt. A moins que tout cela ne

soit parodique, une fois de plus... Il est impossible de citer toute la distribution : près de trente chanteurs se croisent sur scène. Ils sont parfaits. Mais Jennifer Smith en

bélant dans le cou de Pierre Catala (Le Chevalier Robert) remporte un triomphe scolement égalé par celui de Christophe Rousset qui, de la fosse et dans l'acoustique parfaite de l'Opéra-Comique, anime de bout en bout les musiciens des Arts florissants avec une conviction à peine entamée par quelques canards (le cor!) et décalages dans l'orchestre. Que cet orchestre joue bien, avec

Ce spectacle en deux parties dure trois heures, mais lorsque l'on quitte la Salle Favart, vers 22 h 45, on s'en éloigne le pas léger, jurant d'y revenir.

ALAIN LOMPECH

Prochaines représentations les 16, 17, 18, 20, 21 et 23 avril, à 19 h 30, Le spectacle est une co-production avec l'Opéra de Montpellier et le Théatre municipal de Caen. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 350 F.

D Sotheby's, Christies's et les fanx bronzes de Diego Giacometti. - Les deux firmes anglo-saxonnes se déclarent prêtes à coopérer avec la police pour remonter la filère des faux bronzes de Diego Giacometti, le frère d'Alberto. De source policière, 75 % des contrefaçons auraient été écoulées par ce canal, à leur insu. Le reste par Drouot et des marchands. Ces « vraies-fausses pièces » étaient fabriquées par un ancien fondeur de l'artiste qui avait gardé les moules de certaines réalisations. Il avait notamment fondu le mobilier du Musée

Grève à l'Odéon. - Les représentations des 16 et 17 avril du Balcon de Jean Genet, mis en scène par Unis Pasqual, au Théâtre national de l'Odéon-Théâtre de l'Europe sont annulées à la suite d'une grève du persomel technique.

D Patrimoine. - L'association Traverses organise comme chaque été des chantiers-vacances dans la région Midi-Pyrénées. Ses actions consistent à sauvegarder le patrimoine architectural, culturel et écologique par le biais de travaux réalisés par des bénévoles. Traverses, 22, chemin des Oliviers, 31400 Toulouse.

Tél.: 61-25-12-26.

O Des jeunes troupes pour «48 heures 91». — A l'occasion des «48 heures 91» qui se tiendront du 28 au 30 juin au Cirque d'hiver et au

TLP Dejazet, les organisateurs recherchent des jeunes compagnies de theatre, cirque, marionnettes, mime ou danse afin de «tenir» sur les planches pendant deux jours, nonstop... Les candidatures doivent être adressées avant le 30 avril.

Association ELPC, 84, rue Baudricourt, 75013 Paris. Tél.: 44-23-81-94. Fax: 45-83-50-02. D Le conte en Isère. - Cinquante six

communes de l'Isère, dont Grenoble, reçoivent soixante-dix artistes, conteurs et musiciens, qui, jusqu'au 20 avril, vont donner quatre cent dix représentations, parier, raconter, affabuler, chanter... Et comme il faut savoir aussi prendre la parole, il y aura quatre stages de formation, cinq de conversation, et un colloque sur le thème «La parole aux tout-petits».

Couvert des Minimes, rue Docteur-Lamaze, 38400 Saint-Mertind'Hères. Tél. : 76-51-21-82.

Mission d'étude sur le cinéma et l'andiovisuel dans les départements d'outre-mer. - A la suite des émeutes à la Réunion qui avaient eu pour détonateur l'affaire de Télé-Free-DOM, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a mis en place une commission d'étude sur l'audiovisuel dans les départements d'Outre-mer - notamment sur les relations, différentes de celles qui ont cours en métropole, entre cinéma et



# AVRIL

# **Concerts Radio France**

PRESTIGE DE LA MUSIQUE Samedi 20 - 20 h 30 Salle Pleyei

J. S. Back - Schnittke - Vivaldi Alexis Outline, hauthois Vladimir Krainev, piano Les Virtuoses de Moscon

Violon et direction: Vladimir Spivakov ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE 22 - 25 - 27 - 30 - 20 h

Dukes: Ariane et Barbe-Bleue F. Pollet - N. Denize - H. Schaer V. Chevalier - N. Dessaye

G. Bacquier Mise en scène : Ruth Berghaus Décors : Hans-Dieter Schaal Chœues du Châtelet Direction : Eliahu Inbai

DE VIVE VOIX Mercredi 24 - 20 h 30 Studio 106 de Radio France Castiglioni - Berio - Brass Ensemble vocal du Chœur de Radio France Direction: Clyms Gostwald ORCHESTRE NATIONAL DEFRANCE Jendi 25 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Elysées Mozart - Prokofiev Maria-João Pires, piano

Direction: James Conlon PERSPECTIVES IEUNE MUSIQUE FRANÇAISE Grand Audit de Radio France Troncin - Lenot - Tanguy Marail - Durleux - Pesson 18 h 30 - Dominique My, piano 20 h 30 - Ensemble Fa

Isabelle Veyrier, violoncelle Sylvaine Billier, piano Direction : Dominique My 42 30 23 08 Radio France 45 63 88 73 Salle Pleyel Champs-Elysées 47 20 36 37

40 28 28 40

Radio france

Chârelet

#### ONTEMPORAIN Béla Bartók Trois scènes de village Witold Lutoslawski Trais poèmes d'Henri Michaux Maurice Ravel

: Formspice (orchestration Pierre Boulez) Frédéric Durieux Là, Au-delà, Edgard Varèse Ecuciorial INTERCONTEMPORAIN

> NATIONAL DE LYON Direction PIERRE BOULEZ Vendredi 26 avril – 20 h 30 Châtelet - 40 28 28 40 Samedi 27 avril - 20 h 30 Auditorium Maurice Ravel Lyon - 78 60 37 13 Lundi 29 avril - 20 h 30 Palais des Sports

Bordeaux - 56 52 75 21

CHŒUR DE L'ORCHESTRE

# Jeunes pousses en Europe

La deuxième édition des « Pépinières d'artistes » d'Eurocréation

menée dans la campagne, du côté de Niort, avant de repérer l'endroit idéal. Elle a fini par planter dans un pré adossé à un monticule de bautes colonnes dont le rouge tranche avec le ciel gris et le vert tendre du marais poitevin. L'œuvre ressemble à un temple grec, en moins éternel. Dans six mois, le vent et la pluie auront emporté cette installation. Six mois, c'est le temps qu'Ute aura passé à Niort avec cinq de ses confières, qua-tre Allemands et une Britannique, pour les «Pépinières d'artistes» de l'agence Eurocréation, un programme européen d'aide à la création. Six mois, pour offrir à Niort une installation qui s'intègrerait à l'environnement, c'est l'orientation choisie par la municipalité. Six mois, aussi pour se

couper de son milieu, ou, comme Susannah Silver, la Britannique, s'apercevoir que l'Europe existe. Scénaristes, peintres, photographes on sculpteurs ont essaime de trois à six mois dans dix villes - Grenoble, Naples, Glasgow ou Lisbonne, avec une bourse mensuelle de 8 000 à 9 000 francs. «Le début a été chaoti-que, raconte Jean-Michel Djian, direc-teur général d'Eurocréation qui doit

Ute Ihlenfeldt s'est longtemps pro-uenée dans la campagne, du côté de la deuxième édition. Pour boucler le programme de la première année, rous avons eu du mal à trouver la dizaine de municipalités qui oseraient accueilir des artistes. Pour 1992, nous nous attendons à recevoir plus que les huit cents demander de hourses emporientes cents demandes de hourses enregistres l'an dernier.» «Nous avons reçu une mission du

e Nous avons reçu une mission du ministère de la culture, mais nous ne sommes pas une institution. Nous sommes un organisme léger, pourvu d'un réseau de relations très étoffé, résultats de rencontres, et de hasards heureux. Les Pépinières répondent à des bestoins de promotion profession. neureux. Les repinieres repondent des besoins de promotion profession-nelles, d'ouverture internationale. Enfin, elles amènent les villes à s'inter-roger sur leur politique culturelle. » Les ramifications vont s'étendre. Traise villes (1) d'Europe acqueillemmt

Les ramifications vont s'étendre.

Les ramifications vont s'étendre.

Treize villes (1) d'Europe accueilleront
le le janvier 1992 une bonne quarantaine de créateurs de vingt à trente
ans. «Le renouvellement des Pépinières
dans une même ville n'est pas automatique. Ainsi, Béthune et Marseille
seront remplacées par Angers et Mulhouse. Nous effectuons une petite
ouverture à l'Est, vers Bratislava, qui
accueillera des sculpteurs. Le nombre
de villes qui participent à l'opération
augmente, mais il ne dépassera pas la

quinzaine, et les artistes sélectionnés ne seroni pas plus de quarante. Je voudrais pouvoir me souvenir de leurs

Pour la promotion 1992, un prenoms v micr jury national se réunira dans chaque pays pendant la seconde quinzaine de septembre. Les 24, 25 ct 26 octobre, un jury international effec-tuera la dernière sélection au Palais de Chaillot. Que deviendront les artistes de 1991? Certains ont déjà reçu des commandes, privées ou publiques. Ute Iblenfeldt est retournée dans son atelier de Brême, où elle prépare une exposition. Avant de quitter Nion, elle a recontré des photographes qui vont fixer étape par étape la destruction de

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Angers et Barcelone : écriture de soc-narios ; Bologne : musique contemporaine ; Bratislava et Cork (Irlande) : sculpture ; Dort-round et Niort : art et environnement ; Franc-fort : nouvelles images, infographie ; Grenoble et Norwich : arts plastiques ; Lisbonne : pho-toreportage ; Mulhouse : Arts plastiques et industrie ; Saragosse : chorégraphie.

➤ Date limite du dépôt des dossiers le 31 juillet. 3, rue Debelleym. 75003 Paris. Tél. : 48-04-51-52.

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

# RÉALISATION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL D'ART CONTEMPORAIN à VITRY-SUR-SEINE

# AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE CONCEPTEURS

CONDUCTEUR D'OPÉRATION - RENSEIGNEMENTS

Direction des bâtiments départementaux : 10, chemin des Bassins, 94011 Créteil Cedex.

Mille HUGUENARD. tél. : 43-99-81-63.

Le programme représente une surface utile (hors circulations et sanitaires) d'environ 7900 m² et comprend : - un hall d'accueil; - des espaces d'exposition permanente de 2 250 m²

des espaces d'exposition permanente de 2 250 m²;
 des espaces d'expositions temporaires de 1 700 m²;
 une auditorium de 250 places;
 une médiathèque;
 une librairie;
 une boutique;

- une boutique

un secteur pédagogique; des ateliers d'artistes; des locaux administratifs,

- des locaux annexes et de services.

Les espaces extérieurs du musée seront aménagés en jardins de sculptures.

Concours restreint sur esquisse détaillée après sélection préalable des concurrents sur dossier de références. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

• Nombre d'équipes admises à concourir : 6 à 8.

• Les candidats disposeront de 12 semaines pour remettre leurs prestations. COMPOSITION DU JURY

M. GERMA, Président du Conseil Général. Président du Jury ou son représentant.

M. GERMA, Président du Conseil Général. Président du Jury ou son représentant.

M. Mac Conseiller Général désigné par le Président du Conseil Général.

M. MERCIECA, Maire de Vitry-sur-Seine ou son représentant.

M. ABADIE, Historien de l'Art, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles. Conservateur du Musée National d'Art Moderne (1981-1989).

National d'All Production (1997)

M. ADAMI, Artiste.

M. CORNU, Critique.

M. RAOUL JEAN MOULIN, Conseiller Culturel du Département.

M. CHEMETOV, Architecte.

M. CHEMETOV, Architecte.

Le jury disposera d'une somme de 750 000 à 1 050 000 francs TTC, en fonction du nombre d'équipes nises à concourir, pour indemniser les équipes non retenues.

Mission Conflée

Mission de maîtrise d'œuvre de type M2 étendue.

CONSTITUTION DES ÉQUIPES CANDIDATES Les équipes devront comprendre un architecte et un paysagiste.

L'architecte étant le mandataire commun. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURES

Nom et qualités du mandataire commun.
Date d'installation en responsabilité professionnelle de celui-ci.
Noms et titres des membres de l'équipe.

Moyens de l'équipe.
Liste des références de chaque membre de l'équipe. Le dossier devra mettre en évidence les références de l'équipe en matière d'équipements :

- Situation.

Programme.

- Maitre d'ouvrage

De plus les candidats devront sélectionner parmi leurs références en matière d'équipement une réalisation qu'ils jugent représentative et présenter pour celle-ci une note synthétique (une page 21X29,7 ou maximum, rédigée en français) exposant leur démarche de concepteur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Un dossier de présentation de l'opération est disponible pour les candidats qui en feront la demande à la :

# DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 17 MAI ADRESSE OU ELLES DOIVENT ÊTRE TRANSMISES :

DIRECTION DES BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX BUREAU 3210 A - CENTRE DE VALENTON 10, chemin des Bassins, 94011 Créteil Cedex

**T** 

Musée départemental d'art contemporain, concours de concepteurs - dossier de candidature.

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI Les Archives du film présentent : Clo-chemerle (1947-1948), de Pierre Che-nal, 16 h ; la FEMIS présente : Sharon 91 (1990), de Virginie Chanu ; Sam et Fred (190), de F. Christophe ; la Virée (1990), de J.-Y. Philippa : la Conversa-tion (1990), de R. Cohen : Coup de pouce (1990), de P. Dreyfus et J. Abecassis; les Surprises du ver à sole (1990), de J.-C. Janer; la Vie selon Luc.) de J.-P. Civeyrac, 21 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) MERCREDI

Les Cinémas d'Asia centrale soviétique : Tachkent, ville du pain (1968, v.o. traduction simultanée), de Choukrat traduction simultanest, de Lindwrat Abbassov, 14 h 30; Aventures sur les 1986, v.o. s.t.f.), d'Ousmane Saparov, 17 h 30; la Cornaline (1987, v.o.), de Saparov Mollanazarov; la Vallés des ancêtres (1989, v.o. s.t.f.), de Kadryrjan Kydyraliev, 20 h 30.

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) MERCREDI

Gamins de Paris : Jeune Public Petite Fuite en froid (1966) de J. Das-que, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 14 h 30; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Carte blanche : : Michel Fresnel : Que deviendront ils 7 (1984) de Michel Fresnel, 18 h 30 ; Apprentissages : Antoine et Colette (1962) de François Truffaut, Roman de Léo (1988) de Graham Guit, l'Amour en herbe (1976) de Roger Andrieux, 20 h 30.

#### LES EXCLUSIVITÉS

Cinoches, 6 (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3 (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5: (43-25-72-07) : UGC Rotonde, 6. (45-74-94-94) : UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40)

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : George V, 8- (45-52-41-46); UGC Normanche, 8- (45-63-16-16) : v.f. : Rex, 2- [42-36-83-93] ; UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94) Pathé Français; 9-(47-70-33-88); Para mount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGO Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montpai nasse, 14. (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18. (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

#### PARIS EN VISITES

**MERCREDI 17 AVRIL** «Revoir Degas», 13 h 15, Musée d'Orsay (Paris et son histoire). «Le couvent saint-Joseph des Carmes», 15 h. 70, rue de Vaugirard (Paris et son histoire).

« Hôtels et jardins du Marais » 14 h 30, métro saint-Paul (Résurrec-« La Mosquée, histoire de l'islam ». 15 heures, place du Purts-de-l'Ermite

Berlin, symphonie d'une grande ville 1927 », 16 heures, Musée natio-

«L'hôpital Saint-Louis», 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles [C. Merie]

#### CONFÉRENCES

Centre Georges Pompidou. 21 heures. Peter Rice. Goetha Institut, 17, av. d'Iéna. 15 heures. Cinéma pour enfants et jeunes, « Der Sommer des Falken ».

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Sndio Galande, 5- (43-54-72-71); Cinoches, 6- (46-33-10-82). AUJOURD'HUI PEUT-ÈTRE... (Fr.) :

ucernaire, 6 (45-44-57-34). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Pamasse, 14 (43-35-30-40). LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55). BASHU, LE PETIT ÉTRANGER liranien, v.o.): Utopia Champollion, 5- (43-26-84-65); L'Entrepôt, 14- (45-43-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V. 8. (45-62-41-46); Sept Pernassiens, 14 (43-20-

32-20). LE BUCHER DES VANITÉS (A. (.o.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); v.f.: Les Montparnos, 14- (43-27-52-37).

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2<sup>,</sup> (47-42-72-52); Les Trois Luxembourg, 6<sup>,</sup> (46-33-97-77); George V. 8<sup>,</sup> (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre. 11- (43-57-51-55) ; Denfert, 14- (43-

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14º (43-27-

L'ANNÈE DE L'ÉVEIL. Film fran-

çais de Gérard Corbiau : Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12) : Gau-

mont Opéra, 2º (47-42-60-33) ; 14

Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gau-

mont Champs-Elysées, 8- (43-59-

04-67) : Saint-Lazare-Pasquier, 8-(43-87-35-43) : 14 Juillet Bastille,

11. J43.57-90-811 : Fauvette Bis.

sia, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beau-

ARACHNOPHOBIE. Film améri-

cain de Frank Marshall, v.o. : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57) : UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; George

die, 8: (45-63-16-16) ; v.f. : Rex. 2:

(42-36-83-93) ; UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9-

(45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins,

13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnasse,

tion, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

DELICATESSEN, Film français de

Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8° (42-25-10-30) ;

UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarniz, 8 (45-62-20-40); Max

Linder Panorama, 9- (48-24-88-88) :

Linder Panorama, 5º (48-24-88-88);
Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); 14 Juillet Bestille, 1 lº (43-67-90-81); Escurial, 13º (47-07-28-04); Mistral, 14º (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79); UGC Maillot, 17º (40-68-

GAWIN. Film français d'Amaud Sélignac : Forum Horizon, 1• [45-08-57-57] ; Pathé Impérial, 2• [47-42-

72-52) : Pathé Marignan-Concorde

8- (43-59-92-82) ; Fauvette Bis, 13-(47-07-55-88) ; Pathé Montpar-

nasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gam-betta, 20- (46-36-10-95).

MOI ET MAMA MIA. Film danois MOI E1 MANNA WIA- Faid action d'Enk Clausen, v.f.: Epée de Bois, 5: (43-37-57-47); Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); Sept Pamas-siens, 14- (43-20-32-20).

V, 8: (45-62-41-46); UGC Norma

grenelle, 15- (45-75-79-79).

(47-07-55-88) ; Gaumont Alé-14- (43-27-84-50) ; Miramar,

à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

CYRANG DE BERGERAC (Fr.): UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Sept Parns 14 (43-20-32-20)

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.a.) : Forum Harizan, 1. (45-08-57-57) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) : Bretagne, 6- (42-22-57-97) : UGC Odéon, 6. (42-25-10-30) ; Gau mont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : v.f. : Rex (le Grand Rex), 2: (42-36-83-93) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saimt-Germain, 6• (42-22-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23) : La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40). EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon,

6- (43-25-59-83). EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6. (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Parnasse, 14-43-35-30-40) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

END OF THE NIGHT (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38).

MONEY. Film franco-italo-cana-

dien de Steven H. Stern, v.o. :

Forum Orient Express, 1: (42-33-

42-26); George V, 8- (45-62-

41-46); Pathe Marignan-Concorde.

parnasse, 6- (45-74-94-94); Para-

nount Opéra, 9- (47-42-56-31);

UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-

01-59); Fauvette, 13- (47-07-

55.881 Pathá Montoarnasse, 14

(43-20-12-06) ; Pathé Wapler II, 18-

LA PAGAILLE. Film français de

Pascal Thomas : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille.

6- (46-33-79-36) ; Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08) ; George V,

8- (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9-

(47-70-33-88) : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : La Bastille, 11-

43-07-48-60); Les Nation, 12 (43-

43-04-67); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (43-

27-84-50); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37); Sept Parnassiens,

14. (43-20-32-20); Gaumont

Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

LES SECRETS PROFESSION-

NELS DU DOCTEUR APFEL-

GLUCK. Film français d'Hervé Palud,

Alessandro Capone, Mathias

Ledoux, Stéphane Clavier, Thierry

Lhermitte : Forum Horizon, 1º (45

08-57-57) ; Rex. 2- (42-36-83-93) ;

Pathé Heutefeuille, 6- (46-33-

79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82); UGC Normandie, 8• (45-63-16-16); Pathé Français, 9•

(47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille. 12• (43-43-01-59) ; Fauvette, 13•

(47-07-55-88) ; Gaumont Pernasse, 14- (43-35-30-0) ; Gaumont Alé-sia, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Mont-

pamasse, 14- (43-20-12-06); Ga

(46-36-10-96).

mont Convention, 154 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18

(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20-

LE TRÈSOR DES ILES

CHIENNES. Film français de F.-J. Ossang: Cind Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Pamasse, 8- (43-

26-58-00) : Escurial, 13- (47-07-

2-92) : v.f. : UGC Mont-

LES FILMS NOUVEAUX

Nous publions désormais le mardi les films qui seront

L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26). LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 8- (46-33-97-77); Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

> GHOST (A., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15- (48-

GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-

CENT (Fr.) : George V, 8 (45-62-

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5: (43-37-57-47). HENRY & JUNE (\*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.): 14 Juillet Par-nassa, & (43-26-58-00); Elysées Lincoin, 8- (43-59-36-14). HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

KILLER (\*\*) (A., v.a.) : Les Trois Luxem-bourg, 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

HOT SPOT (\*) (A., v.a.) : Epée de Bois, 5: (43-37-67-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-

10-82). LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Seim-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; George V, 8 (45-62-41-46) : Sept Pars, 14 (43-20-32-20). LABYRINTHE DES PASSIONS

(Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14- (45-43-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) : MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet

Odéon, 6- (43-25-59-83) ; UGC Mont parnasse, 6. (45-74-94-94); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Saint Lazere-Pasquier, 8: (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40) ; Para-UGC Biarmiz, 8º (45-62-20-40); Par-mount Opers, 9º (47-42-56-31); 14 hillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Lss Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Gobe-lins, 13º (45-61-94-95); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miremar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugren 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01) LA MAISON RUSSIE (A., v.c.) Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6. (43-25-59-83); George V, 8: (45-62-41-46); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79); v.f.; Pathé Français, 9. (47-

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Las Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Danton, 6. (42-25-10-30) ; Pathé Marigna ncarde, 8• (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); Miramar, 14-

MILLER'S CROSSING (7) (A., v.o.) Sept Pernessiens, 14 (43-20-32-20). MISERY (\*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93)

MISTER JOHNSON (A., Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) Studio 28, 18- (46-06-36-07). MO' BETTER BLUES (A., v.o.) mages d'alleurs, 5 (45-87-18-09). LE MYSTÈRE VON BULOW (A.,

rge V, & (45-62-41-46). NEUF SEMAINES ET DEMIE (") (A., v.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) ; Grand Pavols, 15- (46-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) : Gaumont Ambessade, 8-(43-59-19-08); Les Montpamos, 14-LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14) ; v.f. : UGC Opéra, 9. (45-74-L'OPERATION CORNED-BEEF

(Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). OUTREMER (Fr.) : Studio des Ureulines, 5. (43-26-19-09).

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) : Escurial, 13- (47-07-28-04) : v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epés de

Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-62-41-46). PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38); Pathé Marignan-Consorde, 8, (43-59-

12-06). POUR SACHA (Fr.) : Forum Horizon 1. (45-08-57-57); Rex, 2. (42-36-83-93); UGC Danton, 6. (42-25-10-30) : UGC Montparnasse, 6: (45-74-

92-82) : Feuvette, 13- (47-07-55-88) : Pathé Montpamassa, 14 (43-20-

94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier. 8. (43-87-35-43) : UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16) : Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin., v.o.): Utopia Champollion, 5-(43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Saint-

Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f.: Bre-tagns, 6- (42-22-57-97); Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41). SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71) :

Lucemaire, 6- (45-44-57-34). LE SILENCE DES AGNEAUX ("") (A., v.c.) : Gaumont Les Halles. 1. (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra. 2. (47-42-60-93] ; Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) ; 14 Jullier Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Alásia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-78-79); Bianvence Montpar-nasse, 15: (45-44-25-02); UGC Mail-lot, 17: (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93) ; UGC Montpart (45-74-94-94) : UGC Opera, 9- (45-74-95-40); Les Nation, 12• (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-

46-01). SOGNI D'ORO (h., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Saint-Germai Prés, Salle G. de Beauregard, 6º (42-22-

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86); Lucemaire, 6- (45-44-57-34). LE SYNDROME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Panthéon, 5. (43-54-

15-04). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3. (42-71-52-36); Le Berry Zebre, 11- (43-57-51-55). LE TRIOMPHE DE BABAR

(Fr.-Can.) : Pathé Impérial, 2. (47-42-72-52) ; Club Geumont (Publicis Mationon), 8- (43-59-31-97); George V. 8 45-62-41-45) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Fauvette, 13- (47-07-55-8 Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.) ire, 6• (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Auditorium

du Louvre, 1• (40-20-52-29). WE THE LIVING (It., v.o.) L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53).

#### LES SÉANCES SPÉCIALES ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer.

LA BETE HUMAINE (Fr.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) mer., ven., tun. 12 h 05.

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Ciné-Pie-nète magique, 3 (42-76-00-18) (écran géant) mer., jeu., ven. 21 h 10, dim. à 18 h et 21 h, km., mar. à 20 h 30. CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES SES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) mer. 15 h, sam. 16 h 45.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (\*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mer., lun., mar. 19 h 40, jau., ven., sam. 17 h 45. LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU

TU ADORERAS (Pol., v.c.): Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34) mer., avec. LE DÉCALOQUE 2, TU NE COM-METTRAS POINT DE PARAIRE (Pol., v.o.): Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) mer. 12 h 10.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Images d'aiteurs, 5- (45-87-18-09) mer., dim. 20 h, ven. 18 h, sarn., km. EMMANUELLE (\*\*) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

L'EQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer.,

/en., mer. 21 h.
EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.):
Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 18 h.
L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam., dim. 22 h 30, mar. 15 h 45. FANTASIA (A.) : Denfert, 14- (43-1-01) mer., sem., dkm., kun., mer.

LA FILLE AUX ALLUMETTES (FI v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-61-33) mer., mer. 16 h 50. LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-85) (son SR ver-

sion longue) mer. 21 h, jeu., ven., tun., mer. 14 h. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) 14 Juillet Pamasso, 6 (43-26-58-00) mer., sam., dim. à 13 h 50, 15 h 40 (de 14 ans : 15 F) ; Saint-Lambert, 15

(45-32-91-68) mer., mar. 17 h. JULES ET JIM (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h, LE KID (A.) : Escurial, 13. (47-07r., sam., dêm. à 10 h (- de 15

LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11. (48-05-51-33) mer. 22 h, lun.

ans : 16 Fl.

LE LOCATAIRE (Fr.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer. 21 h, ven.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., 'v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 'mer., km., mar. 17 h, sam. 15 h 15. METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) mer. 22 h 30, jeu. 17 h 15, sam. 0 h 30, dim. 18 h 45.

METROPOLIS (All.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) (version sono-risée) mer. 20 h 20, dim. 22 h 10. 1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) mer. 17 h 45, mer. 22 h.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) mer. 14 h, jeu., dim. 16 h, ven., mar. 22 h. PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.): Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 10 h et 13 h 50, sam., dim., lun.,

mar. à 13 h 60. LE PETIT DINOSAURE ET LA VAL-LÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer., sam., dim., lun., mar. 13 h 60. LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) mar., sam., dim. 13 h 45, 15 h 15.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) mer. 20 h 45, jeu. 15 h 30, ven. 16 h, sam. 12 h, 18 h 05, 0 h 30, dim. 12 h, mar. 14 h. PIRATES (A., v.o.) : Action Rive

Gauche, 5. (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mer. 11 h 55. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Escuiel, 13• (47-07-28-04) mer., sem., dim. 10 h - de 15 ans : 15 F.). RAIN MAN (A., v.c.): Ciné-Planète magique, 3- (42-76-00-18) mer. 19 h, sam., dim., km. à 21 h 10, mar. à

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) mer., ven.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) mer., sam., dim. 14 h, 16 h. SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines. 5 (43-26-

19-09) mer. 22 h. STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia Champoliton, 5 (43-26-84-65) mer., jeu., ven., dim., lun.,

SWEET MOVIE (\*\*) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) mer. TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.f.): Grand Pavois, 15: (45-54-46-85) mar., sam., dim. 17 h, jeu. 13 h 45, km. 18 h, mar. 18 h.

THELONIOUS MONK (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09) mer., sam., lun. 22 h, jeu., dim. 18 h, mar. 16 h. TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS

(Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., lun. 13 h 30. TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) mer., lun., mer. 13 h 45. TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien. v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) mer., jeu., van. 14 h.

LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) mer., dim., lun., mar. 15 h, sain. 13 h 30. LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., dim., 21 h 40.

#### LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77). AVENTURES SUR LES ILES (Sov. v.f.) : Cosmos, 6- (45-44-28-80). BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande,

CENDRILLON (A., v.o.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); v.f.: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Rex. 2. (42-36-83-93); UGC Montpernasse, 6 (45-74-94-94) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-59); UGC Gobelius, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (46-39-52-43) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01) ; Le Gembetta, 20- (46-36-10-96). LA CHATTE SUR UN TOIT BRU-

LANT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) ; Les Trois Batzac, 8-(45-61-10-60). LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo - Espaça Jacques Tati, 5- (43-54-51-60).

LA DAME DE SHANGHA! (A., v.o.) : Kinopanorama, 15- (43-06-50-50).

DON GIOVANNI (Fr.-IL, v.o.) : Les Trois Beizac, 8- (45-61-10-60). DON QUICHOTTE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80). EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6. (46-33-10-821. FRANCIS HASKELL, QUESTIONS DE GOUTS (Fr.): Auditorium du Louvre, 1º (40-20-52-29).

HUIT ET DEMI (b., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4 (42-78-LÉON MORIN, PRETRE (Fr.4L) :

Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). SA MAJESTÉ DES MOUCHES t., v.o.) : Studio des Ursulines, 5. (43-28-19-09).

SATYRICON (IL, v.o.) : Accesone, 5-(46-33-86-86). LE SOUPIRANT (Fr.): Le Champo -Espace Jacques Tell, 5- (43-54-51-60). TRISTANA (Esp.-it.-Fr.) : Racine Odéon, & (43-28-19-68).

1

. 41-1-

A - 410

· . - #

19.0

17,5

4.4.7

CALMAN-LÉVY

Une grande année sur grand écran

ÉGLISE AUX QUATRE VENTS FILS DE SAINT BERNARD EN AFRIQUE Une fondation au Cameroun



PAR CHARBEL GRAVRAND 120 FF BEAUCHESNE 2. rue des Saints-Pères 75007 PARIS

ARTS Le Monde et SPECTACLES

# SCIENCES + MEDECINE

# Ménopause sous influence

La prescription de certaines hormones sexuelles permet de prévenir les symptômes de l'arrêt des menstruations. Nécessité médicale ou traitement de confort ? habituel consiste à administrer la plus

AUT-IL ou non «médicaliser» la ménopause? La pre-mière conférence de consenmière conférence de consensions organisée en France sur ce thème, et qui vient tout juste de rendre publiques ses conclusions (1), a fort utilement permis de mettre en lumière l'ensemble des difficultés soulevées par ce qui, pour ne pas être stricto sensu une pathologie. pas être stricto sensu une pathologie, n'en comporte pas moins de nombreux aspects médicaux. Publiquement posée depuis bientôt un quart de siècle, la question de la correction hormonale des troubles de la ménonormonaie des troubles de la meno-pause n'a pas encore trouvé – contrai-rement à ce que l'on a longtemps pensé ou espéré – de réponse simple et univoque. Plus encore, les nom-breux travaux menés sur ce thème semblent sonvent faire naître autant semblent souvent faire naître autant de problématiques qu'ils fournissent

Réponse thérapeutique indispensa-ble pour certains, médication de confort non dénuée de risques pour d'autres, la médicalisation de la ménopause, après le combat pour la contraction et l'interruttion volonmenopause, apres le comuni pour la contraception et l'interruption volontaire de grossesse, vient à sa manière illustrer les rapports souvent complexes, sinon ambigus, qu'entretiennent la médecine et la pratique de la

and and the

CONTRACTOR NOTES

e transfer

ia ménopause est avant toute chose un phénomène physiologique. Il s'agit en effet de la cessation des menstruations, traduction clinique de l'épuisement du capital folliculaire des ovaires. En pratique, les choses ne sont pas toujours simples, l'arrêt définitif des menstruations étant précédé d'une série de perturbations du cycle menstruel, conséquence de certaines consequence de certaines personnes hormonales auxquelles est menstruel, conséquence de certaines carences hormonales auxquelles est soumis l'organisme. Les femmes concernées soufrient ainsi de divers troubles : syndrome prémenstruel, règles plus abondantes, plus rapprohées ou au contraire plus espacées, réapparaissant parfois après plusieurs mois d'aménorthée.

« Le diagnostic d'arrêt définitif des menstruations ne peut donc être que rétrospectif, précise le professeur Leroy-Billiard (CHU de Lille). La ménogrape existe de la faille. menopause existe chez la femme qui n'a pas eu de règles depuis douze mois et chez laquelle un test aux progesta-



tifs (pris pendant dix jours) ne déclenche pas de règles. Le terme de a préménopause » encore utilisé par certains doit disparaître. » Ainsi, les deux définitions internationales utiles

posumenopause.

Il s'agit dans le premier cas de la période au cours de laquelle apparaissent les signes endocrinologiques, biologiques et souvent cliniques ainsi

que la période d'« incertitude» d'un an qui suit les dernières règles. Dans le second cas, on parle d'une menopause confirmée, qui peut se traduire cliniquement par de nombreux symptômes (bouffées de chaleur, sécheresse vaginale, troubles de l'humeur, etc.) caractéristiques de la meur, etc., caracteristiques de la carence en hormones estrogènes. Au-delà de ce symptôme, cette carence peut également avoir des effets patho-

logiques graves au plan osseux ou car-dio-vasculaire. Comme l'a rappelé M. Henri Leridon (Institut national des études démographiques), la plupart des études effectuées sur ce part des etudes entecuees sur ce thème situent entre 50 ans et 51 ans et demi l'âge médian de la méno-pause naturelle dans les populations européennes. Quelques travaux lais-sent par ailleurs penser que 10 à 15 %

45 ans, 50 % l'étant avant 50 ans et 90 à 95 % d'entre elles avant 55 ans. Si l'on retient la tranche 50-64 ans comme celle qui pourrait être justicia-ble d'un traitement, 4 millions et demi de femmis sont, en France, actuellement concernées et 6 millions le seront en 2020. C'est dire l'importance de la question soulevée tout comme l'ampleur des enjeux écono-

#### l'équilibre hormonal

l'équilibre hormonai

« En tenant compte des populations
d'origine non européenne, les âges
moyens restent compris entre 48 et
51 ans, la ménopause la plus tardive
étant plutoi le fait des populations
blanches, explique M. Leridon. L'âge
de la ménopause ne devrait guère évoluer dans les prochaines années. Toutefois, les résultats des différentes
éjudes ne sont pas homogènes en ce tefois, les résultats des différentes études ne sont pas homogènes en ce qui concerne le rôle de la nutrition. le statut économique, les effets de la parité, l'ûge des premières règles ou l'utilisation de la contraception orale. En revanche, l'effet le plus net semble ètre celui du tabac, dont la consomma-tion grance la ménonause d'un à deux tion avance la ménopause d'un à deux

Pour être schématique, les thérapeutiques de la ménopause consistent à administrer à la femme les hor-mones sexuelles dont elle est physio-logiquement privée du fait de l'arrêt de ses fonctions ovariannes. de ses fonctions ovariennes. On de ses fonctions ovariennes. On cherche ainsi, de diverses manières, à reproduire l'équilibre hormonal féminin caractéristique de la période située entre la puberté et la ménopause. On dispose pour cela des deux types d'hormones sexuelles concernées : les œstrogènes et les progestatifs. Les premières, qui comportent différentes catégories (composés naturels et œstrogènes de synthèse en particulier), ont souvent été utilisées pour faire dispoaraître les bouffées de chafaire disparaître les bouffées de chaleur et plus récemment pour prévenir l'apparition des troubles osseux ou cardio-vasculaires.

On estime généralement en France que seuls les œstrogènes naturels administrables par voie orale ou peradministraties par voie orac ou per-cutanée (gels), ou transcutanée (sys-tèmes adhésifs plus coûteux que les gels) sont efficaces et adaptés à ce

petite dose d'estrogène compatible avec un effet sur l'endomètre et sur l'os pendant vingt jours. Il faut complèter cette astrogènothérapie par une thérapeutique progestative de dix à qua-torze jours, soit en combinaison avec les æstrogènes, soit en succession, résume M. J.-P. Bercovici (Brest). En traitement discontinu, cette modalité peut être suivie d'une hémorragie de privation. Si la stimulation estrogenale est insuffisante ou si l'administration de progestatifs est prolongée, il peut ne pas y avoir de règles.»

Les rares données chiffrées sur la proportion des femmes concernées par la ménopause et suivant une hormonothérapie émanent de l'industrie pharmaceutique. Elles laissent penser qu'au total cette proportion est très minoritaire, inférieure sans doute à

C'est dans ce contexte que la conférence de consensus a tenté de répondre à quelques-unes des questions parmi les plus importantes. Elle a, du même coup, alimenté quelques controverses médicales et scientifiques tenant pour beaucoup au poids actuel de l'industrie pharmaceutique comme aux nombreuses spécialités médicales (rhumatologues, gynécologues-obstétriciens, gynécologues médicaux, généralistes, radiologues et spécialistes d'endocrinologie) concernées et souvent concurrentes.

#### JEAN-YVES NAU Lire la suite page 15

(1) « Médicaliser la ménopause». Cette conférence de consensus organisée par la Fondation de l'avenir avec le concours de la Mutualité française s'est teaue du 11 au 13 avril au siège parisien du CNRS. Le jury était présidé par le professeur Geneviève Barrier (chef du service d'anesthésie-reanimation, hôpital Necker, Paris). La conference était coordonnée par le professeur Jean-François Lacronique (CHU Henri-Mondor, Crèteil). Elle était parrainée par l'Académie nationale de médecine, la Fédération française de gynécologie-obstétri l'Unaformec, les sociétés françaises de méde-cine interne et d'endocrinologie ainsi que par la Fédération nationale des collèges de gyné-cologie médicale.

# Koweït: comment le désert s'embrasa

Un ou deux ans seront nécessaires pour arrêter l'incendie des centaines de puits pétroliers allumés par de véritables « experts »

l'incendie des puits koweitiens recouvre la situation de émirat d'un voile d'incertitude. Pourtant, les avis des techniciens et des journalistes qui sont ou ont été dans le Golfe convergent sur plusieurs points : d'une part, 550 puits de pétrole environ ont été sabotes, dont la plupart brûlent actuellement (1) faisant partir en fumée chaque jour 1 million de barils (plus de 850 000 tonnes); d'autre part, il ne sera pas possible d'éteindre ces incendies avant un ou deux ans; enfin la fumée émise par les incendies est extrêmement opaque, suffocante a collante et elle cache bien souvent le soleil dans une vaste région du Goife où la température, du coup, est, sous le nuage, inférieure d'une quinzaine de degrés Celsius à ce qu'elle est an soleil.

On sait, depuis la libération du Koweit, que le sabotage des puits a été remarquablement fait et que ce «travail d'experts» a commence dans les premiers jours qui ont suivi l'inva-sion irakienne. Il semble que les «spécialistes» irakiens ont vraiment déployé un extraordinaire génie de la alfaisance en enlevant, dans un certain nombre de puits, les vannes internes de sécurité qui se ferment automatiquement des que le débit d'un puits dépasse la normale, ou (et) en plaçant puis en faisant sauter des charges d'explosifs à l'intérieur des puits, ou encore en sabotant les têtes de puits et leurs vannes de sécurité de surface. Il y a aussi des puits qui explosent par bouffées en donnant naissance à des champignons de seu

Des specialistes français ont d'ailleurs remarqué que les images transmises par la télévision montrent des modes différents d'incendie. Le jet enslammé jaillit, en effet, des puits soit tout droit, soit en couronne, soit

ÉPAISSE fumée venant de à l'horizontale. Dans le premier cas, il semble que le jet de pétrole en feu sort par le tubing (voir l'encadré) intact. Si la flamme est en couronne, c'est probablement parce que le pétrole jaillit par l'espace annulaire situé entre le casing et le tubing et donc que ce dernier est cassé. Si le jet est à l'horizontale, on peut penser que les dommages concernent la tête de puits, en particulier ses vannes de sécurité.

#### Cinq sociétés au monde

Si les Irakiens ont vraiment fait sauter des charges d'explosifs dans les puits, on peut craindre que le rubing et aussi le casing soient cassés et peut-être même que la roche de la couche productrice ait été fracturée. Dans ce cas, la part des réserves koweitiennes de pétrole (plus de 14 milliards de tonnes) perdue serait sans doute supérieure aux 10 % qui vont, pense-t-on, s'envoler en fumée au cours des douze ou vingt-quatre prochains mois. On ne peut espérer, en effet, que les incendies ou les éruptions de centaines de puits puissent être arrêtés dans un laps de temps plus court.

Eteindre un puits de pétrole en feu et même maîtriser une éruption non accompagnée d'incendie - est dejà un travail difficile et dangereux seuls peuvent faire des techniciens hautement spécialisés et très entrainés (le Monde du 28 février). Une telle opération nécessite, pour chaque puits, plusieurs jours de tra-vail dans le meilleur des cas, plusieurs semaines parfois et même plusieurs mois lorsque le forage de puils déviés est nécessaire pour «tuer» un puits endommagé. Or le cas du Koweit est unique à ce jour. Il s'agit, en effet, de centaines de puits à éteindre et il n'existe au monde que cinq sociétés

spécialistes de ce genre de travail : quatre américaines - celle de «Red» Adair bien sur, Boots and Coots, Cadd Well Control et Wild Well Control - et une canadienne - Safety Boss. Cela suffit en temps normal car, le «marché», Dieu merci, est limité. On compte, en moyenne par an, une dizaine d'éruptions de puits avec incendic. Même si chacune des quatre sociétés américaines est appelée pour quatre ou cinq interventions par mois, car on a recours souvent à elles pour des incidents mineurs, telle une fuite dans une vanne, non accompagnés d'incendie.

Outre le nombre très limité du personnel compétent, d'autres facteurs ralentiront inevitablement l'extinction des incendies des puits du Koweit : les innombrables mines dont les Irares minomorables mines dont les tra-kiens ont truffé les champs pétroliers, les plages et le territoire koweitien dans son ensemble (les démineurs français en auraient déjà retiré quelques dizaines de milliers depuis l'arrêt de la guerre le 28 fèvrier dernier); les bombes aériennes et non explosées mais que la chaleur des incendies voisins fait sauter sans préavis de temps à autre; le manque d'eau dont les «pompiers» ont besoin en quantités tormes, soit pour se faire arroser par sécurité sous de vrais déluges, soit pour «noyer» les flammes quand c'est possible, soit pour délayer les boues dont des volumes très importants sont indispensables - après l'arrêt des incendies - pour maîtriser

l'éruption de chaque puits. On a certes pensé à utiliser, en sens inverse, les pipe-lines qui amenaient le petrole brut vers les postes de chargements situés en mer. En admettant que ces pipe-lines soient intacts ou vite réparés. Mais, de toute façon, le petrole y coulait par simple gravite. Il est donc impossible de faire circuler « naturellement » l'eau dans le sens contraire de celui du pétrole. Il faut

pousser l'eau par de très pompes ou par des batteries de pompes moyennes. Or de tels appareils n'existent qu'en nombre limité. Et même, en général, les plus grosses ne sont faites qu'à la commande...

Il y a aussi le pétrole, qui suinte ou jaillit de crevasses ou d'entonnoirs sans brûler d'un peu partout et dont les mares et les rigoles saturent littéralement le sol aux abords des puits, où pataugent et s'engluent les sauveteurs. Deux experts français, l'un du ser-

vice des pollutions du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, l'autre, qui est directeur d'Air-Paris, une société qui surveille la qualité de l'air, ont été envoyés pour une dizaine de jours au Koweit par le ministère français de l'environnement à la demande des autorités de l'émirat. Malheureusement, le camionlaboratoire apporté au Koweit n'était pas adapté à la situation exceptionnelle créée par l'incendie de centaines de puits de pétrole.

#### YVONNE REBEYROL Lire la suite et l'ensemble de notre dossier, page 14

(1) Une publication aussi sérieuse que l'International Petroleum Encyclopaedia avait écrit dans son édition de 1988 que 743 puits avaient été forès au Koweit en une quarantaine d'années, que 363 étaient alors eactifs» et que seulement le tiers de ces puits «actifs» étaient étroptifs – condition néossaire pour qu'un incendie de puits dure puns «acurs» ciarem cruputs - conotion nécessaire pour qu'un incendie de puits dure jusqu'à ce qu'on l'éteigne - (le Monde du 28 février). Manifestement, les chiffres de l'International Petroleum Encyclopacula l'International Petroleum Encyclopaedia étaient très sous-évalués: tout le monde est d'accord pour dire maintenant que le Koweit comptait, au moment de l'invasion du 2 août, un bon millier de puits, dont 80 % ont sauté et dont 500 à 600 brûlent. Peut-être cette difference de chiffres vient-elle de ce que l'International Petroleum Encyclopae-dia pourrait n'avoir pris en compte que les

# Evaluation, an I

Encore trop méconnue des professionnels de la santé. reuse possible, quels sont les développement de l'évaluation conséquences négatives de ces médicale (ANDEM) fêtera dans quelques jours son premier anniversaire. Cette structure originale, financée cette ann hauteur de 20 millions de francs par l'Etat et par la Sécurité sociale, vise pour l'essentiel à développer un nouvel état d'esprit au service de l'individu souffrant et de la collectivité des assurés sociaux. Il s'agit notamment, sur les sujets diagnostiques ou thérapeutiques parmi les plus controversés, de situer l'état de l'art grâce à l'analyse de la bibliographie internationale, à des échanges entre professionnels concernés et au vu des expériences fran-

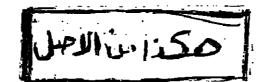
çaises et étrangères. Après un premier travail sur le lépistage des hépatites virales, l'ANDEM travaille aujourd'hui sur l'utilité des appareils d'ostéodensitométrie, sur le traitement des lithiases biliaires ainsi que sur les examens préopératoires. Autant de sujets où l'objectivité scientifique pourrait remettre en cause de nombreux comportements médicaux.

Lorsqu'elle tourners à plein régime, cette agence prévoit d'aborder chaque année cinq à six sujets différents. « Nous souhaitons avant tout que cette structure fournisse aux médecins les outils d'une aide à la lécision, explique le professeur Yves Matillon, directeur de l'ANDEM. La pratique de la médecine est aujourd'hui rendue très difficile, ne serait-ce qu'à cause de la multiplication des techniques mises à la disposition des praticiens. Il faut donc préciser, de la manière la

plus objective, la plus rigoupuisse choisir.

Outre qu'elle ne peut pas ne pas intégrer une dimension économique et qu'elle conduit inc vitablement vers la réflexion éthique, une telle démarche soulève au fond la question de la qualité de la formation actuelle des médecins. Pour le professeur Joël Ménard, président du conseil scientifique de l'ANDEM, le diagnostic est ici sans équivoque. Les médecins, dit-il, n'ont pas été formés à réfléchir à leur pratique en fonction des résultats de leur choix. Nous avons une formation descriptive, nous reproduisons tout ce que l'on apprend dans les livres, mais nous n'avons pas été formés en termes de choix. Or il est essentiel de ne plus faire les choses « pour voir » mais d'œuvrer dans un esprit pragmatique. Il nous faut intégrer la dimension de l'évaluation dans tous les gestes diagnostiques et thérapeutiques de la pratique médicale quotidienne. 3

Cette évaluation critique conduira-t-elle à remettre en question la liberté de la prescription médicale? « Cela peut effectivement être perçu de cette manière par ceux qui se refusent à intégrer la médecine individuelle dans le cadre d'une médecine globale avec ses paramètres économiques d'ensemble, estime le professeur Ménard, et il y a encore probablement beaucoup de gens qui ou bien n'y ont pas pensé, ou bien se refusent à l'accepter. >



# Sous un soleil noir

Pour certains témoins, l'incendie des puits de pétrole c'est l'Enfer de Dante recomposé

de notre envoyée spéciale NIMAGINABLE! On a beau avoir vu sur le petit écran des images apocalyptiques de puits crachant le feu sur fond de soleil noir, les mots manquent pour décrire l'ampleur de la catastrophe écologique qui frappe le Koweit depuis six semaines. « Tchernobyl, à côté, ce n'est rien!, s'exclame le docteur Abdelrahman Al Awadi. ministre chargé notamment de l'environnement auprès du premier ministre koweitien. « Saddam Hus-sein est le premier criminel de l'environnement de l'Histoire! Il faut mobiliser l'opinion internationale pour le juger ainsi que son régime et surtout éviter que cela ne se répète dans l'ave-

Une fois n'est pas coutume, l'indignation des autorités koweitiennes est partagée par les experts et les spécialistes. « Je ne croyais pas que ce soit possible avant de l'avoir vu!», reconnaissait, samedi 6 avril, le responsable d'une grande compagnie pétrolière au terme de sa visite. «C'est la plus grande catastrophe industrielle de tous les temps », s'exclame de son côté M. Gérard Thibaut, l'un des deux experts dépêchés sur place, le 27 mars, par le ministère français de l'environnement, non sans avouer toutefois sa perplexité.

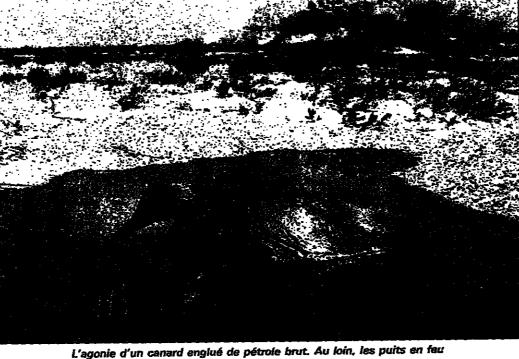
Comme tous les spécialistes étrangers venus constater sur place l'ampleur des dégâts, les deux « renifleurs», ainsi surnommes par les sillonné pendant deux semaines dans leur camion spécial les routes encrassées du petit émirat. En vain, Leurs appareils, concus pour analyser la pollution urbaine classique, ne permettent pas de mesurer les effets de cette situation sans précédent. « Il ne s'agit pas de polluants classiques et leur analyse est extremement compliquèe. Mais il n'est pas possible qu'une

pollution de cette ampleur ne pro-duise pas d'effets catastrophiques à plus ou moins long terme », recon-

Il suffit d'observer de près la catastrophe pour s'en convaincre. Des centaines de kilomètres avant la frontière l'horizon s'obscurcit. Le ciel bleu vire au tourterelle puis au gris de plus en plus plombé. Une atmosphère d'orage qui, des la frontière passée, tourne à l'apocalypse. C'est la nuit. Soleil, lumière, chaleur, les fumées de carbone dégagées par les puits pétroliers voisins bloquent tout. Les montres fluorescentes luisent au poignet, les voitures allument leurs ohares. Il faut parcourir des dizaines de kilomètres pour enfin échapper au nuage noir, opaque et bas, qui pèse sur le désert comme un gigantesque couvercle, ne laissant passer qu'une lumière rasante venue de l'horizon.

#### Tout est englué

Arrivé à Koweit, ce n'est guère mieux. La plupart du temps la cité baigne dans un brouillard malsain, pire que ceux qu'on peut observer dans les régions du monde les plus polluées comme la Silésie. Normalement, cette saison correspond dans le golfe Persique au début de l'été : le soleil y est d'ordinaire radieux, le ciel d'azur et les températures déjà chaudes (30 degrés environ). Actuellement on ne s'en aperçoit que certains jours bénis, lorsque les vents venus de la mer nettoient le ciel pour quelques heures. Caprice du temps. hélas! sans suite. Une ou deux fois poussent le nuage jusqu'au-dessus de la capitale et toute la cité s'enfonce à son tour dans la nuit artificielle. Les températures tombent en moins d'une heure de quinze degrés. « Cela évoque vraiment l'hiver nucléaire tant redouté », assurent des militaires français. Crasse, suie, fumées. Contrairement à ce qu'on a dit, le Koweit n'a jamais été un beau pays:



مكذا والاصل

quelques agglomérations certes riches, mais sans vrai caractère, un front de mer totalement artificiel arraché aux marais. Aujourd'hui c'est une décharge mal tenue. La ville saccagée par les troupes d'occupation. comme le désert alentours truffé d'épaves militaires, de cratères, et de mines portent partout les traces visibles de la pollution. La moindre pluie laisse des trainées noirâtres si collantes qu'elles ne partent pas à l'eau : il faut nettoyer les pare-brise à

un morceau de désert plat et gris, l'essence! Sable, bâtiments, les symptômes étant trop diffus pour machines, tout est englué.

Ce n'est pas le plus grave. Car les hommes paient, eux aussi, un lourd tribut à la nollution. Maux de gorge, allergies, asthme, migraines, toux persistantes, les symptômes varient avec les individus. Mais après quelques jours passés au Koweit, personne n'y échappe. Journalistes, militaires, diplomates, hommes d'affaires, tous en témoignent... à titre individuel. Car là aussi aucun bilan zlobal n'a encore pu être établi,

être aisément utilisés par les épidé-

piratoires, et de manifestations allergiques », reconnaît le docteur Al Awadi. « Mais la saison est aussi normalement celle des allergies. Nous pensons que d'ici deux mois l'impact exact pourra être mesuré », ajouto-t-il. Le 15 avril une nouvelle équipe d'experts internationaux devrait arriver à Koweit pour tenter de mesurer

l'impact de la catastrophe sur la végétation, les sols, et la santé. A partir de ses conclusions l'émirat organisera une conférence internationale pour débattre non seulement des conséquences possibles de la pollution mais aussi des eventuelles mesures de prévention.

Sans grandes illusions. La seule vraie parade consiste à éteindre les feux. Il faut survoler les champs pour comprendre pourquoi la tache prendra des mois sinon des années. «C'est littéralement l'Enser de Dante reconstitué! », plaisante à demi un pétrolier. Ciel noir, nuit artificielle. Sol noir lui aussi, totalement recouvert de suie épaisse ou, pis, de mares d'huile de plus en plus larges, qui rendent les accès immédiats inaccessibles même lorsqu'ils ne sont pas minés. Et des brasiers! Des centaines de brasiers de toutes teintes, de toutes formes. Des flammes hautes et minces, d'autres rondes, molles, d'autres enfin au ras du sol qui semblent être autant de cratéres actifs.

On en ressort choqué, partagé entre la fascination et l'honeur. Mais sans illusion. «La différence entre cette catastrophe et celle de Bhopal, qui avait fait deux mille morts d'un coup, c'est que celle-ci est chronique et non accidentelle. Il en a bien pour phis d'un an », explique l'un des deux a renifleurs » français.

Lentement mais surement la vérité commence à s'imposer malgré l'absence de bilan global. Les Koweitiens cux-même ne s'y trompent pas Depuis deux semaines ils quittent le pays par milliers. Témoin : le principal poste frontière au sud, a Khafii, encombré de centaines de véhicules bondés, agglutinés sur plusieurs kilomètres, dans l'attente de la déli-

**VÉRONIQUE MAURUS** 

# Après la guerre, la bataille sanitaire

Selon l'OMS, 4,1 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir le programme de santé d'urgence dans l'émirat .

de notre envoyé spécial

OUS les indicateurs médicaux en témoignent : avant son invasion par l'Irak, le Kowest était, d'un point de vue sanitaire, en tous points comparable à la majorité des pays industrialisés. L'espérance de vie y était de spixante et onze aus pour les hommes et de soixante-quinze ans pour les femmes, et on chiffrait alors à 16,3 pour mille le taux de la mortalité infantile.

Comment le système de santé de ce pays, caractérisé par une totale prise en charge des dépenses de soins par l'Etat, a-t-il vécu l'inva-

sion et l'occupation irakiennes? C'est pour répondre à cette question et pour fournir une solution aux différents problèmes médicaux qui se posent à la population koweitienne que, à la demande urgente du ministre de la santé publique de ce pays, l'OMS a envoyé une mission conduite par le docteur Daniel Tarantola, chef du programme de secours (division des opérations de secours d'urgence) de l'organisation mondiale.

Cette mission, composée de neuf experts spécialistes de diverses disciplines, a pu, au terme d'un séjour de trois semaines (16 mars-6 avril), établir un premier bilan après la fin de l'invasion irakienne.

L'une des premières conséquences de cette invasion a été le dénart d'un très grand nombre près de 80 % - de professionnels de santé qui, le plus souvent non koweltiens, ont regagné leur pays

\_\_\_\_ AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ~

MONDIALE INVESTISSEMENTS

SICAV DU GROUPE LA MONDIALE

La Sicav « Mondiale Investissements » a, par son conseil d'administration,

décidé de modifier sa fiche signalétique; en conséquence, les actionnaires sont informés que la valeur liquidative de la Sicav sera désormais publiée par ailleurs. Pour tout reuseignement, téléphoner au 40-08-45-45.

d'origine. C'est notamment le cas des infirmières (venues des Philippines, d'Inde, de Sri-Lanka, d'Egypte ou de Palestine), dont le nombre est passé de 9 900 à 1 600. Elles ont souvent, sur le terrain, été remplacées par des volontaires, koweitiens ou non, dont la formation et les compétences sont, semble-t-il, insuffisantes. De la même manière, le nombre des médecins en exercice est passé de 3 200 à mains de 1 000.

#### Le principal risque

Parallèlement à ces expatriations volontaires, les structures hospitalières ont été souvent touchées et ne fonctionnent plus aujourd'hui qu'à 20 % de leurs capacités. Le Mubarak Alkabeer Teaching Hospital, l'établissement le moins atteint, fonctionne, lui, à près de 50 %. « Si les murs des hôpitaux demeurent, la plupart des établissements sont entièrement saccagés. Les éléments-clés du matériel électromédical ont été soit dévobés, soit rendus inutilisables, explique le docteur Tarantola, C'est notamment le cas des centres de gastroentérologie, de néphrologie. Nous avons, d'autre part, été beaucoup touchés par la complète destruction du centre de médecine islamique, qui accueillait en permanence une trentaine d'universitaires. Il s'agissait là de chercher les racines d'une médecine aui a servi de base à la nôtre et dont le contexte spirituel a généralement été oublié. » Pour ce qui est des soins de santé primaires, seuls onze dispensaires (sur soixante-douze) fonctionnent. l'UNICEF ayant, pour sa part.

renouvelé le stock de vaccins et le matériel - la chaîne du froid nécessaire à leur conservation. L'OMS estime nécessaire et urgent l'envoi de six cent quatrevingts infirmières, afin de répondre aux besoins de base de la population.

Le principal risque auquel est aujourd'hui soumise la population tient à la forte pollution de l'air. due aux incendies des puits de petrole. « Tous ceux qui arrivent actuellement au Koweit ont immédiatement une impression d'angoisse, d'insécurité, rappelle le docteur Tarantola. Cela est dû à un ciel noir, qui semble devoir vous tomber sur la tête, à l'odeur de pétrole qui imprègne les vétements, un univers nocturne et a priori

insaluhre. »

La science, pourtant, ne semble oas encore en mesure de répondre quant à la nocivité d'une telle atmosphère. Les premières analyses effectuées par l'Agence américaine pour la protection de l'envi-ronnement sur les différentes concentrations de gaz toxiques ont fourni des données plutôt rassurantes. « Ces analyses n'out toutefois rassuré que provisoirement et en réalité bien peu de monde», note-t-on au siège genevois de l'OMS. D'autres travaux, français. sont en cours, visant à déterminer les taux exacts de produits potentiellement cancérigenes (hydrocarbures aromatiques) ou très toxiques (métaux lourds). Aucune catastrophe similaire n'avant été observée à ce jour, les experts se gardent bien d'établir des prévi-

#### Traiter les traumatismes psychologiques

Quant aux conséquences sanitaires de l'actuelle pollution, qui, de toute évidence, sévira encore durant de longs mois, pour l'heure la seule pathologie observée semble être, selon les expens de l'OMS, la recrudescence des troubles respiratoires, allergiques ou cardiovasculaires chez des personnes ayant des antécèdents de ces maladies. Toutefois, differents temoi-

gnages, émanant notamment de journalistes, laissent penser que ces troubles seraient beaucoup plus fréquents (lire ci-contre l'article de notre envoyée spéciale Véronique Maurus). Aucun déplacement de population n'est, pour l'heure, à l'étude, la prévention se résumant à l'information des personnes à ris-

Grace à l'usage d'antibiotiques à large spectre et au rappel des règles d'hygiène diffusées via les mosquées, la menace infectieuse semble aujourd'hui repoussée, et ce en dépit de l'identification de vibrions cholériques chez des personnes de retour d'Irak. L'autre danger concerne la présence dans le sol de très nombreux objets explosifs, à l'origine de plusieurs accidents auotidiens. Le nombre de ceux-ci pourrait malheureusement augmenter avec l'accroissement prochain de la population. qui pourrait passer de 500 000 à

million d'habitants. Enfin, il apparaît indispensable aux experts de l'OMS de mettre en place, conjointement avec l'UNI-CEF, un programme spécial pour traiter les traumatismes psychologiques consécutifs à la guerre, l'accent devant être mis en particulier sur les enfants, les prisonniers de guerre rapatries et toutes les personnes ayant été victimes ou témoins d'atrocités.

Au total, la direction générale de l'OMS a fixé à 4,1 millions de dollars le coût des compétences des services et du matériel médical nécessaires pour un plan d'urgence de trois mois. « J'en appelle au secrétaire général des Nations unies pour qu'il soutienne ce programme de santé d'urgence et fournisse les moyens financiers », a déclaré le docteur Hiroshi Nakajima. Cet appel, indique-t-on en substance à Genève, s'adresse également à tous les Koweitiens expatriés qui souhaitent participer financièrement à la reconstruction de leur pays. Lequel, souligne-t-on, a longtemps été un grand bailleur de sonds et

n'a pas l'habitude de solliciter

l'aide internationale.

J.-Y. N.

# Comment le désert s'embrasa

Cependant, quelques analyses ont pu être faites. Curieusement. l'air ne contient pratiquement pas de gaz aussi toxiques que l'oxyde de carbone ou les oxydes d'azote; tout juste, certains jours selon le vent, un peu ou beaucoup d'ozone et de dioxyde de soufre, sans doute en raison du fait que la température de combustion du pétrole n'excède pas 700 ou 800°C.

Mais il y a les particules faites de carbone (et aussi d'un peu d'hydrogine). Les grosses retombent très vite et ne vont donc pas bien loin. Les petites sont en cours d'analyse en France. Ce seraient les particules qui rendent, certains jours en fonction du vent, l'air irrespirable. Selon certains experts, elles seraient porcuses de par la combustion incomplète du pétrole Les produits légers s'envoleraient

mais, par pyrolyse, il y aurait forma-

tion d'hydrocarbures lourds qui seraient piégés dans les pores des par-

ticules et oni seraient cancérieènes. Les petites particules pourraient être transportées par le vent pendant cinq jours - peut-être jusqu'au Népal. Mais après ce délai maximal, elles retombent forcement et ne peuvent donc pas faire le tour de la Terre. En outre, contrairement aux poussières volcaniques qui sont projetées à haute altitude jusque dans la stratosphère, les particules resteut cantonnées dans

la basse atmosphère. Les particules expliquent probablement pourquoi les personnes qui vivent au Koweit en permanence ou temporairement souffrent de problèmes respiratoires, ont le nez, la gonze et les poumons irrités et ont même parfois le sentiment d'étouffer

comme des poissons hors de l'eau. YVONNE REBEYROL

### Casing de chemisage et tubing de production

forage, le puits est chemisé par des tubes d'acier (le casino) qui assurent la tenue des parois et l'étanchéité du puits : ils sont très solidement scellés sur la plaque de base supportant la tête de puits et du ciment est coulé entre eux et les parois. Ainsi les boues de forages, qui descendent par l'intérieur du train de tiges, peuvent-elles remonter - avec les débris de la roche déchiquetée par l'outil de forage - par l'espace annulaire compris entre le train de tiges

Le diamètre des tubes va en décroissant avec la profondeur. On commence par un tube de gros diamètre (de l'ordre de 75 à 50 centimètres). Lorsque le forage a atteint une profondeur de quelques dizaines de mètres, on diminue le diamètre de rubes de chemisage. Le nouveau casing - plus petit - est introduit dans le premier. Lui aussi est scellé sur la plaque de base mais il descend plus bas. Et ainsi de suite tout au long des opérations de forage.

et les tubes de chemisage,

Un puits terminé est ainsi chemisé par toute une série de tubes qui sont tous scellés sur la plaque de base et dont la longueur varie (le plus petit étant le plus long). Vu en coupe - si c'était possible - un puits ressemblerait assez à une longue-

vue mal dépliée. Pour la production, on installe dans le puits chemisé le tubing, c'est-à-dire un tube spécial. d'une dizaine de centimètres de diamètre le plus souvent, par lequel monte le pétrole. C'est dans le tubing que sont installées les vannes internes de sécurité (lorsqu'il y en a, ce qui n'est pas toujours le cas pour les champs de terre ferme mais ce qui est la règle absolue pour

les champs offshore). Un puits de production est coiffé d'une tête de puits qui comporte des vannes de sécurité et des entrées de petits tuyaux, les choke lines, par lasquels on peut intervenir dans le puits, en y injectant, par exemple, des boues.

# Univers de violence

Dernier satellite géant mis en orbite par les Américains, le Gamma Ray Observatory va traquer les astres suspects



Casing de chers et tubing de proces

n instant, les responsables de la NASA ont bien cru que tout était perdu. Un instant, ils ont craint que ne se renouvelle l'affaire du télescope spatial Hubble qui, à peine mis en orbite, se tévéla n'être qu'un vieillard fragile affligé d'une myopie génante. Dieu merci, le pire a été évité, et le satellite d'observation des rayons gamma (Gamma Ray Observalory) que la navette Atlantis abritait dans sa soute a pu être mis en orbite grâce à l'intervention habile de deux

des astronames de l'équipage, Jerry Ross et Jav Apt. Sanglés dans leur scaphandre. «Tom et Jerry», comme les surnom-ment les contrôleurs au sol du centre spatial de Houston, ont su reussir et débloquer à la main l'antenne récalcitrante du satellite géant de 17 tonnes, là où leur collègue Linda Godwin avait échoué avec le bras télémanipulateur de la navette. Une processe dont la NASA avait bien besoin, car on voit mai comment elle aurait pu une nouvelle fois expliquer une telle défaillance sur un satellite de 615 millions de dollars (3,5 milliards

L'affaire aurait été d'autant plus délicate que ce nouveau satellite amé-

ricain est, avec le télescope Hubble, l'un des quatre grands observatoires astronomiques automatiques dont la NASA a programmé la mise en orbite. Les deux autres, le satellite d'observation astronomique XAXAF (Advanced X Ray Astrophysics Faci-lity) et le satellite d'observation astronomique infrarouge SITF (Space Infrared Telescope Facility), doivent compléter ce formidable dispositif d'observation dans le milieu des

Ainsi, les astronomes pourront-ils se livrer à une surveillance tous azi-muts du ciel puisqu'ils seront alors capables de surveiller l'univers sur l'ensemble du spectre : dans le visible et l'ultraviolet avec Hubble; dans l'infra-rouge avec STTF; dans le domaine des rayons X avec AXAF et dans celui des rayons gamma avec GRO. Les scientifiques ne sauraient en effet se contenter anjourd'hui pour leurs recherches des seules observations faites dans le domaine de la lumière visible (longueurs d'onde comprises entre 400 et 800 nanomètres), c'est-àdire dans le domaine auquel l'œil

Ne pas accéder à des longueurs d'onde plus élevées (rayonnement infrarouge et radio) ou plus basses

(ultraviolet, rayonnements X et gamma) revient d'une certaine manière à être sourd et en partie avengle. A ne voir qu'une infime partie de l'univers. A ne connaître qu'imparfaitement, par exemple, des astres chauds comme Sirius dont le maxi-mum d'émission de lumière se fait dans l'ultraviolet. A ne disposer que d'informations fragmentaires sur une étoile froide comme Antarès faute de disposer d'appareils d'imagerie infra-

#### N'être ni sourd ni aveugle

L'avènement, depuis la guerre, de nouvelles techniques de détection dans les domaines des courtes et des grandes longueurs d'onde a permis de corriger cela. Dernière en date de ce formidable arsenal, l'astronomie gamma, née au début des années 70, est promise vraisemblablement au plus bel avenir dans la mesure où les rayous gamma semblent constituer des traceurs de choix de la violence dans l'univers.

Violence de ces étoiles massives qui, après avoir utilisé une infime partie de leur énergie de masse au cours de leur courte vie (quelques millions d'années), disparaissent dans une explosion spectaculaire (1) comme la célèbre supernova de la nébuleuse du Crabe (4 juillet 1054) ou celle du Grand Nuage de Magellan (24 février 1987). Violence aussi de

brefs (quelques secondes) découverts voici une vingtaine d'années et dont le phénomène reste encore un mystère, meme si quelques-uns paraissent pouvoir être associés à ces astres particuliers que sont les étoiles à neu-

C'est pourquoi la communauté scientifique attend beaucoup de l'astronomie gamma qui, chaque année, nier événement en date : la découverte. l'an dernier, par la caméra fran-çaise Sigma installée sur le satellite soviétique Granat, d'un curieux objet situé à 300 années-lumière du centre de notre galaxie et qui dissuse en ravonnement gamma une energie plus de dix mille fois supérieure à celle du Soleil (le Monde du 4 juillet 1990).

D'autres curiosités sont bien sur attendues qui viendront compléter le hestisire des scientifiques, car ce n'est pas la première sois que des satellites de détection des rayons gamma sont lancés. Mais c'est la première fois que des engins d'une taille aussi imposante que celle de GRO le sont.

Ce changement d'échelle n'est pas sans incidence sur les performances de ce satellite géant. Bien que depuis les années 60, une demi-douzaine d'expériences sur les rayons gamma aient été mises en œuvre soit sur des ballons, soit sur des satellites de taille modeste (Explorer, Vela, Venera, Prognoz, Oso-3 et 7, Cos-B, Granat).

ces sursauts gamma extrémement aucune n'a les performances du GRO fabrique par TRW.

Croisant à 450 kilomètres d'altitude pour s'affranchir des effets néfastes des particules chargées piégées par le champ magnétique terrestre, GRO devrait être capable de localiser avec une précision dix fois plus grande (de 1 à 0.1 degré) les sources de rayonnements gamma. Mais il devrait aussi être en mesure de détecter des objets dix à cinquante fois plus faibles que ceux - une trentaine - qui ont déjà été répertoriés, et ce dans une gamme du spectre relativement large (photons d'énergie comprise entre 20 kev et 30 gev). Cela n'était guére le cas de ses prédécesseurs plus spécialisés.

Pour ce faire, GRO qui, paradoxe apparent pour un observatoire astronomique, est totalement dépourvu de télescopes et de miroirs, est équipé en vue de quatre expériences. La première, BATSE (Burst and Transcient Source Experiment), aura la charge de détecter ces fameux sursauts gamma. On s'attend à ce qu'elle enregistre entre 100 et 400 de ces phénomènes par an. de quoi alimenter la curiosité des chercheurs et mettre peut-être un terme à cette énigme. La deuxième, OSSE (Oriented Scintillation Spectrometer Experiment), très sensible à la signature spectrale des éléments radioactifs, observera les novas et les supernovas productrices importantes

La troisième, COMPTEL (Imaging Compton Telescope), est une sorte de camera à la construction de laquelle les Hollandais et les Allemands ont participé et qui devrait permettre de cartographier largement le ciel. La dernière, ensia, EGRET (Energetic Gamma Ray Experiment Telescope). étudiera, du fait de ses perfomances particulières dans le domaine des rayons gamma de très haute energie, les phénomènes les plus violents : les fameux quasars et leurs fabuleuses et encore inexplicables émissions d'encrgie, mais aussi les réactions de la matière au voisinage de ces trous noirs, formidables puits gravitationnels qui avalent tout ce qui les entoure et dont on soupconne l'existence sans pouvoir effectivement la

Depuis des années, la chasse au trou noir est ouverte. GRO permettra-t-il de «lever» un premier «lievre» et de localiser un premier candidat? C'est tout le mai qu'on lui

#### JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Dans ce type de phénomène, la formi-dable élévation de la température du milieu ambiant ainsi que la forte accideration don-née à la matière environnante favorisent la production de rayonnements de haute éner-gie – gamma en particulier – soit par l'émis-son thermique d'un gaz chaud, soit par l'interaction de particules de haute ênergie avec

# Ménopause sous influence

Suite de la page 13

Le jury de la conférence, après avoir entendu de nombreux experts, est tombé d'accord pour dire que le traitement substitutif bormonal de la ménopause permet d'améliorer rapidement les très nombreux troubles qui caractérisent cette période de la vie et qui doivent être différenciés des conséquences du vieillissement : bouffées de chaleur, sueurs nocturnes, crampes, insomnies, troubles de l'hu-meur d'apparition récente, sécheresse vaginale ou troubles du comportement sexuel.

En revanche, pour ce même jury, le traitement hormonal ne permet pas de manière aussi nette d'obtenir une amélioration pour ce qui est des différents stades de l'ostéoporose (déminéralisation osseuse simple, douleurs rachidiennes, tassements vertébraux. fractures), des accidents coronariens ou de certains troubles fonctionnels génito-urinaires, au premier rang des-quels l'incontinence urinaire, qui semble concerner une proportion élevée de femmes ménopausées mais qui est très généralement cachée.

La conférence de consensus a par ailleurs permis de rappeler les inconments hormonaux de substitution, qu'il s'agisse de l'utérus et du sein (le risque accru de cancer de l'endomètre est contrecarre par une prescription de progestatifs) ou des troubles des concentrations de lipides sanguins. vis-à-vis desquels les œstrogènes naturels par voie percuranée semblent être plus inoffensifs. Le plus utile ici semble être un traitement contemporain des premiers symptômes de la ménopause. Toutefois, ce traitement peut aussi être mis en œuvre avec profit aux alentours de la soixantaine. Par ailleurs, il importe de préciser que si

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesoume, gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédiscuon Jacques Guilu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef

Thomas Ference

Daniel Vernet

Anciens directeurs :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Téi. (1) 40-55-25-25 Telécopeur 40-55-25-95 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BELVE-MÈRY 9452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Téi. (1) 40-65-25-25 Téicopeur 49-60-30-10

ert Beuve-Méry (1844-1969) cours Fauvet (1969-1982) ndré Laurens (1982-1985) ndré Fontaine (1985-1991)

l'objectif visé est la prévention des pertes osseuses (ostéoporose), cette thérapeutique devrait être administrée pendant un minimum de cinq ans, ce qui, semble t-il, est rarement le cas aujourd'hui en France.

Un tel traitement hormonal ne peut nullement être prescrit chez toutes les femmes. La contre-indica-tion absolue ici est un antécédent de cancer du sein. En l'absence de cer-tirude scientifique, toute une série d'autres contre-indications doivent d'en respectées : antécédents de cancer de l'autres contre-indications de cancer de l'endomètre, antécédents familiaux de cancer du sein, troubles importants des concentrations de certains lipides sanguins (triglycérides).

#### 300 000 femmes

concernées chaque année D'autres pathologies mériteraient par ailleurs des études complémen-taires, qu'il s'agisse du diabète, de l'hypertension artérielle ou encore des écédents de thrombose veineuse. « Nous reconnaissons, expliquent les membres du jury de la conférence, que la ménopause provoque des inconvénients qui perturbent la vie des femmes. Ces troubles constituent un véritable problème de santé publique. 300 000 femmes atteignent chaque année en France l'age de la ménopause. La charge financière liée aux conséquences de cet état est de l'ordre de 7 milliards de francs annuels. Toutes les données dont nous disposons mettent en évidence l'empirisme des pratiques médicales et la rareté des recherches cliniques menées sur ce thème dans notre pays. Il est indispen-sable d'établir des stratégies à mettre

régulière des femmes ménopausées. qu'elles soient traitées ou non trairence, il est essentiel par ailleurs de souligner que la ménopause, au second rang des preoccupations médicales quotidiennes, ne correspond, sur les bancs des facultés de médecine,

en œuvre, une surveillance médicale

qu'à deux heures d'enseignement. Sur l'un des chapitres les plus controversés, le jury estime qu'il n'existe « aucun indicateur clinique ou paraclinique ayant une valeur prédictive satisfoisante pour l'ostéoporose avec risque de fracture. Les résultats des disserents appareils de densitomé trie osseuse, qui sont en cours de stan-dardisation, ne constituent nullement des arguments de décision thérapeutique ». « Il existe, ajouto-t-il, une forte présomption clinique de l'efficactié du traitement hormonal à long terme dans la prévention du risque de fracture, mais cette présomption nécessite d'être confirmée par des études clinioues rigoureuses.»

Au total, les membres de ce jury estiment qu'en l'état actuel des connaissances, et contrairement aux professions de foi de certains, il est hors de question de prescrire systématiquement un traitement substitutif hormonal à l'ensemble de la popula-tion férminine française touchée par la ménopause. Au-delà des risques èvidents qu'elle comporterait, une telle prescription systématique correspon-drait, au fond, à une médicalisation forcée d'une période de la vie dont la traduction clinique n'est, pour certains, que la manifestation du cours normal de l'existence humaine.

JEAN-YVES NAU



Paris - Béziers Paris - Bergerac

Paris - Périgueux

Paris - Agen **Paris - Epinal** 

Paris - Le Puy

Il y a déjà 92 vols hebdomadaires au départ de Paris et, dès ce printemps, 7 nouvelles lignes européennes : Saragosse, Amsterdam, Dublin, Manchester, Newcastle, Belfast et Florence. Pour connaître toutes nos destinations, le plus simple est encore de vous munir de notre guide

AIR LITTOR Mais jusqu'où vont-ils aller?

Réservations centrales: Tél. 16 (1) 47 35 70 71 - 67 65 49 49, ou se renseigner auprès de votre agence de voyages la plus proche

# Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principeux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, geruni.

Reproduction interdite de tout article.
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN :0395-2037

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

Le Monde

PUBLICITE

Philippe Dupuis, directeur commercia

Tel.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71

Télex MONDPIIB 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION : PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 (VRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 49-60-30-10 Télex: 261.311 F

# BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

**ABONNEMENTS** I. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 49-60-32-90

Terif	FRANCE	SUIS-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS void normale CDE
3 (BQS	408 F	572 F	790 F
6	780 F	1 123 F	1 560 F
3E	) 400 F	2086 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie Pour vous abonner. renvoyer ce bulletin npagné de voire règlement

à l'adresse ci-dessus

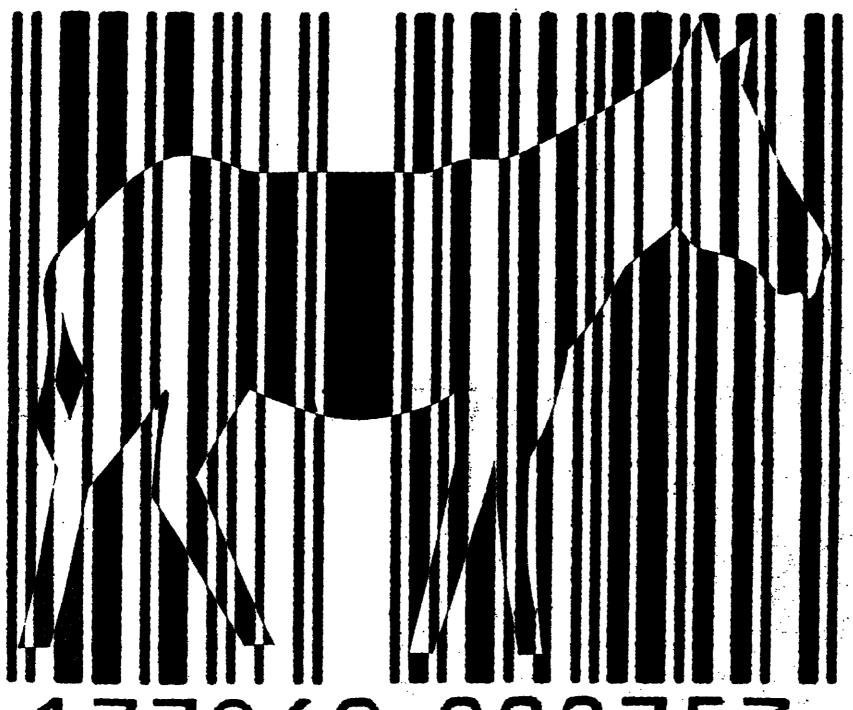
provisoires : nos abonnés sont inv semaines avant leur départ, s

۱	t ass
ľ	Nom:
٦;	Prénom :
ال	Adresse:
1	
	\ <del></del>
1	Code postal:
1	Localité:
)- j-	Pays:
£.	Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tous! Noms propres en capitales d'imprimere. PP.Pasis F

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

16 Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Erreurs sur les codes barres! Parce que chez Leclerc un prix est un prix, voici notre nouveau cheval de bataille.



177960 000757

Le système des codes barres a permis aux hypermarchés de réduire les erreurs d'étiquetage sur les produits, d'améliorer leur gestion et de satisfaire davantage le consommateur grâce aux factures détaillées fournies à la caisse. Mais Madame Neiertz a raison, trop d'erreurs subsistent. C'est pourquoi tous les Centres E. Leclerc s'engagent à rembourser l'article dont le prix inscrit sur le ticket de caisse ne correspondrait pas à celui indiqué en rayon. Un bon moyen d'éviter les polémiques, non?

E.LECLERC []



un priv.

itaille.

19 Desprévisions de EntSEE sur la croissance. 20 Le récia du décriscipants.

21 Bourse de Paris

22 Div quotidiens de l'ex HDA privatiste. - Antenrie 2 adopte un budget en déficit.

BILLET

### La sortie d'Henri Krasucki

Après MM. Edmond Maire, André Bergeron et Jean Bornard, M. Henri Krasucki va quitter, à la fin de janvier 1992, lors du prochain congrès de la CGT, l'avant-scène syndicale . Sans surprise. Le secrétaire général de la CGT a annoncé officiellement le 15 avril qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat, précisant que sa décision n'avait « aucun caractère politique mais tout simplement des raisons naturelles et évidentes ». Agé de soixante-sept ans, M. Krasucki entend pourtant «poursuivre» sa participation à la vie de la CGT, tout en restant au bureau politique du PCF et à la vice-présidence de la Fédération syndicale mondiale.

A première vue, le bilan de l'ère Krasucki (juin 1982-janvier 1992) est globalement négatif. Sur une période de dix ans (1977-1987), la CGT a perdu officiellement plus de la moitié de ses effectifs, soit près de 1 300 000 adhérents I Aux élections aux comités d'entreprise, son score est tombé de 32 % en 1981 à 25,1 % en 1989. Son influence s'est affaiblie tandis que son alignement sur le PCF s'est accentué. Meigré les journées d'actions à répétition, sa capacité de mobilisation s'est largement réduite. Dans bien des occasions, elle s'est placée, résolument et même obstinément, hors du jeu

Pourtant, le déclin de la CGT, amorcé avant 1982, n'est que le reflet de celui du syndicalisme, et M. Krasucki a fait montre de beaucoup plus de qualités que ses médiocres prestations télévisées n'en laissaient deviner : intelligence brillante, esprit cultivé, il fut un tacticien rigoureux, un négociateur expérimenté, il a su analyser très vite la crise du syndicalisme sans rechigner à l'autocritique et en ouvrant la voie au « syndicalisme de proximité». Tombeur de M. Georges Séguy, symbole de l'ouverture, placé sous la surveillance de plus dur que lui en 1985, il a souvent tenté d'occuper une position médiane, en veillant à maintenir certaines formes de débat.

La succession de M. Krasucki est quasiment régiée. Mais le choix reconquérir son audience, son influence, ou au moins stopper l'hémorragie, et retrouver une place dans le jeu social, quinte à être moins systématique. Bref, elle doit tirer les leçons des changements intervenus à l'Est. M. Louis Viannet, cinquante-huit ans, déjà numéro un bis, est le mieux placé. Membra du bureau politique du PCF, où il est parmi les fidèles de M. Marchais, ce que n'était plus « Krasu », il pourrait assurer une transition avant qu'en 1995 ou après M. Alain Obadia, quarante et un ans, dirigeant de l'UGICT, prenne la relève. Pour l'heure, la CGT est sans doute encore trop ouvriériste pour accepter d'être dirigée par un cadre.

MICHEL NOBLECOURT

Les négociations financières internationales et l'inauguration de la BERD

# Tokyo s'oppose à Washington à propos de la dette polonaise

Parmi les questions évoquées dimanche soir 14 avril à Londres – lors de la réunion du groupe des septs pays les plus industrialisés (G7) qui avait précédé l'inauguration de la BERD – figurait le problème des dettes des pays en développement et des pays de l'Est. Et c'est sur ce problème, autant, semble-t-il, que sur la participation financière aux frais de la guerre du Golfe (le Monde du la guerre du Golfe lle Monde du 16 avril) que les représentants des Etats-Unis et du Japon se sont

La presse anglo-saxonne s'est fait l'écho d'une longue conversation qui opposa dimanche soir, avant le diuer officiel des pays du G7, MM. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor américain, et Ryutaro Hashimoto, ministre ianonais des finances. Les deux japonais des finances. Les deux hommes se seraient faits des hommes se seraient faits des reproches mutuels, l'Américain assurant que Tokyo n'avait pas versé toute la contribution promise pour la guerre du Golfe, le Japonais s'en défendant et critiquant la façon dont Washington s'était comporté dans le traitement de la dette polonaise. traitement de la dette polonaise.

Le 20 mars dernier, à l'occasion de le 20 mars oernier, a 1 occasion de la visite du président Lech Walesa à Washington, les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils effaçaient 70 % des emprunts publics contractés par la Pologne auprès d'eux. Cette décision allait plus loin que l'annulation de

Parmi les questions évoquées limanche soir 14 avril à Londres ors de la réunion du groupe des epts pays les plus industrialisés (G7) qui avait précédé l'inauguration de la BERD o figurait le problème des BERD o figurait le problème des lettre des reus en dévaloncement et le reus en de la reus en rale, assurant que si certains faisaient plus et d'autres moins le résultat ne

C'est une critique en trois points qu'a reprise M. Hashimoto: une tel comportement encouragera les autres pays débiteurs à demander de pareils ndons; les Etats-Unis se contredisent puisqu'ils avaient toujours insisté pour que les pays endettés honorent leurs engagements; il est à crainde que ce changement d'attitude – qui s'explique par des raisons politiques – n'ouvre une nouvelle période au cours de laquelle les remises de dettes se feront sur des bases bilatérales et selon des critères qui n'auront plus rien d'économiques. Tout en reconnaissant que son premier ministre, M. Toshiki Kaifu, s'était engagé à accorder de nou-veaux crédits à la Pologne, M. Hashimoto aurait déclaré que la décision du Club de Paris avait créée une situation nouvelle. Selon le Financial Times. M. Hashimoto n'aurait annoncé aucune date pour de nou-veaux prêts, ajoutant même qu'il n'y aurait peut-être pas de nouveaux

# Les Etats-Unis freinent les ardeurs européennes sur la reconstruction de l'Est

Le souhait de M. Jacques Attali, président de la BERD, de faire de l'inauguration, à Londres du 15 au 17 avril, de cette nouvelle institution financière une grande rencontre internationale a en partie été exaucé, mais l'agitation propre à ce genre de réunion n'a pas masqué les divergences sur les priorités : redémarrage de la croissance des pays industrialisés ou soutien effectif aux réformes économiques des pays de l'Est.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

M. Jacques Attali souhaitait faire de l'inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le téveloppement (BERD) dont il est le président, une grande rencontre financière internationale, d'ampleur comparable à celle qui se tient chaque année en septembre à l'occasion de l'assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Il y est en partie parvenu. Diner des représentants du groupe des sept pays industrialisés la veille de la réunion, salle de presse enfiévrée,

discussions polyglottes dans les cou-loirs... On retrouvait l'ambiance de Washington en ce lundi 15 avril avec. en prime, un petit soleil londonien, et en prime, im pent soren antanten, ce un groupe d'habitués où quelques invités supplémentaires – les repré-sentants des pays de l'Est – jetaient un brin de nouveauté et d'imprévu.

En gestation depuis dix-huit mois, la BERD a donc prouvé son existence, bénie par la trentaine de chiefs d'Erat et de gouvernement présents aux cérémonies d'inauguration. Dix-huit mois c'est court rous mattre en aux cérémonies d'inauguration. Dix-huit mois, c'est court pour mettre en place un nouvel organisme financier international, même si son champ d'action est limité à une zone géogra-phique précise, en l'occurrence l'an-cienne Europe de l'Est. Pourtant, durant ce laps de temps, le contexte politique et économique a considéra-blement changé à l'Est.

#### La métaphore de la jeune fiancée

A travers les discours laudateurs A travers les discours laudateurs sur la mise au monde de la première institution réunissant les deux parties de l'Europe, des signes d'inquiétude ont souvent percé. Ainsi, dans son discours, M. François Mitterrand a-t-il souligné la fragilité des nouvelles démocraties de l'Est et le risque de déciaréeration m'elles encourant si les désintégration qu'elles encourrent si les désintégration qu'elles encourent si les réformes économiques n'avancent pas suffisamment vite au goût des populations. « Si les difficultés économiques et sociales s'aggravaient dramatiquement et que ces pays étaient laissés à leur sort, ils atteindraient le niveau de développement souhuité, mais au bout de combien de temps? Rapidement, leurs nouvelles institutions démocratiques seraient menacées », a déclaré le ques seraient menacées», a déclaré le président français.

président trançais.

« Nous aurons ensemble à affronter une tâche extrêmement complexe, où se mêleront les exigences financières, les nostalgies nationales, les ambitions particulières. Si l'on n'y prend garde, menaceront chômage, récession, xénopolité et intellement à affirmé nour phobie et intolérance», a affirmé pour sa part M. Attali, avant de dédier

cette journée à « Von Stauffenberg et Jean Moulin, Benes et Masaryk, Gar-cia Lorca et Sakharor».

Intervenant à la table ronde nitervenant a la table ronde orga-nisée pour les chefs d'Etat lundi après-midi, à Lancaster House, le pré-sident yougoslave, M. Ante Markovic (qui devait rencontrer M. Mitterrand en tête-à-tête), s'est inquiété de la montée des lessions sociales en raien tête à tête), s'est inquiété de la montée des tensions sociales, en rai-son desquelles « les aspirations légi-times à l'expression d'une identité nationale tendent à dégénèrer en chau-vinisme anachronique». Son propre pays n'est-il pas actuellement en pleine décomposition?

La BERD doit contribuer à améliorer le niveau de vie en Europe de l'Est de sorte qu'un jour tous les États du continent puissent appartenir à une même zone politique et économique. Les dirigeants de l'ancienne que. Les dirigeants de l'ancienne Europe socialiste ont rappelé qu'ils étaient déjà candidats à une adhésion à la CEE, le premier ministre polo-nais, M. Jan Krzysztof Bielecki, allant jusqu'à utiliser l'image d'une jeune fille qui fera tout pour être sure de plaire à son futur mari. Mais il faudra sans pui doute attendre longtemps sans nul doute attendre longtemps pour que l'Europe parle d'une seule voix, et certains actionnaires non européens de la Banque n'ont pas hésité à freiner les ardeurs de leurs collègues. Ainsi, le secrétaire améri-cain au Trésor, M. Nicholas Brady, a-t-il affirmé que les Etats-Unis ne peuvent se contenter de négocier avec l'Europe sur la base du plus petit commun dénominateur entre ses membres, ni de négocier d'abord avec la Communanté puis avec chacun des Etats. Clairement, les interventions de M. Brady contrastaient avec celles des dirigeants européens. Pour lui, «le hesain le plus urgant à l'houre besoin le plus urgent, à l'heure actuelle, est celui d'une croissance forte et non inflationniste dans le monde industriel», car, autrement, les besoins financiers nécessaires à «l'Eu-rope de l'Est, l'unification allemande, l'Amérique latine et la reconstruction du Proche-Orient » ne pourront être

FRANCOISE LAZARE

# Le débat sur la retraite à l'heure du Livre blanc

II. - Le double langage

Le débat sur l'avenir des retraites, qui pose un problème d'arbitrage entre générations (le Monde du 16 avril), n'est pas toujours synonyme de « parler vrai ». L'Etat comme les partenaires sociaux ou les assureurs sont souvent tentés d'utiliser un double langage.

La plupart des syndicats de salariés ont répondu avec un silence éloquent à l'idée d'organiser un « Grenelle des retraites » lancée en novembre 1990 par M. Michel Rocard. Alors que la CGT refuse par avance la moindre adaptation, les autres confédérations tiennent un discours parfois équivoque. Selon elles, considérer que les régimes de base risquent de connaître des difficultés croisl'exagération, voire de la « dramatisation intéressée ». En revanche, leurs dirigeants admettent en privé que les problèmes sont réels mais que la surenchère des plus « durs » - entendre FO et la CGT, - voire l'état d'esprit de leurs propres adhérents les incitent, pour le moment, à « dégager en touche ».

Curieusement, la pratique syndicale est sensiblement différente dans les caisses de retraite complémentaire (ARRCO et AGRIC) gérées par les partenaires sociaux. Depuis plusieurs années, ces organismes n'ont pas hésité à accroître les cotisations et à ralentir la hausse des prestations afin de s'adapter à leur environnement. Or, un « Grenelle des retraites » n'aurait pas d'autre objectif que

d'appliquer les mêmes principes aux régimes de base...

Ces derniers, pourra-t-on retorquer, se trouvent sous la tutelle de l'Etat. Mais les syndicats comme le patronat n'ont nullement l'intention d'y exercer, comme le suggèrent les textes, la réalité du pou-voir, car il leur faudrait s'impliquer dans l'équilibre des comptes. « Depuis dix ans, le report des décisions est permanent. Nous avons un problème manifeste dans le domaine des retraites, mais je ne peux le dire que maintenant », se lamentait récemment M. Roger Meudec (CFE-CGC), quelques jours après le terme de son mandat à la présidence de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des tra-vailleurs salariés (CNAVTS).

en terrain découvert Force est toutefois d'admettre qu'il n'est pas aisé pour un syndicaliste d'expliquer à ses mandants que les dépenses de retraite doivent être stabilisées et, plus difficile encore, d'avancer en terrain découvert des propositions en ce sens. Dernière contradiction : les syndicats, qui ne trouvent pas de mots assez durs pour critiquer les régimes par capitalisation, trouvent parfaitement naturel que leurs propres organismes de retraite complémentaire en proposent, bien qu'à une échelle modeste, au

Le patronat, lui non plus, n'a pas un discours dénue d'ambiguites. Partisan déclaré d'un allongement de la durée de cotisation des salariés, il n'en reste pas moins très demandeur de formules de cessation anticipée d'activité, qui permettent de réduire « en douceur » les effectifs. D'autre part, le CNPF, cogestionnaire des régimes complémentaires, reste divisé sur la place à réserver à la capitalisation et les représentants de l'assurance ont parfois le sentiment de ne pas être parfaitement compris.

De son côté, le gouvernement tient un discours hardi tout en préparant ses arrières. Après M. Jacques Chirac, qui avait organisé en 1987 des « états généraux » consacrés à l'ensemble des régimes de sécurité sociale, M. Rocard a décidé lui aussi d'ouvrir le dossier des retraites. La démarche est courageuse : les pouvoirs publics s'engagent de leur propre initiative dans un débat à hauts risques qui englobera tous les régimes et, pour la première fois, évoquent la perspective de réformes forcement impopulaires. Or, si le Livre blanc

devrait rappeller la fragilité des régimes de base et avancer quel-ques pistes déjà bien connues (concernant la durée de cotisation et le calcul du salaire de référence), les pouvoirs publics n'iront pas forcément au bout de leur logique. En fait, tout dépendra de la capacité des partenaires sociaux à franchir le Rubicon. A moins que les conditions d'un consensus soient clairement réunies, le gouverne-ment a en effet prévenu qu'il ne prendra pas unilatéralement des décisions qui, assure-t-il pourtant,

Cette circonspection, qui risque d'apparaître en décalage par rap-port au constat « réaliste » dressé par le Livre blanc, peut faire pla-ner un doute sur la détermination des pouvoirs publics. En janvier 1990, le premier ministre n'affirmait-il pas que « dans vingt ans, le système [des retraites] va sauter et il y a de quoi faire sauter les cinq ou six gouvernements qui seron amenes à s'en occuper »? L'attitude du gouvernement à l'égard des régimes placés sous sa responsabilité directe (caisses de retraite de la SNCF, d'EDF-GDF, pensions des fonctionnaires) aura valeur de test. Enfin, l'équipe gouvernementale verse parfois dans la facilité lorsque, tout en reconnaissant la nécessité de développer l'épargne, elle agite non sans une certaine complaisance le chiffon rouge de la capitalisation, avec un succes garanti au sein du Parti socialiste. Quant à la réduction de 1,05 point de la cotisation salariale d'assurance-vieillesse intervenue en février avec la contribution sociale généralisée (CSG), elle n'avait pas une valeur pédagogique évidente.

Pour leur part, les assureurs jouent sur plusieurs registres avec une habiletée consommée. Compte tenu de leur faible implantation sur le marché français de la retraite, ils n'ont rien à perdre et se présentent comme une formule complémentaire et non concurrente face aux régimes par réparti-tion. Ce qui ne les empêche pas de développer par ailleurs des cam-pagnes mettant en doute la pérennité de ces derniers. Sans trop le dire, les assureurs comptent fermement sur l'harmonisation européenne pour faire avancer la cause de la capitalisation. Avec un intérêt particulier pour le segment couvert par les cotisations nonobligatoires des caisses de retraites des cadres.

JEAN-MICHEL NORMAND Prochain article: Les délicates solutions

étrangères

(Publicité) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### **AVIS D'OUVERTURE** D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE OBJET: Autoroute A 64 - section Pinas - Martres-Tolosane

Bretelle du val d'Aran

Les préfectures de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées comm L'enquête publique relative à :

- l'unitité publique des travaux de l'autoroute A 64 entre Pinas et Martres-

- l'utilité publique des travaux de l'autoroute A 64 entre Pinas et Martres-Tolosane, de la bretelle du val d'Aran et du barreau de Saint-Gaudens, - ainsi que la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Saint-Laurent-de-Neste dans les Hautes-Pyrénées, Saint-Gaudens et Charac dans la Haute-Garonne, qui devait se tenir du 27 mars 1991 au 26 avril 1991 inclus, aura lieu du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, car elle concerne aussi la commune de Reauchalot.

Elle est ouverte dans les formes prevues par le code de l'expropriation.

Elle est ouverte dans les formes prevues par le coue de l'explophation.

Un dossier restera déposé au siège des mairies de :

— Département des Hautes-Pyrénées : Cantaous, Saint-Laurent-de-Neste,

Saint-Paul, Mazères de-Neste;

— Département de la Haute-Garonne : Montréjeau, Ausson, Ponlat-Taille
— Département de la Haute-Garonne : Montréjeau, Ausson, Ponlat-Taille
bourg, Clarac, Bordes-de-Rivière, Huos, Gourdan-Polignan, Seilhan, Ville
bourg, Clarac, Bordes-de-Rivière, Huos, Gourdan-Polignan, Seilhan, Ville
neuve-de-Rivière, Saint-Gaudens, Landorthe, Estancarbon, Savarthès, Saint
Médard, Beauchalot, Castillou-de-Saint-Martory, Lestelle-de-Saint-Martory,

Médard, Beauchalot, Castillou-de-Saint-Martory, Montsaunès, Roquefort-sur-Garonne, Mazères-du-Salat et Saint-Mariory, Montsaunes, Roquefort-sur-Garoane, Mazères-du-Salat e Martres-Tolosane, pendant 31 jours entiers et consécutifs du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, pendant 31 jours entiers et consécutifs du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus,

pendant 31 jours entiers et consécutifs du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture babituelle des mairies concernées.

Les réclamations éventuelles pourront être :

- soit consignées sur les registres à feuillets non mobiles ouverts à cet effet; - soit adressées par écrit, pendant la même période, au président de la - soit adressées par écrit, pendant la même période, au président de la commission d'enquête siégeant aux mairies de Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-Tolosane; - soit présentées directement à la commission d'enquête composée comme

- soit présentées directement à la commission d'enquête composée comm Président : M. Jean BARADAT, ingénieur, retraité, Membres : M. Robert Turro, expert conseil en batiments et travaux

mublics.
M. Michel Sablayrolles, géomètre,
M. Hervé Teychene, architecte,
M. Jean Cramaussel, inspecteur central des domaines en

qui assureront ensemble ou à tour de rôle les permanences dans les quatre mairies suivantes : Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-

mairies suivantes: Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Warttes-Tolosane, aux jours et heures ci-dessous:
Tolosane, aux jours et heures ci-dessous:
- le 15 avril 1991 de 14 heures à 17 heures,
- le 26 avril 1991 de 14 heures à 17 heures,
- le 14 mai 1991 de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.
En outre, le 15 mai 1991, la commission plénière siègera à la mairie de Saint-Gaudens, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

Saint-Gaudens, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

Saint-Gaudens, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30. Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 15 juin 1991, seront tenus à la disposition du public pendant un aux préfectures de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, aux sous-préfectures de Muret, de Saint-Gaudens et de Bagnères-de-Bigorre, au tribunal un an aux products, de Saint-Gaudens et de Bagnères-de-Bigorre, au trounai préfectures de Muret, de Saint-Gaudens et de Bagnères de Bigorre, au trounai administratif de Toulouse et dans l'ensemble des mairies concernées par cette

ils pourront également être communiqués à toute personne physique ou us pourront egalement être communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1° bureau, ou au préfet des Hautes-Pyrénées, direction de l'administration générale et des collectivités locales, bureau du contrôle de légalité et du contentieux.

Toulouse, le 19 mars 1991. Le préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne. Pour le préfet, le secrétaire général de la préfeture de la Haute-Garonne : Jean-Claude PRAGER. Le préfet des Hautes-Pyrénées.
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général :
Jean-Marie LENZI.

# Les agents d'EDF-GDF recevront 2 262 francs en moyenne au titre de l'intéressement

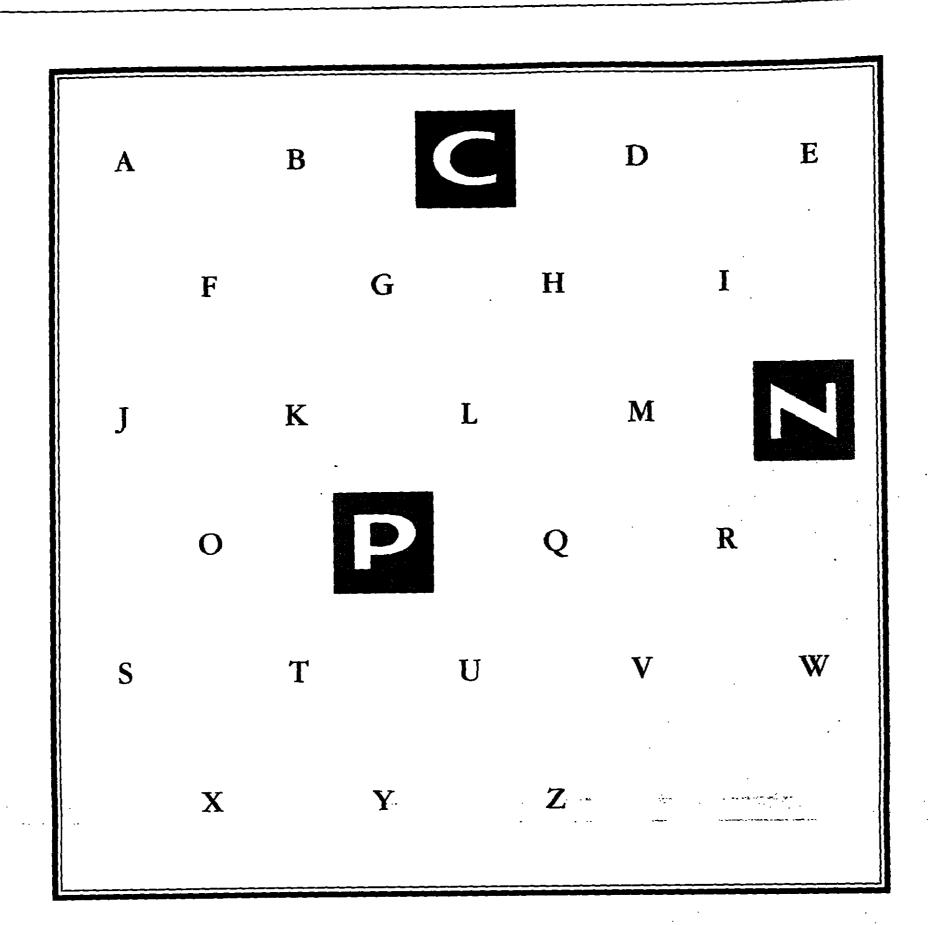
Les agents d'Electricité et de Gaz de France recevront, en moyenne, une somme de 2 262 francs au titre de l'intéressement pour 1990, ont annonce lundi 15 avril les dirigeants des deux établissements, à l'occasion d'une rencontre organisée par l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale).

Premières entreprises publiques mettre au point des modalités EDF d'intéressement, (119 000 salariés) et GDF (27 000 salariés) vont verser une somme de 174 millions de francs au personnel, correspondant à treprise.

l 154 francs en moyenne par agent, au titre de l'intéressement « centralisé ». A cette somme s'ajoutera une seconde part accor-dée au titre de l'intéressement « décentralisé », qui dépend des efforts réalisés « sur le terrain » pour diminuer les coûts.

Dans 162 unités sur 171, syndicats et direction se sont mis d'accord sur les critères utilisés, et une prime de 1 108 francs, hiérarchisée pour moitié, sera distribuée. Selon la direction, 62 % du personnel a placé la totalité de son intéressement sur des plans d'épargne-en-

18 Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •



DANS CET ALPHABET SE CACHE L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.

LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS

ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI,

GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS

D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS

(ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT,



COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ECUREUIL

OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MU-TUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LET-TRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Mellend

Suite de la première page

Cette période difficile va durer longtemps. Elle pourrait se prolon-ger jusqu'à l'été 1992, alors même que la croissance économique aura retrouvé depuis des mois un rythme plus vif.

Situation paradoxale : le pays va voir les difficultés s'accumuler alors que la crise du Golfe s'est terminée sans avoir cu les effets désastreux qu'on pouvait craindre. Les prix du pétrole notamment, après une brève flambée, sont reve-nus à des niveaux plus que raisonnables. Quant aux prix des matières premières, leur raffermissement depuis le mois de février n'efface pas - loin s'en faut - le recul des années précédentes. La récession économique qui s'est recession economique qui s'est abattue sur le continent nord-amé-ricain provoquant – sauf en Alle-magne – un ralentissement d'acti-vité en Europe, cette récession touche probablement à son terme.

Quant à l'inflation, qui a longtemps posé d'énormes problèmes à la France, sa maîtrise est mainte-nant assurée. A partir de l'été, le rythme de bausse annuelle des prix rythme de hausse annuelle des prix de détail pourrait être inférieur à ce qu'il est en Allemagne. Un résultat assez remarquable (1) que personne n'aurait imaginé il y a dix ans et qui permet depuis peu à notre pays de bénéficier de taux d'intérêt à court terme équivalents aux taux allemands, alors qu'un écart de trois points les séparait encore sin 1988. Une bonne impression d'ensemble, confirmée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), qui, dans le rapport qu'elle publiera prochainement sur la France, ne ménage pas les compliments.

11

TROIS

an yang basi Persis. Taga

#### Ajustement douloureux

Le paradoxe, qui voit les difficultes s'accumuler alors même que 'amorce une période meilleure, n'a rien d'exceptionnel et n'est pas propre à la France. Ce que les économistes appellent « cycle de productivité » rend compte du déca-lage qui existe presque toujours, dans un premier temps, entre une activité qui se ralentit et une demande qui reste forte, incitant les entreprises à continuer d'embaucher.

La croissance économique n'a La croissance economique n'a pratiquement pas cessé de se ralentir depuis 1989, et les chiffres montrent que le freinage a été important : + 1,2 % pour la production industrielle l'année deroille après 5 2 % an 1020. nière, après + 5,2 % en 1989; + 2,7 % pour la production nationale totale après + 4,1 % en 1989. Or, l'année dernière, les créations d'emplois ont été presque nombreuses 1989: + 240 000 après + 270 000. C'est l'essacement de ce décalage que nous allons maintenant vivre

dans la difficulté. Au fur et à mesure que se raientissent jusqu'à devenir nuls les pro-



grès de productivité (2), les coûts des entreprises augmentent et leurs résultats financiers se détériorent.

résultats financiers se détériorent.

C'est ce qui s'est passé en 1990, année au cours de laquelle le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits a été moins favorable aux sociétés. Ce n'est pourtant qu'à partir du second semestre qu'à vraiment commencé l'ajustement des effectifs après une période d'embauche exceptionnellement favorable qui a duré de 1987 à 1989, ajustement d'autant plus long et retardé que les chefs d'entreprise – pas plus, il est vrai, que les économistes – n'avaient clairement perçu fin 1989 – début 1990 le ralentissement conjoncturel en cours. La crise du Golfe a joué comme un révélateur et risque maintenant d'exagérer les correcmaintenant d'exagérer les correc-

On peut craindre que le nombre des chômeurs n'augmente d'au moins 100 000 d'ici un an. Déjà,

de grands noms comme Bull, Michelin, Thomson, Rhône-Pou-ienc, IBM on Valeo ont annoncé de nombreuses suppressions d'em-

plois. Mais là ne s'arrêtent pas les

dégâts de l'ajustement. En se raien-

tissant, la croissance économique

crée moins de richesses, tarissant

les prélèvements publics qui en dépendent tous plus ou moins

Ainsi les impôts et les cotisations sociales prélevés par l'Etat et la Sécurité sociale n'équilibrent-ils plus l'ensemble des dépenses bud-

gétaires et les prestations sociales. Un point de croissance économi-

on point de croissance economique perdu représente 30 milliards de francs de moins de prélèvements publics. C'est dire que

même si le taux de croissance de

2 % retenu par le gouvernement pour cette année se réalisait (ce qui

implique déjà une reprise à l'été), le manque à gagner serait de 60

Au rythme où vont les choses, le

régime général pourrait atteindre

francs si aucine mesure n'était

prise. Telles sont les retombées tar-

dives d'une croissance économique

Le gouvernement peut-il laisser aller les choses en attendant la

reprise économique et ses divi-

ralentie.

SI SIÉTAIS PAS DÉVÀ

AT CHÔMAGE, GA H'ANGOISSERAIT.

dendes, qui ne reapparaîtront pas avant un an? La tentation doit être forte au sein du gouvernement.

Mais, faute d'être corrigées rapidement - sinon complètement - les dérives actuelles s'aggraveraient, détériorant l'image de sérieux que la France s'est taillée depuis 1985 sur la scène internationale. Serait la France's est tante or la sur la scène internationale. Serait alors rèmis en cause le consensus qui, de la droite à la gauche, s'est peu à peu réalisé sur la politique économique: priorité accordée à la désinflation, appartenance à une zone européenne de stabilité des changes. Que les efforts faits par la France depuis huit ans pour s'aligner sur l'Allemagne n'aient plus la même réussite et c'est peut-âtre toute la politique d'intégration européenne qui en serait ébranlée. Si l'on voit bien les dangers

Si l'on voit bien les dangers qu'encourrait le pays à trop negli-ger des déficits en train de se creu-ser, il apparaît plus difficile de savoir comment les corriger.

#### La mauvaise solution

Non seulement M. Rocard n'a pas les coudées franches - faute d'une majorité stable à l'Assemblée nationale, faute aussi d'un Parti socialiste collaborant sans arrière-pensées avec lui — mais les solu-

croissance pour redresser les comptes de l'Etat ? (3).

Faut-il, par ailleurs, comme l'envisageait le gouvernement, relever les taxes sur l'essence, au risque de

peser sur l'essence, au risque de peser sur l'indice des prix, un indice qui, déjà à la rentrée prochaine, subira les effets (4) d'un relèvement de 15 % des prix du tabac sans compter les retombées inflationnières d'un delles also

inflationnistes d'un dollar plus cher? Plus d'inflation, ce sont des

hausses de salaires supplémen-taires, puis, au bout de quelques

mois, de nouvelles hausses des prix

à travers les «services» qui

comme les cafés, restaurants, blan-

chisseries, réparations... sont très sensibles aux relèvements des

rémunérations. Le couple prix-sa-

laire ainsi bouclé, c'est la compéti-

tivité française sur les marchés

étrangers qui se trouve affaiblie et le chômage qui risque d'augmenter

Le même raisonnement vaut

pour les comptes de la Sécurité sociale, dont le rééquilibrage, par

le seul effet d'augmentation des cotisations, aurait pour consé-

quence de reduire d'autant les

rémunérations réellement perçues

par les salariés. Difficile de faire

accepter aux Français l'idée que

leur pouvoir d'achat augmente

grâce aux seules prestations mala-dic et retraite, alors que leurs

salaires nets stagnent, ou presque,

sous le poids de prélèvements

sociaux croissants, comme cela a

été le cas pendant la décennie qui vient de s'écouler, à la seule excep-

De ce point de vue, la politique d'alourdissement des prélèvements

obligatoires, menée après les deux

chocs pétroliers de 1974 et 1980,

semble bien avoir été néfaste,

affaiblissant le dynamisme écono-

mique, appauvrissant les entre-

prises et les ménages, incitant aux

Si des augmentations d'impôts,

quent trop de risques dans la conjoncture actuelle, des écono-

mies de dépenses n'auraient probablement pas les mêmes inconve-

nients. Mais elles seraient, elles aussi, très impopulaires dans la

de taxes ou de cotisations impli-

revendications salariales.

tion de l'année 1990.

davantage.

mesure où l'on voit mai comment MM. Rocard et Bérégovoy pourraient éviter de toucher aux gros postes budgétaires, c'est-à-dire aux rémunérations et aux créations d'emplois dans la fonction publique, ou, sur un autre plan, aux aides importantes apportées au logement. L'impopularité sera aussi grande quand le gouverne-ment s'engagera vraiment à économiser sur les dépenses sociales, notamment en limitant les remboursements. Comme il est sans doute impos-

Comme il est sans doute impossible – et probablement peu souhaitable – d'économiser suffisamment pour rééquilibrer rapidement
les comptes publics, le gouvernement devra accepter pendant un an
ou deux un certain gonflement du
déficit budgétaire. La France a de
la chance puisque l'Allemagne se
trouve dans une situation semblable, connaissant même, du fait de
la réunification, des dérives beaula réunification, des dérives beaucoup plus fortes.

Mais ce répit qui nous est laissé par le voisin d'outre-Rhin ne durera que quelques années. D'ici là, la France aurait tout intérêt à accomplir d'utiles réformes de structures, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la formation. Ces réformes que l'OCDE reproche à la France de n'avoir pas accomplies.

ALAIN VERNHOLES

(1) Résultat aidé, il est vrai, par une forte hausse des laxes indirectes (sur les carburants notamment) qui provoquera outre-Rhin, en juillet une hausse supplémentaire de l'indice des prix de l'ordre de trois quarts de point.

(2) La productivité apparente du tra-vail est le rapport de la valeur ajontée (la production) au nombre des personnes employées. Pour l'industrie manufactu-rière (hors énergie), la productivité a tota-lement stagné en 1990 et ce pour la pre-mière fois depuis dix ans.

(3) Voir à ce sujet l'intéressante ana-yse de l'OFCE (Observatoire français des onjonctures économiques), numéro 84. (4) Le relevement du prix du tabac

(4) Le retevement du pris du contraînera une hausse supplémentaire de l'indice des prix comprise entre 0,2 et 0,3 point, ce qui au rythme actuel de l'inflation en France, équivaudra à un treizième mois de hausse de l'indice.

L'INSEE n'envisage pas de reprise avant l'été L'INSEE n'est pas très optimiste sur les chances d'une franche acce-

leration de la croissance avant l'été. Réactualisant l'analyse de conjoncture faite au tout début de mars (le Monde du 8 mars), l'institut écrit dans un « Point conjonc-turel » publié mardi 16 avril : « L'économie française, dont l'évolution récente est parallèle à celle de ses principaux partenaires hors Allemagne, est tributaire du mouve-ment de l'économie mondiale. Les signes avant-coureurs d'une reprise de cette dernière restant limités, et est probable que la croissance fran-çaise en 1991 sera insuffisante pour éviter une détérioration du marché du travail ».

La production industrielle en France continue de baisser et, selon l'INSEE, « au deuxième tri-mestre, elle reculerait à nouveau, mestre, ette recuterati a nouveau, mais sans aggravation globale, entrainant une baisse de l'ordre de 1,5 % en glissement sur l'ensemble du premier semestre ». Du coup, et grâce aux services qui « vont constigrace aux services qui « voni consti-tuer le principal soutien de la crois-sance avec, dans une moindre mesure, le bâtiment », la croissance du PIB marchand (produit intérieur brut) « serait engagée sur un

rythme annuel proche de 1,5 %». Malgré la poursuite des pertes d'emplois dans l'industrie, le taux de chômage « pourrait rester proche du niveau atteint au cours du mois de février, principalement grâce à une montée en charge vigoureuse de la politique de l'emploi au second trimestre ». l'INSEE faisant allusion aux contrats emplois solidarité, qui devraient passer de 300 000 à 400 000. Cet effort des pouvoirs publics n'écarte cependant pas la menace d'un chômoge

Au chapitre des éléments favorables, l'INSEE note qu'il n'existe pas de tensions inflationnistes en France, du fait notamment du ralentissement de la demande intérieure, les ménages ayant tendance à épargner davantage. L'INSEE prévoit donc une hausse des prix de détail de 1,5 % au premier semestre après 1,7 % au second semestre 1990. Le déficit commercial, quant à lui se stabiliserait à 25 milliards de francs pendant la première partie de l'année.

#### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 15 et mardi 16 avril :

DES DÉCRETS

- Nº 91-360 du 10 avril 1991 relatif aux appellations d'origine des fromages.

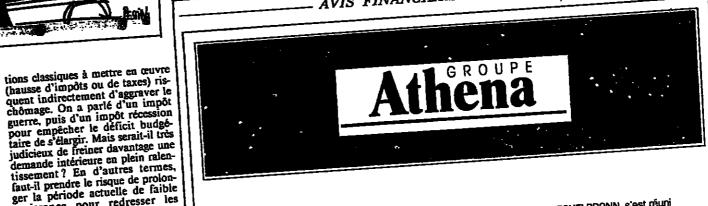
- Nº 91-361 du 12 avril 1991 relatif à la nomination des représentants de l'Etat au conseil d'administration de certaines sociétés d'économie mixte et de certains établissements publics d'outre-mer.

- Nº 91-362 du 10 avril 1991 relatif à la remise forfaitaire sur la retenue pour pension instituée au profit des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

#### UN ARRÊTÉ

- Du 15 avril 1991 portant nomination au Conseil national des villes et du développement

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration d'ATHENA, filiale holding d'assurances de PECHELBRONN, s'est réuni le 11 avril 1991 sous la présidence de Monsieur Guy VERDEIL, pour arrêter les comptes sociaux et prendre connaissance des comptes consolidés de 1990, prendre connaissance des comptes consolidés de 1990. Les comptes sociaux de l'exercice 1990 font apparaître un résultat net de 182,4 millions de francs. Les comptes sociaux de l'exercice 1990 font apparaître un résultat net de 182,4 millions de francs. Les comptes sociaux de l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice La distribution d'un dividende de 181,7 millions de francs, en augmentation de 26% sur l'exercice l'exercice l'exercice de l'exercice le 191,0 millions de francs de l'exercice l'e

#### COMPTES CONSOLIDÉS

	12571 MF	+ 18,9%
Chiffre d'affaires consolidé:	10772 MF	+ 11,3%
Sociétés françaises		+ 5.4%
assurances dommages	6319 MF 4453 MF	+ 20.9%
assurances vie	1799 MF	NS
Sociétés étrangères	752,6 MF	+ 3,1%
Résultat net (part du groupe)		

L'activité en France s'est développée à un taux nettement supérieur à celui du marché en branche

L'activité en France s'est développée à un taux nettement supérieur à celui du marché en branche Vie, le développement de la branche Dommages étant en ligne avec le marché. Malgré la forte vient de la sinistralité, particulièrement lourde en transports et en risques d'entreprises, le résultat de l'exercice est supérieur à l'année précédente. La croissance des filiales étrangères prend en compte pour la première fois le chiffre d'affaires de la société DAPA acquise en début d'année 1990. Sans cette opération, la progression d'activité de groupe aurait été de 11 896.

du groupe aurait ete de 11.8 %. Le total du bilan du groupe atteint 42,7 milliards de francs dont 5,6 milliards de francs en capitaux propres comptables, avant distribution, et 33,7 milliards de francs en provisions techniques.

PFA TIARD réalise un chiffre d'affaires de 4 475 MF, en progression de 5,2% et maigré un solde d'exploitation négatif, enregistre un résultat net de 311 MF, contre 321 MF en 1989. PFA VIE prodresse de 23 % en chiffre d'affaires (1 449 MF) et dégage un résultat net de 100 MF contre 32 MF révercice précédent.

Les sociétées GPA. Vie et IARD, réalisent au plobal un chiffre d'affaires de 2 270 MC.

l'exercice précédent.
Les sociétés GPA, Vie et IARD, réalisent au global un chiffre d'affaires de 3 278 MF, en augmentation de 14.3 %. Leur résultat net s'établit à 367,5 MF contre 343 MF l'exercice précédent.
La ULLOISE, avec un chiffre d'affaires de 1 202 MF en légère progression, maintient son résultat de 23 7 MF.

net a 23,7 MF.

Trois sociétés récemment créées pour répondre à des besoins nouveaux du marché ATHENA BANQUE, PROXIMA, COPARC - ont connu un développement rapide de leurs activités

En raison des objectifs de développement assignés au groupe Athena, Monsieur Guy VERDEIL a fait connaître au conseil sa décision de se consacrer à la seule présidence de la holding il proposera aux conseils d'administration qui suivront les Assemblées générales des sociétés que Monsieur tean-Philinne THIERRY Précident du CPA prenne la précidence opérationnelle a proposera aux consens à autilities auditifique survioir, les assentières generales des societes que Monsieur Jean-Philippe THIERRY, Président du GPA, prenne la présidence opérationnelle que monsieur reammingure i des sociétés PFA Vie et Tiard.



# MARCHÉS FINANCIERS

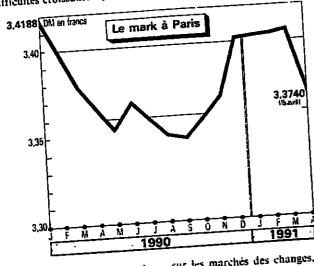
Les perspectives d'une baisse des taux à Paris

### Le recul du mark accroît la marge de manœuvre de la Banque de France que le cours du mark peut varier

La baisse du mark à Paris, amor-La oaisse ou mark a raris, amor-cée il y a trois semaines, s'est accè-lérée, le cours de la devise alle-mande revenant à un peu plus de 3.37 francs, au plus bas depuis le début de décembre 1990. La force relative du franc ouvre une marge de manœuvre pour une baisse des

A l'origine de ce recul, on trouve

reglementairement de 4,50 % entre le cours plafond de 3,43 francs et un cours plancher de 3,28 francs. soit 2,25 % de part et d'autre d'un cours pivot ou median de 3,3538 francs. Lorsque ce cours se rapproche de son plafond, la Banque de France s'inquiète et peut se voir contrainte soit d'intervenir



contre la fusion économique des deux Allemagnes et les inquietudes qu'éveillent, sur les frontières de l'Est, les convulsions politiques de

Le fléchissement de la monnaie allemande ne fait pas du tout l'af-faire de la Bundesbank, dans la mesure où il renchérit le coût des produits importés et risque de relancer une inflation que pourraient alimenter les hausses des hées par les syndicats de RFA.

S'il est vrai qu'un tel affaiblissement tirerait vers le bas l'ensemble des monnaies du système monétaire europeen, il n'est pas trop mal accueilli, en revanche, par la Banque de France, dont la marge de manœuvre se trouve reconstituce, essentiellement dans le domaine des taux d'intérêt. On sait

sur les marches des changes, soit de relever ses taux directeurs pour defendre sa monnaie. Au contraire. si le cours du mark revient aux alentours de son cours pivot, ou même en dessous, notre institut d'émission retrouve la possibilité d'abaisser ses taux directeurs sans risquer d'affaiblir le franc.

Elle a dějá procédě, il y a trois semaines, à un tel abaissement en ramenant à 9 % le taux de ses pensions et elle pourrait récidiver bientôt. Bien plus, la Banque de France pourrait se desolidariser de la Banque fédérale d'Allemagne si cette dernière se trouvait contrainte d'élever à nouveau ses taux d'intervention, comme elle a commence à le faire la semaine dernière.

FRANÇOIS RENARD

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration, réuni le 28 mars dernier, sous la présidence de Monsieur HORPS, a arrêté les comptes pour l'exercice 1990, qui seront soumis le 14 mai 1991 à l'Assemblée Générale des actionnaires.

#### FAITS MARQUANTS

Niveau d'activité soutenu et internationalisation du portefeuille ■ Niveau d'activite soutenu et internationaissation du portificiale 1990 à été caractérisé par un riveau d'activité soutenu et par la poursuite de l'internationalisation du portefeuille : sur les 300 MF investis durant l'exercice. Il a été consacré 40 % de ce montant à des participations de droit étranger, notamment dans le domaine agro-alimentaire.

droit étranger, notainmeill des	it etranger, notaminent dans in	
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1990 13 448 133 367 146 815	1989 46 785 5 518 41 302
RÉSULTAT NET		

■ Des resultats en furte crossance

Le bénéfice net s'élève a 146,8 MF contre 41,3 MF pour l'exercice precedent.

L'actif net réévalué estimé de manière prudente, au 31 decembre 1990, est supérieur a 245 francs par action.

Sopagn a décidé d'adopter avec effet rétroactif à 1990, le statut de Société de Capital-Risque, en raison des avantages fiscaux attachés au nouveau régime. Ceci ne modifiera pas la stratégie d'investissement de Société.

III un arrivence en torte augmentation

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de mettre en distribution un dividende net de 7,00 F par action, en augmentation sur le dividende net de
4,50 F distribué l'exercice précédent, auquel s'ajoutera une distribution
d'une action gratuite pour 10 anciennes.



compagnie foncière internationale

Le conseil d'administration de la CFI (Compagnie foncière internationale) du 10 Le consent à duministration de la Cri (Compagnie foncière internationale) du 10 avril 1991, après avoir arrêté les comptes de l'exercice 1990, à décidé de réunir les actionnaires le 6 juin 1991 en assemblée générale ordinaire et en assemblée générale ordinaire.

COMPTES SOCIAUX: Le bénéfice net progresse de 13 % à 254,5 MF contre 225,3 MF pour l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'amélioration du résultat courant, qui passe de 116 à 139,7 MF.

COMPTES CONSOLIDES: Le résultat net consolidé (part CFI) ne ressort par contre qu'à 118,4 MF contre 335,3 MF l'an dernier. En 1989, des profits de contre qu'à 16,4 MF contre 335,3 MF l'an dernier. En 1989, des profits de caractère tout à fait exceptionnel avaient été enregistrés en Belgique pour 109 MF, caractère tout à fait exceptionnel avaient été enregistrés en Belgique pour 109 MF, caractère tout à fait exceptionnel avaient été enregistrés en Belgique pour 109 MF, caractère tout à fait exceptionnel à près de 118 MF.

DIVIDENDE: Le conseil, compte tenu de la nature conjoncturelle de ces provisions et de l'augmentation des résultats sociaux, à décidé de proposer à l'assemblée de porter le dividende net par action de 12 F à 13 F, soit une progression de plus de 8 %.

#### NEW-YORK, 15 avril

#### Un fragile raffermissement

La première séance de la deuxième semaine d'avril a failli être de bonne qualité à New-York. Mais le mouvement de reprise qui s'était amorcé à l'ouverture à faibli, et en fin de journée l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 2 933,17 avec un très modeste gain de 12,38 points (+ 0,44 %), après avoir un instant atteint le cote 2 957,18.

Le bilan général n'en a pas moins été relativement satisfalsant. Sur 2 058 valeurs traitées, 933 ont progressé, 664 ont baissé et 461 n'ont pas varié.

n'ont pas varié

Selon les spécialistes, le petit coup de feu initial à été lengement dû aux analyses sur graphiques, dont les courbes se relevaient à la moitié du mois d'avril. Mais il n'a pas fellu grand-chose pour le faire baisser d'intensité. L'annonce que la Réserve fédérale venait d'effectuer une ponction dans le circuit monétaire a quelque peu rafraîchi les opérateurs les mieux disposés. Finalement, il n'y eut que la fermeté des obligations qui ne gâchât point la séance en maintenant le frêle espoir qu'un assouplissemem des conditions de crédit était encore possible pour sortir les Etats-Unis d'une récession qui, définitivement, n'en finit pas.

L'activité a diminué et

L'activité a diminué et 161,80 millions de titres seule-ment ont changé de mains, contre 198 millions vendredi dernier.

			1
VALEURS	Cours du 12 avril	Coers du   15 avril	Ш
Alcoa ATT Soers Chase Manistrom Bank Du Port de Nemours Eastman Kodak Essors Ford General Bectine General Motors Geodysal IRM ITT Hobbit OI Pricer Schumberger Texado UAC Corp. or Allegis UNIX Westinghouse Westinghouse Xeau Corp	41 1/2 59 3/4 31 1/2 73 37 22 7/8 108 3/8 57 1/4 66 5/8 58 7/8 68 1/8 68 1/8 173 1/2 173 1/2	34 1/2	

#### LONDRES, 15 avril T Progression

Progression

Les valeurs ont clôturé en hausse lundi 15 avril au Stock Exchange dans un marché calme. Le rapport optimiste de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) sur l'avenir du secteur des services financiers et la récente baisse d'un demi-point à 12 % des taux d'intérêt ont contribué à soutenir le marché. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 16,7 points (0,7 %) à 2 542,8. Le volume des échanges s'est fortement réduit à 390,9 millions de titres contre 612,5 millions vendradi.

Après avoir frôlé le record absolu (2 552,1) du 5 avril der-nier, le Footsie a réduit ses gains sur des prises de bénéfices et en réaction au manque d'orientation

#### PARIS, 15 avril T

#### Une modeste reprise

Une modeste reprise

Après une semaine « décidément pâteuse », pour reprendre l'expression des professionnels, is Bourse de Paris s'est lundi très légèrement redressée. Légèrement est bien le mot. A l'ouverture, aucun véritable frémissement n'avait été enregistré (+ 0,07 %). Par la suite, un mouvement s'esquissait toutefois et parut même un court instant prometteur avec, soudain, une élévation de la température de 0,56 % vers 11 heures. Mais le calme, si tent est que le marché l'ait jamais perdu, est vite revenu et, en début d'après-midl, l'indice CAC 40 aveit limité son avance à 0,35 %. A la clôture, le hausse se limitalt à presque rien (+ 0,05 %).

faire valor le peu es granda d'adonner au phénomène. En fait. Il apparaît que la place parisienne a. comme ses grandes concurrentes, d'abord New-York, puis Tokyo, enfin Londres, Francfort et Madrid, privilégié l'idée qu'une baisse des taux d'intérêt était dans l'air aux Etats-Unis et que, en agissant de la sone, la Réserve fédérale surait en tête de donner juste l'impulsion nécessaire pour faire sortir le pays de la récession. Il ne fait guère de doute qu'un assouplissement des conditions de crédit outre-Atlantique aurait des répercussions de ca côté de l'eau.

#### TOKYO, 16 avril Nouvelle avance

# Pour la quatrième journée consécutive, les cours ont monté mardi au Kabuto-cho. Mais ce fut de instance la beurge de des la constant de la co mardi au Kabuto-cho. Mais ce fut de justesse. La hausse ne devait en effet faire son apparition qu'à l'approche de la clôture, à l'issue d'une séance morose et même marquée un court instant par un peu de baisse. Finalement, l'indice Nikkei s'est établi à la cote 26 813,30 avec un modeste gain de 117,77 points (+ 0,44 %).

La Bourse tokyote a essentielle-ment réagi aux rumeurs qui avaient circulé dans la soirée sur l'imminence d'un abaissement des taux d'intérêt. La Banque du Japon devait s'empresser par la suite de démentir la nouvelle, mais le marché avait déjà fermé ses portes. De toute manière, la réaction ne fut pas très vive, au point, disaient les spécialistes, de ne pas provoquer un véritable renversement de tendance mercredi.

VALEURS Cours du 16 avril 16 avril 170 avril 1
Atal 110 1120 Siridgestors 1110 1570 Canon 2,660 2,670 Fuji Bark 1480 1480 Hartsurinto Becure 1780 1740 Matsurinto Becure 1790 2003
Sony Corp

# FAITS ET RÉSULTATS

n Schneider prolonge son OPA sur Square D. - Apres une premiere prolongation de son offre publique d'achat (78 dollars par action), Schneider contrôle 78,1 % des actions de Square D en circulation, soit près de 18 millions de titres . Au 29 mars dernier, date de l'échéance initiale de son offre publique d'achat, il détenait 68,9 % des titres de la société amé-ricaine de matériet électrique. Les 78 % réunis par Schneider ne sont cependant toujours pas suffisants pour prendre le contrôle de Square D. En raison de la législation de l'Illinois, état où est enregistré le siège de Square D, le groupe français dont en effet rafter 85 % du capital pour être maître à bord. Il a donc décidé de prolonger une nouvelle feis son offre jusqu'au vendredi 3 mai å heures, heure de New-York.

a Un consortium européen et Metropolitan Life candidats à la reprise d'Executive Life. - Un consortium d'investisseurs euro-péens dirigé par Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais, serait intéressé par la reprise d'Executive Life Co of California, filiale du groupe d'assurances américain First Executive, dont les autorités californiennes ont pris le contrôle (le Monde du 16 avril). Ce consortium, dans lequel Altus ne détiendrait que 25 %, incluerait un assu-reur français . Simultanément Metropolitan Life, premier assureur américain, convoiterait la filiale new-yorkaise d'Executive Lite dont les autorités de l'Etat de New York devaient également prendre le contrôle.

□ lberia acquiert 35 % de la compagnie chillenne Ladeco. - Poursuivant sa stratégie d'implantation en Amérique latine, la compagnia espagnole Iberia a scheté 35 % du capital de la compagnie aérienne privée chilienne Ladeco (Lincas Aereas del Cobre). Avec ses onze avions, celle-ci assure la majorité des lignes intérieures du Chili ainsi que des lignes internationales vers le reste de l'Amérique du sud et les Etats-Unis. Iberia vient de prendre le contrôle de Argentinas Aerolineas et négocie son entrée dans le tour de table de trans-

porteurs uruguayens et véné-

I ICI garde son grand patron et en promeut un autre. – Le groupe bri-tannique ICI a décidé de garder son grand patron, Sir Deny Henderson. Sur la demande du conseil, ce dernier a accepté de poursuivre sa tache jusqu'en 1995, date à laquelle il aura 62 ans, age normal de la retraite en Grande-Bretagne pour les hauts dirigeants. Cette acceptation devrait, penso-i-on, contribuer au succès de la restructuration stratégique engagée des maintenant. D'autre part, M. Paul Schindler, esident d'ICI-France, pour ancien président d'ICI-France, pour devenir vice-président de la région l'devenir vice-président de la région l'Asie-Pacifique du groupe, vient d'être promu au rang de président de cette région en remplacement de M. Bill Madden, désigné pour pren-dre la tête de la division (CI Mate-riale

□ ICI se retire du marché des pela-tures auto aux Etats-Unis. — Malgré d'importants investissements, le groupe britannique ICI, numéro quatre de la chimie mondiale, a décidé de jeter l'éponge et de se retirer du marché des peintures automobile aux Etats-Unis. Il vient de revendre sa filiale canadience de revendre sa filiale canadienne spécialisée dans cette activité au géant américain PPG. L'allemand BASF, qui avait doubié ICI pour le rachat d'Inmont en 1985, reste donc le plus fort sur le marché des peintures automobile de première monte outre-Atlantique, avec PPG et Du Pont. ICI reste néanmoins le premier producteur mondial de peintures, toutes clientèles confon-

D La société des Hydrocarbures de La societé des riydrocaroures de Saint-Denis cédée au Baron Empain. - La société des Hydrocarbures de Saint-Denis, détenue à 93,36 % par Elbeco développement, est passée sous le contrôle de Empain Graham Holding (EGH), firme exercant l'ensemble des métiers de l'immobilier détenue conjointement par le baron Edouard-Jean Empain et M. Eric Graham. La cession est intervenue pour un prix global de 26,5 millions de francs, faisant ressortir une valorisation des actions Hydrocarbures de Saint-Denis cotées au comptant de 151 francs par litre. EGH se pro-pose d'acquérir jusqu'au 7 mai inclus toutes les actions de cette société coquille se présentant à la vente au prix de 151 francs.

# **PARIS**

Second marché (sélection)						
Se	conc	d mai	rche	(sélection)		
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours	
Alcatel Cibles  Arrault Associes  Anystel  B.A.C  Bque Verne  Boiron (Ly)  Bosset (Lyon)  C.A.L-de-Fr. (C.C.L)  Carberson  Certif  CEGEP  CFPL  C.N.I.M.  Codetour  Conforens  Demachy Worms C  Desquarme et Girel  Dovenley  Deville  Dollsos  Editions Belfond	850 8 - 390 299 1095 408 142 268	315  839 253 10 468 845  299  409 	Gurnoli LC.C. DIA.  Idanova Irmob. Hönsläre I.P.B.M. Loca investis Locarnic Metra Comm. Moles Presbourg Prubl Flispacchi Razel Bhone-Alp.Ecu (i.y.) S.H. Marispon Select invest (i.y.) Serbo. S.M.T. Goupil Sopra TF1 Thermador H. B.y.) Unlog Vel et Ce Y. St-Laurent Gro	275 30 93 10 144 148 84 90 365 645 289 133 50 102 468 130 280 306 280 280 306	468 115 279 308	
Europ. Propulsion Firacor Frankoparis	142	141 30	LA BOU	RSE SUF	MINIT	1
GFF (group.fon.f.)	310	, I :::	. 11 36:	15	E MONI	DE

Gravograph 239 Groups Originy 651							
MATIF Notionnel 10 % Cotation en pourcentage du 15 avril 1991 Nombre de contrats : 640 004.							
COURS	Juin 91	ÉCHÉA Sept			Dèc. 91		
Dernier	197 106,74	196, 106	78		106,88 106,88		
Options sur notionnel							
anny DIEVERCICE	OPTIONS	D'ACHAT			Sept. 91		
PRIX D'EXERCICE OPTIONS D ROLL 15  Juin 91 Sept. 91 Juin 91  265 9.23					0,72		
105	2,21	2,65	<u> </u>		L		
Volume : 5 738.	CAC 40	) A TER (MATIF)	ME		luin		

# **CHANGES**

COURS

Dernier .... Précédent .

Dollar : 5,64 T A Paris, mardi 16 avril, le dollar a commencé à se redresser à

5,64 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 5,63 francs à la clôture des échanges interbancaires de lundi. A Tokyo, la devise américaine a clôturé mardi en baisse de 0,07 yen à 135,15 yens, contre 135,22 yens à la clôture de lundi 15.

FRANCFORT 15 avril 16 avril 1,6665 Dollar (en DM) ... 1,6780 16 avril 15 avril TOKYO Dollar (en yens). 135,22 135,15

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets prives)

\_\_\_\_\_9 L/8 - 1/4 % Paris (16 avril).... New-York (15 avril).....

**BOURSES** PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

| 12 avril | 15 avril | 15 avril | 18.90 | 119.10 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.60 | 112.6 (SBF, base 100 : 31-12-81) indice général CAC 488,00 487,88 (SBF, base 1 000 : 31-12-87) Indice CAC 40 ..... 1821,43 1 822,35 NEW-YORK (Indice Dow Jones) 12 avril 15 avril dustrielles...... 2 920,79 2 916,58

1 **848.**5 1 858

LONDRES (Indice « Firancial Times »)
12 avril 15 avril
100 valeurs 2 526,10 2 542,80
30 valeurs 1997,50 2 903,60
141,00 144,00 ámes d'ot .... FRANCFORT
12 avril 15 avril 1 583314 1 601,42 TOKYO Nikkei Dow Jones ... 26695.53 26813.30 2012.06 2018.83

-

#### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES COLURS DEL TOURS LINE MORS DEUX NICES SIX MICES

	COURS N							
1	+ bea	+ heart	Rep. +	ou disp	Bep.+	os dép. –	Rep. +	os dép
\$ EU \$ cas Yea (190) Ploria FB (100) FS L (1 000) E	5,6350 4,9064 4,1725 3,3753 2,9973 16,4190 3,9725 4,5513 10,0890	5,6370 4,9103 4,1771 3,3785 2,9992 16,4300 3,9767 4,5548	+ 158 - 14 + 46 - 6 - 2 + 40 + 16 - 93	+ 168 + 1 + 56 + 10 + 6 + 108 + 31 - 77 - 210	- 33 + 85 - 5 - 4 - 29 - 201	+ 325 + 1 + 110 + 23 + 16 + 130 + 61 - 168 - 400	- 50 + 368 - 34 - 23 - 50 + 162 - 558	+ 880 + 22 + 359 + 21 + 18 + 260 + 231 - 501 - 1920
_			D.T.C		BACE	MAAIF	:Q	

	TA	UX D	E2 F	UKU	AICIAL	AWIE	<u>.                                    </u>	
\$ E-U	6 1/16 7 15/16 8 5/8 8 13/16 8 5/8 8 1/4 11 11 3/4	6 5/16 8 3/16 8 7/8 9 1/16 9 1/2 12 9 1/4	5 7/8 8 U16 8 7/8 8 15/16 8 7/8 8 7/16 11 1/4 11 7/8 9 1/8	8 3/16 9 1/16 9 1/8 8 9/16 11 3/4 12 9 1/4	11 1/4 11 7/8 9 1/8	6 1/16 8 1/16 9 1/8 9 1/8 9 3/16 8 9/16 11 3/4 12 9 1/4	6 3/16 7 13/16 9 3/16 9 3/16 9 1/16 8 3/16 11 3/8 11 5/8 9 3/16	6 5/16 7 13/16 9 5/16 9 5/16 9 5/16 8 5/16 11 7/8 11 3/4 9 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# Le Monde-KNL

**ENTREPRISES** à 22h15 sur RTL

Mardi 16 avril Jean-Pierre Duport, délégué à la DATAR, responsable de la mission Frade. «La Monde Initiatives» du 17 avril publie une enquête sur les incuba-teurs de l'emploi de dernain.

Mercredi 17 avril Jean-Marc Simon, PDG des Wagons-Lits.

# WIRSE DU 16 AVRIL

14. LAIL!

Links 245 T 340 *3*221 -17.15 Sec. · \*\* \*\* -THE THE PARTY

of Both To 345

Series de la constante de la c 475

Con Changes

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

<u>_</u> ~	TATALA MATERIA
MARCHES	FINANCIERS
MILITAN	

cond marche

糖なて、も

MARCHES FINANCIEIUS	Cours relevés à 10 h 13
TOTINGE DILLO ANDII	CAUS Premier Dermit %
BOURSE DU 16 AVRIL  Règlement mensuel  Règlement mensuel  Règlement mensuel	50.90
Sation VALEURS priorial cours +- Sation VALEURS priorial cours cours +- Sation	Ensage Corp. 340
3900 CLISTS 3970 9800 VALUNIS paids cous 4 394 to 392 40 392	Frespold 33 10
1120   Sant 600an   17-   1121	5 Gde Negore 359
	44 Gd. Mesopo
1120   Samt Goldson I   121   122   123   124   125   126   125   126   125	50 Haudit Pactari. 52 75
540 AGF Sai Comman. 542 540 1116 1115 1115 1115 1115 1115 1115 111	92 Homestak 68 109 hop. Chemical 109 10
Second   S	186 ko Yokada
775 Barcaire	195 March
.   '''	250 Horgin JP 38800
Second   S	1850 Pétrotina
576 80007988 121 121 1724 121 1330 February 142 50 - 063 445 50 - 064 1050 February 122 1215 1225 1225 1225 1225 1225 1225	280 Culturbs
Fig.   Social Continue   Str.   Str	2 Oct Sou & Sactifi
S20   Care From   S25   Care From   S26   Care From   S26   Care From   S26   Care From   S27   S28   Care From   S27   S28   Care From	48 Suel transp
	276 Sumitoma Bank 95 10
455 CEP. Comm. 437 40 138 138 138 138 138 138 138 138 138 138	35   Identification   438     255   146   156   1
100 CGIP 1080 1088 1088 -0 18 73 Ingrision 73 80 73 60 /4 405 Saint Gothmin 40 90 407 1401 +0 57 2100 (Decision Saint Link) 1100 CGIP 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 10	280 Volvo
785 Circ Aga	
132   CMS Pecks   138 70   139 50   106 50	Emission Rachet
CORVIPIANT Cours Dernier VALCURS Profe COURS VALCURS Frakt inct. 181	Nachart   Nach
VALEURS de norm. coupon VALEURS préc. cours vA	8275 80 128275 80 Posts Lessens 11364 87 11343 53 113 88 31 11 Présny Extratil 25583 09 1552 92 832 12 Pay Associations 1174 54 1048 33 9
Obligations   CLIN	29 85 29 12 Proficus 131 33 128 13+ 1145 83 11276 68 Quartz 927 84 900 82 Résidente 161 62 159 23
Fire Date 8,9%77	13379 25 13312 650 Revenus Trimests 5375 62 3223 31 13379 25 163 88 Revenus Vert 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 20 901 384 944 944 944 944 944 944 944 944 944 9
Seep Past 13,4%S3.   180 32   6 35   Concords   945   845   Paint Name   945   845   Concords   945   845   Concords   945   845   Concords   945   845   Seem   945   Seem   9	12528 96 12529 86e St Honoris Boss St 11. 245 32 234 20e 112723 58 109440 37 St Honoris Global
10,29% max 96 103 42 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	173 28 188 234 St Honoré Pacifique. 523 51 499 874 264 37 250 46 St Honoré Pacifique. 523 51 499 874 28 13450 444 498 27 27 52 St Honoré Real. 13514 28 13450 444 498 434 434 435 435 435 435 435 435 435 435
DAT 9.8% 1/1996.   103 63   105 63	253 16 242 84 St Honoré Services 1583 90 1583 80 258 63 309 40 Sécuricis 1281 85 1281 85 1281 85 1281 85 1281 85
CF 10,25% nov 90 0 89 Older Botten 1086 1980 Gazo Hubbings 192 127 Assert OC 155 13 149 41 Laffine branchis 155 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	444 66 426 53 Scentes 1676 41 1673 90 140 53 134 90 Scent Associations 681 78 661 924
CHB Speets 5000F 2 94 Ecis	389 02 373 16 Scar 5.000 1463 21 1400 20 20 20 2035 88
CM 1/82 5000F 294 Enching Paris 2507 2240 SAFAA	6460 38 6272 21 Salestone 221 93 217 58+ 11086 24 11086 24 5 Salestone 25764 78 26688 08+ Shareter 221 37 1178 03
CH 10,90% of the control of the cont	2077 35 2058 78 Sogdomma 1112 03 1061 80 23862 91 23862 91 Sognor 1355 86 1294 38 500 503 04 Sognor 150 257 91
Abstatil 6 % janv. 89 577 Force Lycomoles 540 Sauckinson M. 159 Rhone Poulenc Hotes. 28 60 Credit Muses Capital 1178 32 1209 72   Lienze Portelaul 1239 96 1209 72   Lienze Portelaul 1239 97	717 88 696 97 e Solei Investes Interes 2132 47 2127 15 e 195 09 196 69 Solei Investes Interes 2132 47 2127 15 e 195 09 196 69 Solei Investes 2132 47 2127 15 e 195 09 195
France   ARD	81102 50 61102 50 Technolic 6120 91 5885 49 58814 85 65814 85 Technolic 586 42 590 514 580 74005 03 Theory 146 53 139 36
VALEURS parks. Cours Surrors 319 SLPH 349 SXF Akishdages. 230	12237 85 12213 42 Transpills 1170 19 1158 60+ 150 82 144 33 Tristor Plus 12967 24 12967 24 12967 24 12967 24 116630 08 116630 08
GF.LL 279 to 120 Viagons Les 1240 Viagons Les 1240 Viagons Les 1240 Viagons Les 1277 1072 Gris Moules Parts 1275 Sofigen (ext Season) 84 50 Wast Rand Cons 9 10 Viagons Les 2202 83 Natio Eperg. Tréso	127 28 123 87 Triton 446 99 430 82 7 7151 46 7137 19 U.A.P. Investigs 562 26 541 94 1232 03 1199 05 U.A.P. Act. F 618 36 596 01
Agricultural Hydr.   1450     Groupe Visibility   1450     145	1312 73 1277 60 U.A.P. Add 5. 996 73 575 16 22999 62 22999 62 U.A.P. Add 5. 197 66 190 52 522 13 5080 75 U.A.P. Add 5. 197 66 190 52 150 99 150 35
B.Hypoth Europ. 377 20   South Francisco.   5630   5000	1420 53 168 63501 68 UAP Moyee Terms 10519 32 10139 10 1027 03 1027 03 UAP Prem. Carég 121 53 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634 121 634
Bindidictors	833 56 811 25 Unitance 570 68 556 66 Unitance 1325 04 1301 81 139 87 1401 55 139 87 1401 56 139 87 1401 56 139 87 1401 57 139 681 4
STP   1097   1120   1097   1120   1097   1120   1097   1120   1097   1	256 60 2420 30 Universe 250 64 215 68 215 68 1065 53 1069 49 Universe 250 129 29 1262 72 1
Case Proclaim   408   Loris Volton   3680   3700   Vinjoin   163 30   161 30   Barop Southers Incl.   34     Epargue Promises   1086 77   1067 38   Oblicon   1086 77   10	1236 57 1224 33 Univers-Obligation 1876 71 1874 84 1860 756 11607 56 Valorg 1876 71 1874 84 48201 13 48177 04 32981 83 32021 19 Valoral 26150 21 28124 66
Constant   125     Machiners Bull   43     121   85   Constant   121   85	1013 73 969 9497 85 8262 99 1367 06 1346 86 18905 44 18767 90
Cote des Changes  MONNAIES COURS COURS DES BRIETS  MONNAIES Price COURS COURS DES BRIETS MONNAIES Préc. 16/4 Incides du Monde. 311 Europe	132 05 125 05 557 92 PUBLICITÉ 95 98 95 05 125 05 1
MARCHE OFFICIEL préc. 16/4 acheit Verite E   16/4	203 75 606 63 FINANCIÈRE 10588 76 10588 76
Allemagnet (100 dm). 337 420	1324 56   1286 594   6518 67   6505 664   Renseignements :
Table 17000   Erest   1700   Erest   1700   Erest   1700	1126 80   1099 12   45-55-91-82, poste 4550
Green (100 drachress)   398 850     Fisce 20 dollars   1060     1060	- d : demendé - + : prix précédent - a : marché continu

مكدات الاصل

# COMMUNICATION

Springer et Bertelsmann mènent la course aux kiosques de l'Est

# Dix quotidiens de l'ex-RDA privatisés

L'unification de la presse allemande est en marche : la Treuhandanstalt, l'organisme chargé des privatisations en Allemagne orientale, va vendre à des éditeurs ouest-allemands dix quotidiens régionaux, anciennes propriétés du Parti communiste.

Pour ces journaux dont le tirage total atteint 3 millions d'exemplaires, les acquéreurs vont débourser 2.8 milliards de francs. Et ils s'engagent à investir au total 4.4 milliards de francs dans ces titres, qui employaient 7 940 per-sonnes à la fin 1990.

Les principaux vainqueurs de cette « course aux kiosques » en Allemagne orientale sont deux géants de la presse ouest-alle-mande. Springer (qui édite notam-ment Bild Zeitung et Die Welt) obtient ainsi le Leipziger Volkszei-tung (379 000 exemplaires) en association avec Madsack, un editeur de Hanovre. Springer possé-dait déjà le Leipziger Tageblatt (35 000 exemplaires) et consolide done sa position dans la capitale de la Saxe-Anhalt.

Gruner und Jahr obtient pour sa part le Sachsiche Zeitung de Dresde (517 000 exemplaires), en association avec la maison Rheinischen Post/Giradet. Pour la filiale de presse du premier groupe européen de médias. Bertelsmann. cette acquisition couronne une politique intensive d'acquisitions ou de créations à l'Est.

"Des le 14 novembre 1989, cinq jours après la chute du mur, Jétais à Dresde « rappelle M. Gerd Schulte-Hillen, le patron de Gru-ner und Jahr. Sa société a déjà acheté, en association avec le groupe du britannique Maxwell, le Berliner Zeitung, quotidien berlinois de l'ancien Parti communiste.

Dès 1990, Gruner und Jahr a également crée dans l'ex-RDA des quotidiens populaires, dits « de boulevard », un genre qui n'existait pas à l'Est. Sont ainsi nes une série de Morgenpost, à Dresde (110 000

et dans le Mecklenburg (40 000). des villes ou régions historique-ment liées à Hambourg, le siège de Gruner und Jahr. Les difficultés n'ont pas manqué: à leurs débuts, ces nouveaux quotidiens dépendaient de la «trabi-diffusion», la distribution par des particuliers possesseurs des célèbres Trabant. Et le Mecklenburger Morgenpost bouclait par exemple ses pages à deux heures de l'après-midi, pour

permettre leur impression à Ham-

bourg. Les équipes de l'Ouest dépêchées sur place ont dù adapter

leur journalisme à un public friand

d'informations pratiques, habitué à des journaux rares, censurés et

« maigres » (8 pages en moyenne) par manque de publicité. Mais Bertelsmann n'entendait pas laisser passer cette chance historique. Fortement implanté dans la presse magazine, le groupe était en revanche presque absent de la presse quotidienne à l'Ouest, un terrain que domine Springer. Ce n'est qu'en 1986 que Gruner und Jahr a repris le Hamburger Mor-

genpost, quotidien populaire de la

métropole du nord.

A la chute du mur, la demande des lecteurs de l'Est s'est portée massivement vers les magazines populaires, ceux des groupes Burda ou Bauer, autres concurrents de Bertelsmann dont les magazines sont plus élitistes. En même temps, les quotidiens régionaux du PC ont conservé une partie de leur lectorat, à cause de leur fonction «locale» irremplaçable. Les créations de titres ne suffisant donc pas à conquérir le lectorat, une véritable lutte au couteau s'est engagée pour la reprise des régionaux existants, à coups de promesses et de pressions politiques. Treuhandanstalt y mettent fin. et marquent le début d'une concurrence à l'échelle de l'Allemagne entière entre les quatre grands éditeurs de l'Ouest.

### L'audience de France-Info progresse fortement

dience de la radio a sensiblement augmenté au premier trimestre selon l'institut de sondage Médiamétrie : 79 % d'audience cumulée (34,7 millions d'auditeurs) contre 74.8 % (32.9 millions) un an olus tôt. Cette progression bénéficie principalement au secteur public dont la part de marché se redresse sensiblement (21,2 % contre 17.9 % pendant les mêmes mois de 1990), grace à la légère remontée de France-Inter (8,8 % de part de marché contre 8.6 %) et. surtout, à la remarquable percée de Franceinfo. La station d'information continue se hisse en effet au cinquième rang des radios nationales. avec 5.7 % de part de marché con-

Avec la guerre du Golfe, l'au- tre 2,5 % de janvier à mars 1990. En audience cumulée, France-Info gagne 2,28 millions d'auditeurs en

La guerre du Golfe, en revanche, n'a pas modifié l'ordre des grandes stations généralistes. En très léger recul, RTL reste toujours très largement en tête avec 21,1 % de part de marché, devançant très largement Europe I (9,9 % de part de marché) et RMC (4,2 %). La hiérarchie des réseaux musicaux demeure elle aussi inchangée, même si chaque nouveau sondage confirme l'érosion de NRJ (7,2 % de part de marché contre 7,8 % un an plus tôt) au profit cette fois de Sky Rock, Fun et Nostalgie.

### Antenne 2 adopte un budget en déficit

Adopté à l'unanimité du conseil d'administration lundi 15 avril, le budget 1991 d' Antenne 2 prévoit un délicit de 295 millions de francs, pour des dépenses de 3,8 milliards. Ce budget - sur lequel le comité d'entreprise réuni le matin s'est abstenu - a été remanié depuis décembre. Il tient compte de surcouts d'information lies à la guerre du Golfe (20 millions), d'achats de droits sportifs (29 millions) et de dépenses de programmes en hausse (180 millions) ainsi que de nouvelles dépenses d'informatisation liées à la mise en place du contrôle de

gestion (10 millions). Toutefois, ce budget n'est que provisoire. Il sera révisé en juin en fonction du plan de réorganisation actuellement élaboré. Ce plan implique 150 millions d'économies à réa-liser en 1992 pour Antenne 2. Selon le PDG d' A2 et FR3 M. Hervé Bourges, il faudra «un plan social» qui a ne devra négliger aucune piste : mobilité, formation, reconversion, départs en pré-retraite, le cas échéant des départs négociés, etc. pour ceux qui ne pourraient s'insérer dans les nouvelles structures».

#### **EN BREF**

D Hachette acquiert le magazine américain Home. - Le groupe Hachette a conclu avec l'éditeur Knapp Publications un accord de rachat concernant le magazine Home. Ce mensuel, diffusé en moyenne à 950 000 exemplaires, est le premier dans le secteur de la construction et de la décoration de maisons aux Etats-Unis. Hachette, qui n'a pas indiqué le prix de cette transaction, contrôle déjá dix-huit autres titres de presse magazine outre-Atlantique – dont le féminin Woman's day. 4 800 000 exemplaires diffuses. - ainsi que la maison d'édition Grolier et le réseau de distribution de journaux Curtis.

D Le groupe Express lance une revue paneuropéenne, Belvédère. -Quelques semaines après avoir créé un magazine de loisirs et d'art

de vivre, Mensuel, le groupe Express a lancé le 16 avril une revue bimestrielle haut de gamme, Belvédère. Tiré à 40 000 exemplaires, *Belvėdère* (122 pages, 48 francs) traite de l'ensemble des problèmes européens, qu'ils soient économiques, politiques, culturels ou gastronomiques, en usant d'une vaste palette d'écritures (essai historique, journal de voyage, portrait, enquête, notes, etc.) et en fai-sant appel à des écrivains, des diplomates ou des journalistes européens. Doté d'une maquette élégante, imprimé en noir et blanc, Belvédère, dont l'ambition est de a renouer avec le meilleur de la tradition du Siècle des Lumières », est animé par deux journalistes de L'Express, Jérôme Dumoulin et Jean-Louis Arnaud et une historienne italienne, Diana Pinto.

# RELIGIONS

La fin du jeûne musulman

#### Le ramadan en famille

L'Aid el-Fitr, ou « fête de la rupture du leûne », marque. mardi 16 avril, la fin du mois de ramadan pour trois millions de musulmans en France. La pratique du plus suivi des a piliers de l'islam » témoigne du poids de la tradition dans les familles.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

A 20 h 11 précises, quand à la radio la flot des versets du coran s'est tari, quand l'imam a prononcé la rupture quotidienne du jeune, soixante quinze cuillères ont plongé d'un coup dans les assiettes. Comme un seul homme, les soixante-quinze clients du Constantinois, rue des Récolettes, ont mangé la chorba frik, soupe à base de graines de blé vert concassées, puis les boulettes de mouton et de bœuf. Sous le portrait bienveillant de feu Gaston Deferre affiché au mur, ces travailleurs isolés brisent, pour 26 F, dans la lumière crue des néons une iournée d'abstinence et de

«Pour gu'on vive un bon carâme, rappelle Nordine, le patron du restaurant, il faut qu'on ait la sensation d'avoir faim ». « Mais tout se perd. Même le ramadan. Combien savent encore ce que signifie ce mois de carême ? Qui est là pour expliquer qu'il ne s'agit manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles du lever au coucher du soleil. Qu'il s'agit avant tout d'un mois de piété, de bonté, de réconciliation. Qu'il ne faut pas faire de profits, qu'il faut pratiquer l'aumône (la zakat) [deux clochards entrent alors et mangent gratuitement]. Qu'il ne faut pas être vulgaire, insulter son voisin....

#### Un mois de réconciliation

En dix ans d'activité, Nordine a constaté un sérieux changement : « De plus en plus, le ramadan est un réflexe identitaire, et rien que cela.» Bien sûr, la tradition demeure. Les habits neufs pour les enfants le jour de l'Aid, les găteaux, les matlou, les makrout, les « cornes de gazelle », qui rappellent « le pays ». La datte et le lait fermenté qu'on prend, en guise de coupe-faim, pour rompre le ieune avant la prière du soir. « Mais les jeunes fument ouvertement dans les cités », remarque M. Ali Madani, professeur algérien à la retraite. Chaque soir du mois, il enseigne les vertus du ramadan, en français puis en arabe, sur la dernière née des radios communautaires marseillaises, Radio Soleil.

Certes, le ramadan attire touiours une forte proportion de jeunes, qui rêvent ainsi d'aller, littéralement, « à la table

u Mgr Jean-Paul Jaeger évêque

coadjuteur de Naucy. - Le pape

nommé, jeudi il avril le Père

Jean-Paul Jaeger évêque coadju-teur de Nancy, il est appelé à suc-céder à Mgr Jean Bernard,

soixante-quinze ans, évêque de

[Né le 6 septembre 1944 à Nancy Jean-Paul Jacger a fait ses études à

Dunkerque, au séminaire d'Haze-brouck, aux facultés catholiques (phi-losophie) et au séminaire de Lille.

Ordonné prètre en 1974, il a été pro-

fesseur de philosophie, au lycée Saint-Jacques, à Hazebrouck, avant d'être

nommé directeur d'établissements

prives dans cette même villa et à Roubaix. Il était, depuis 1981, supérieur du grand séminaire interdiocésain de

tions professionnelles en Europe.

42-46-65-36.

Nancy depuis 1972.

des grands > (1), mais, regrette M. Madani, «le carême n'est pratiquement plus spirituel que chez les vieux. Et surtout chez les femmes, qui sont les gardiennes de la tradition ».

Yamina, trente-huit ans, garde les fourneaux dès cinq heures de l'après-midi et tente d'aublier les odeurs de café. Trois de ses frères viennent chaque soir, durant le ramadan, diner en famille. Ils habitent à quelques pas les uns des autres, dans la cité de la Visitation.

Là, que l'on pratique ou non. la réunion de famille s'impose d'elle-même en cette période. Bounouar, le mari de Yamina. ouvrier spécialisé dans l'étanchéité des toitures, le plus âgé de tous, rappelle « le droit chemin du croyant ». Pourtant, Slimane (vingt-huit ans) et Tahar (trente-cing ans) ne pratiquent pas. Tout comme Farid, le plus jeune (vingt-cinq ans), qui respecte» le choix des autres. De toutes façons, son travail - nettovage au sable des cuves de pétrole -, trop fatiguant, ne lui permettrait ni de jeûner, ni de ne pas boire. En revanche, Choredine (vingtneuf ans) pratique depuis trois ans. Depuis qu'il est marié, qu'il a « le sens des responsa-

elles, observent le ramadan.

Entre la soupe de pois chiches et le tajine aux prunes - spécialités de Tlemcen -Bounouar raconte des histoires drôles et distille quelques nieuses vérités. Il dit sa « peur des femmes, qui s'énervent pour un rien », ses détours pour ne pas les rencontrer, durant le mois de ramadan. dans les supermarchés. Il évoque pêle-mêle les « impôts du Bon Dieu » (l'aumône obligatoire), le « jour des comptes », une fois mort, et la dernière fête du mouton (l'Aid el-Kebir, la fête du sacrifice) dans les cités. Tous ensemble, ils rient des brouilles passées et des réconciliations à venir : concrètement, le jour de l'Aîd, pour effacer les rancunes et raviver l'amitié, ils iront de palier en palier rendre visite à leurs voisins.

Jusqu'à minuit, une heure, ils veillent ; ils ne se réveillent plus à trois heures du matin pour festoyer à nouveau, comme ils le faisaient, « du temps des parents ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Certains professeurs de collèges ont pu ainsi constater une recrudescence de la pratique du ramadan chez les élèves à portir de la sixième (le Monde du 11 avril).

#### **MOTS CROISES**

PROBLÈME Nº 5500

HORIZONT ALEMENT

1. Traduit un plaisir ou bien apporte Les conférences-débats d'Alerte l'annui. Passe avant les autres. -II. Participas à un concours. aux réalités laterantionales. - A l'ini- Participas a un concours.
 Porte ses fruits. Fait des pointes.
 IV. Était proche des moutons.
Reçoit la balle. - V. Réfléchi. Entoure une éminence. - VI. Soigné sans être malade. - VII. Agisseit lentement mais sûrement. - VIII. Qui a trop pris tiative de l'association Alerte aux réalités internationales, un déjeuncrdébat aura lieu, le mercredi 17 avril de 13 heures à 15 heures au Club des ans et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75016 Paris, sur le thème des formade coups. Étrange personnage. -IX. Préposition. Gros e plans. -X. Abritant des âmes. Article. -X. Abritent des êmes. Article. -XI. Qui ne prennent donc plus en Pour tous renseignements : Tél.: 45-23-23-63 ou

VERTICALEMENT Mieux vaut qu'elle soit d'une perfeite correction. ~ 2. Totalement inefficace pour c coupers la fièvre. Balle bête. — 3. Demière ku, on se fait très petit. Remué et agité. Pronom. — 4. Élément d'un pâté. Aide à bien faire. — 5. Bout d'os. Préposition. — 6. Se fait pousser. A de nombreux objectifs à réaliser. Point de repère. -7. Quelqu'un qui touche du bois. -8. Va dans le Rhin. Résulte de très nombreuses « touches ». - 9. Qui ont plus qu'un grain. Poussées vers le

Solution du problème nº 5499 **Horizontalement** 

i. Truelles. - II. Rengalnes. III. Apercoit. - IV. Dû. Nets. -V. Udine. Me. - VI. Cl. Envers. -VII. Tas. Dé. - VIII. Itinérant. -Oil. Mines, - X. No.Liz. -XI. Nouée, Nu.

Verticalement

**GUY BROUTY** 

# CARNET DU Monde

- M. et M- Louis MERNIAZ.

ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric.

survenu à Cabourg (Calvados), le 14 avril 1991, à l'âge de vingt ans.

Ses obsèques religieuses seront célé-brées en l'église de Brits-sous-Forges (Essonne), le mercredi 17 avril, à

15 heures, suivies de son inhumation au cimetière de Limours-en-Hurepoix.

Montée Coupe-Jarret,

38200 Vienne. 4. avenue Emile-Acollas 75007 Paris.

Un livre recevra vos témoignages de

(Le Monde du 16 avril.)

- Samir NASRI

est décédé le 12 avril 1991, au Caire

Ses amis se retrouveront autour de

son souvenir pour une réunion de prière le vendredi 19 avril, à 17 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, rue

Les familles Panoutsos et Zarnas

ont la douleur de faire part du décès de

M= Vassiliki PANOUTSOS,

Cet avis tient lien de faire-part

- Le jeudi 11 avril 1991, à l'âge de

quatre-vingt-treize ans, s'est éteint dans la paix

M. Louis REVON.

Il avait désiré, comme son épouse,

Une célébration à sa mémoire aura lieu en la chapelle Notre-Dame-de-

Compassion, place de la Porte-des-Ternes, le vendredi 19 avril, à 18 h 10.

onner son corps à la science.

De la part de Ses enfants, M. et M= Bill Horn, M. et M= Jacques du Beux, M. et M= Michel Revon,

M= Therese Revon.

M. et M= Jean-Louis Revon.

M. Alain Revon.

Ses vingt-deux petits-enfants, Ses cousins, neveux et nièces;

Cet avis tient lieu de faire-part.

et leurs enfants, M. et M= Jean-Pierre Wolfarth

out la douleur de faire part du décès de

Mª Andrée, Lucienne

WOLFARTH

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Pierro-Saint-Paul de Sarcelles, le mardi 16 avril, à 16 heures.

Avis de messes

<u>Anniversaires</u>

Cet avis tient lieu de faire-part,

- Une messe en souvenir du

omte Michel d'ORNANO

sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le jeuch 25 avril, à 11 heures.

- Lc 17 avril 1990 disparaissait

Ses amis pensent à clie.

Jeanne BRUNSCHWIG.

M. et M= Patrick Wolfarth

survenu le 11 avril 1991.

- M= Christiane Wolfarth

et Amitié, Ali et Maria Benikhlef

Ses nombreux amis.

et sa fille, M= Danièle Wolfarth et M. Boumellile

et leurs enfants, M. Mévrel et M=, née Evelyne Wolfarth,

et leurs enfants

et leurs enfants,

Ses enfants par le cœur, Fleur, Jade

Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-6.

survenu le 7 avril 1991.

2, rue Laskaratou

Salonique. 34, rue Washington, 75008 Paris.

son frère et sa sœur, M. et M= Jean de Chalus,

Pierre et Laure.

s grands-parents, Ses oncles, tantes, Ses cousins et con rands-parents,

<u>Décès</u>

 M= Maurice Ballet-Baz, son épouse, M. et M. Didier Baille, M. Erik Ballet-Baz,

es entants, Marie-Cécile, Louis-Marie, Guillaume, Edouard Baille, ses petits-enfants, es petits-entants, Les familles Ballet-Baz et Dohy,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice BALLET-BAZ,

survenu à Toulouse, le 5 avril 1991. La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont eu lieu dans l'intimité fami-liale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, Boulingrin, 31000 Toulouse

- M. et M⇔ Pierre Bandet et leurs enfants, M. et M. Jean-Louis Bandet et leurs enfants. M= Lisette Guitard

M. et M. Louis Schyn, ont la grande tristesse d'annoncer le

M. Jean BANDET, au lycée Montaigne,

survenu le 8 avril 1991, dans sa quatre

Les obséques auront lieu dans l'inti-mité familiale. 29, rue Henri-Barbusse

77124 Crégy-lès-Meanx. 35510 Cesson-Sévigné.

M. Antoine Villette, M. Marie-Laurence Villette, M. et M. Philippe Marchat et leurs enfants, Mª Bernadette de Bouclans Le docteur René Frileux, M. et M= Claude Schenker, ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. et Ma Claude Henri Villette,

M= Marcel GUILLIOU, née Yvonne Reau,

survenu dans sa quatre-vingt-buitième

Ses obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale, le mercredi 10 avril 1991, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bourg-Charente (Jarnac).

Cet avis tient lieu de faire-nart.

17, aveaue du Président-Wilson, 75116 Paris.

- Sa famille.

L'équipe de la librairie du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ont la tristesse de faire part de la dispe-

Peter HANSEN. Paris, le 13 avril 1991.

Les obséques auront lieu le mercredi 17 avril, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachnise.

- Silvana MONTAGANO, thérapeute familiale, enseignant à Florence,

nous a quittés le 10 avril 1991, à Flo-rence (Italie).

De la part de Marie-Renée Bourget t, son amie, sa sœur.

Une rencontre sera organisée avec tous ses amis, ultérieurement, autour du livre qu'elle a écrit avec Alessandra Pazzagli, intitulé Il Genograma, Teatro di Alchimie Familiari.

AMITREF, 52, rue du Four, 75006 Paris.

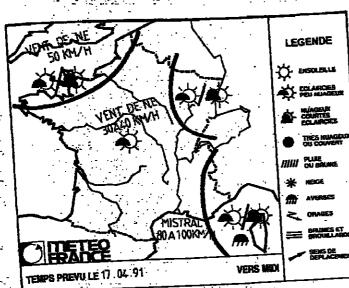
VOS FICHIERS 1. Traduction, - 2. Répudiation, -3. Une. Sil. - 4. Egrené. Lu. - 5. Lec. Endémie. - 6. Lion. Vérité. -7. Enième. An. - 8. Setter. Néon. -DE CAO/DAO ETRAVÉ REPRO 38. AV DAUMESNIL - 43.47.21.32



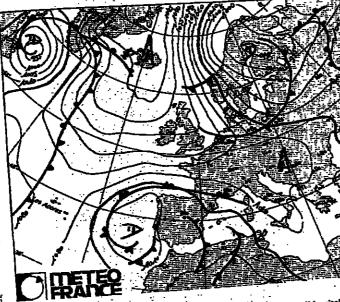


# **METEOROLOGIE**

Prévisions pour le mercradi 17 avril 1991 Temps plus frais et quelques passages nuageux.



SITUATION LE 16 AVRIL 1991 A D HEURE TU



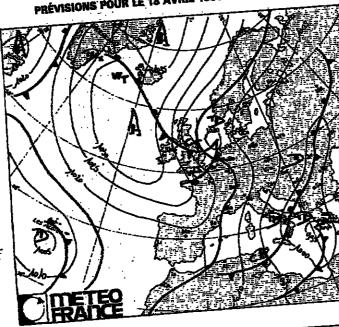
De la Normandie au Nord au bassin parisien à Champagne-Ardennes, ansi que sur la Lorraine, l'Alsace, la Bour-gogne, la Franche Comté, l'Auvergne et Rhôre-Alpes, les riusges seront nomureux. Il commencere è pleuvoir le metin près de la Manche, L'après-midi, la chiar grande la manche, L'après-midi, la phie gagnera le reste de ces régions. En montagne, il neigera à basse ahi-

Sur la Bratagne, les pays de Loire, Poitou-Charentes et la Limousin; les nuages seront nombreux, et il plésura

un peu par moment. Sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, après des éclaircies le matin, les nuages envahiront le ciel l'après-midi. Enfin, sur le pourtour méditerra ainsi que sur les versants sud des Alpes et du Messif Central, le crei sera peu nuageux, mais mismal et tramontant souffieront assez fort.

La matin, les températures seront di L'après-midi, les températures seront de 5 à 7 degrés sur la Nord et le Nord-Est. Aillaurs, elles seront de 8 à

PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valours extrêmes relevées entre la 15-04-1991 à 18 heures TU et la 16-04-1991 à 6 heures TU TOURAUSE 18 13 D TOURS 20 9 D POINTE LATTRE 30 23 N MADRID ... MARRAKECH 20 MEXICO ..... ÉTRANGER MITYN --MONTRÉAL.... AUSTERDAM 19 ATHENES 19 WATROBI ATHENES...... BANGKOK...... BARCELONE.... NEW DATE HIS NEW-YORK ---OSLO \_\_\_\_\_ HT CRADE -BERLIN \_\_\_\_ OPENHAGUE . STOCKHOLM. \* T P 0

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 1 heure en hiver. (Document étable avec le support technique spécial de la Météorologie nation

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

# Le rude métier de juge dessaisi lorsqu'elle saisit une proie si peu porter une atteinte coupable et imé- il affirma qu'∢à la limite il aurait fallu

a les mains longues et blanches, le sourcil blanc à force d'êure blond, et, s'il faut l'en croire, l'âme plus blanche que le blanc. La gauche a trouvé son juge blanc. Comme la droite, naguère ne viveit que par ses juges

Ne rions pas. L'affaire est sérieuse et même supposée d'Etat. Thierry Jean-Pierre, le dessaisi, magistrat intructeur au Mans, donne des interviews et refuse des autographes. Il l'effirmeit lui-même lundi soir à Paul Lefevre, venu, pour la 5,

La célébrité, quand elle vous tombe ainsi sur le dos, la médiatisation, cette araignée boulimique,

consentante, un dimanche d'avril, au saut d'une perquisition à huis continuité de l'instruction. clos, ne laisse personne indemne.

selon le mot aimable de Georges Kiejman, s'est donc efforcé, lundi soir, de plaider sa cause. Il l'a dit, foi d'homme de droit : l'article 84, dans son dernier alinéa lui permettait parfaitement de procéder à un acte d'instruction «isolé et urgent». Et, deuxième point, M. de La Palica ne l'eut point contredit, on ne saurait être dessaisi à 14 h 30 au profit.

d'un autre magistrat saisi, lui, seulement à 22 heures. Du moins sans

versible au principe sacro-saint de la

Thierry Jean-Pierre, auteur sait. Comme à peu près tout ce que fameux, quoique présumé, du plus disent les gens de loi. Et, à l'heure récent « cambriolage judiciaire », du dîner, ce petit cours de procédure, fait par un jeune homme pondéré, de bonnes manières et de maintien modeste, changeait de l'ordinaire. Le malheur c'est que la caméra-sirène naufrage vite les modesties les plus affirmées. Quand M. Thierry Jean-Pierre, avec une contrition d'un joli jésuitisme, dit que toute cette notoriété n'était pas bonne pour un magistrat, on constata effectivement l'ampleur de son martyre. Quand, dans l'instant,

du dossier compte tenu du choc C'était irréfutable. Ou le parais-

médiatique», on applaudit à tant de bon sens. Quand it dit son affliction à être ainsi pris pour un «shériff ou un justicier ou ses doutes énormes devant une possible manipulation, on n'hésita plus à plaindre un aussi rude et encombrant métier. La vie de juge d'instruction dessaisi est un cauchemar. Les gens vous sourient dans la rue, vous ser-

PIERRE GEORGES

rent la main, vous écrivent. Et il se trouve même un journaliste, un peu pervers, pour vous demander ce que vos jeunes enfants en pensent. « lls verront » répondit, devant l'Histoire, le juge Jean-Pierre.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signelé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; » On peut voir ; » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

# Mardi 16 avril

20.50 Cinéma : On a retrouvé la septième compagnie. 

Film français de Robert Lamoureux (1975). 22.20 Magazine : Ciel, mon mardi l Invité : Jacques François. Les garagistes ;

0.15 Journal, Météo et Bourse.

20.45 Les Dossiers de l'écran : Justice pour tous, # Film américain de Norman Jewison (1979).

Přím américain de Norman Jewison (1975).

22.45 Débat:
L'Avocat, la justice et la vérité.
Invités: Georges Kleiman, manistre délégué
à la justice, Laurent Devenas, procureur de
intribunal de grande instance d'Evry, Mr Henri-René Garaud, Philippe Brillet, Paul Lombard, Hend Leclerc, Didier Gallot, juge
d'instruction aux Sables-d'Olonne, et
Armando De Siva.

23.55 Journal et Météo.

2.55 Missigue: Jazz à Antibes.

0.25 Musique : Jazz à Antibes. 0.40 Série : Le Saint (rediff.).

TF 1

14.30 Club Dorothée. 17.25 Série : Chips (rediff.).

19.52 Tirage du Loto.

0.10 Série : Intrigues.

17.05 Magazine : Giga.

19.05 Série : Mac Gyver.

20.00 Journal et Météo.

22.25 Téléfikm : L'Espagnol.

(1- partie, rediff.). 0.00 Journal et Météo.

FR 3

vage. 16.15 Hit NRJ.

19.00 INC.

junior. 18.35 Série : Alf.

18.25 Jeu : Une famille en or. 18.55 Feuilleton : Senta Barbara.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

22.50 Magazine : Chocs. 23.45 Journal, Météo et Bourse.

19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes

29.00 Journel, Tapis vert, Météo et Loto. 20.50 Variétés : Sacrée soirée. 22.50 Manuelle : Character de la contracte de la con

14.25 Feuilleton : Vendredi ou la Vie sau-

18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres

20.45 Téléfilm : Cet enfant est le mien.

17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.

20.05 Divertissement : La Classe.

22.35 Journal et Météo.

20.35 Magazine:

La Marche du siècle.

Dix ans, dix jours, la décennie Mitterrand, documentaire de Pierre Favier, Michel Martin-Roland et Nat Lieustein.

Journal et Merce.

Magazine: Faut pas rêver.

Espagne: le rêve des Movilleros; Japon: le pays des geistas; Mongolie: le temps traverse le steppe.

Magazine: Minuit en France.

Rencontre avec Marquerite Gonon (1° par-

ontre avec Marguerite Gonon (1"

0.20 Magazine : Prolongations. Spécial cyclisme.

1.20 Série : Le Saint (rediff.).

20.35 Téléfilm : Un médecin des Lumières. (demière parie). 22.05 Journal et Météo. 22.30 Télévision régionale. 23.30 Sport : Basket-ball.

0.45 Magazine : Espace francophone. Luxembourgeois... qui êtes-vous? 1.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma :
E. T. l'extraterrestre. Est Film américain de Staven Spielbe 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Femmes au bord

de la crise de nerfs. E.E. Film espagnol de Padro Almodovar (1987). Cinéma:

La Campagne de Cicéron. 

La Campagne de Cicéron. 

Film français de Jacques Davita (1989).

Documentaire: 100 ans de X.

20.50 Cinéma : Conan le destructeur. D Film américain de Richard Fleischer (1984). Magazine : Ciné Cinq. 22.50 Cinéma : Penombra. a Film italien d'Alex Romano.

0.25 Journal de la nuit. 0.33 Demain se décide aujourd'hui.

20.35 Téléfilm : Prince noir. 22.25 Téléfilm : 120 degrés Fahrenheit. 23.40 Six minutes d'informations.

23.45 Magazine : Dazibao. 23.50 Musique : Boulevard rock'and hard.

LA SEPT

21.00 Magazine : Mégamix. 22.00 Magazine : Dynamo.

22.30 Moyen metrage : La Vie des morts. 23.25 Moyen métrage : La Goula.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Vivre en rémission 21.30 Un vrai livre, le livre scientifique.

22.40 Les nuits magnétiques. Les metiers du politique. 1. L'accès au pouvoir. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. Morrissey.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 avril à Aix-les-Bains) Introduzione al Miserere, Concerto pour cordes en ré mineur RV 129, Stabat mater RV 521, Concerto pour violons et deux orchestres en ut majeur, Salve regina pour contralto et deux orchestres en sol mineur RV 618, de Vivaldi, par l'Ensemble II Seminario Musicale, Gérard Lesne, contratto, Fabio Bondi, violon.

23.07 Poussières d'étoiles.

# Mercredi 17 avril

0.45 Musique : Carnet de notes.

**CANAL PLUS** 

15.15 Dis Jérôme...? 15.30 Téléfilm : Les Epoux ripoux. 17.05 Les Nuls... l'émission (redift.).

18.00 Canaille peluche. - En clair jusqu'à 21.00

18.30 Ça cartoon. 18.50 Top albums. zine : Nulle part ailleurs.

20.30 Cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Camorra. II Film italien de Lina Wertmüller (1985). Avec Angela Molina, Harvey Keitel, Daniel

Ezralow.

22.40 Flash d'informations. 22.45 Sport : Boxe. En direct du Cirque d'hiver. 0.00 Cinéma :

Conte de printemps. Es (1989). Avec Film français d'Eric Rohmer (1989). Avec Anne Teyssèdre, Hugues Quester, Florence

1.40 Documentaire : 30 ans de carré blanc.

15.25 Série : Soko,

brigade des stups. 16.25 Youpi! L'école est finie. 17.45 Série : Star Trek. 18.40 Série : Allo Nelly Bobo. 19.05 Jeu : La Ligne de chance. 19.40 Série : Les Aventures de Léon

Duras, chroniqueur mondain. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Journal des courses.

20.50 Histoires vraies. Le Justicier de la route. 22.15 Débat : Las Assassins au volant.

14.20 Magazine : Montagne (rediff.).
14.50 Magazine de l'Assemblée nationale.
15.00 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale. 0.00 Journal de la nuit. 0.07 Demain se décide aujourd'hui. 0.10 Le Club du Télé-achat. 17.30 Amuse 3.
Bonjour les bébés : Bouli : Huckleberry Finn. Bonjour les bébés ; Bouli ; Huckleberry Firu 18.10 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

M 6

14.00 Téléfilm : Echec aux hors-la-loi. 15.40 Jeu : Ouizz cœur. 16.15 Série : Drôles de dames.

17.05 Jeu : Hit hit hit hourra! 18.05 Série : Tonnerre mécanique. 19.00 Série : La Patite Maison

19.00 Sene : La Petite Maison dans la praîrie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show ou Ma sorcière bien-aimée ou Dis donc papa.
En fonction du choix des téléspe

20.35 Téléfilm : Illusions perdues. 22.20 Série : Equalizer. 23.10 Documentaire : 60 minutes.

La Vénté sur les mensonges. 1. Images sous Anastasie. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Dazibao. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Documentaire : Histoire paralièle. 17.30 Magazine : Mégamix. e : Les Fontainiers de 18.30 Docum

Madrid. 19.25 Magazine : Dynamo. 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes. 20.00 Documentaire : Latin Jazz à New-

21.00 Documentaire : Les Camps du

23.00 Cinéma : Dona Flor et ses deux Film brésilien de Bruno Barreto (1976). 0.55 Court métrage : A Velha a fiar.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Nou-bas en Maghrébie. 3. Le Samaa dans le Maghreb du milieu (Algérie).

20.30 Antipodes. L'Algérie. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de Relgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de

langue française. Histoires fantastiques d'après Edgar Allan Poe. 22.40 Les nuits magnétiques. Les métiers du politique. 2. Le territoire du politique.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Morrissey.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 Haiku.

20.30 Opéra (donné le 14 mai 1990, lors de la Biennale de Munich): Le précepteur, de Michèle Reverdy, par l'Ensemble Modern de Francfort et l'Ensemble Die Gesellschaft Für Neue Musik, dir. Diego Masson; sol.: Dietrich Henschel, Jean-Marc Salzmann, barytons, Markus Hollop, Heinz-Georg Schramm, Renatus Meszar, basses, David Aldred, Georgios Panagiotidis, Jochel Elbert, Jonas Kaufmann, David Aldred, ténors, Gabriele Erhard, mezzo-soprano, Irmangard Zehrer, Andrea Worllischek, sopranos, Eidmuthe Spiecker, alto.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Duc des Lombards, à Paris. Terry Sea-brook, piano, Jack Gregg, contrebasse, Dave Wickens, batterie.

dormi de la nuit. Non, c'est vrai,

c'est genant, quand même,

d'être traîné en justice menottes

Et puis, ça tombait mal. Il dis-

cutait le coup à Kirkouk avec

l'envoyé spécial de l'ONU, venu

lui demander, il était pas au cou-

rant, de bien vouloir les repren-

dre, les deux millions de Kurdes

qu'on s'apprête à lui renvoyer, vu

- Soyez gentil, quand ils

reviendront, allez pas les punir en

les arrosant au gaz. ils sont déjà

trempés. Ils crèvent de froid, ils

crèvent de faim. Ils se battent

comme des chiens pour mettre la

main sur la bouffe qu'on leur jette

en essayant de pas les assom-

mer sous les calases.

qu'on sait pas où les mettre.

aux poings.

Une banque

pour l'Europe

¥ uportas e fila

المستطالية

.....

である かんか カット

En ar a service

**阿里** 2.2 克克克

Mark, I. .

Taller : x-1-

Pedago ...

المراجع فالمتربع

Training.

tore .

2 4

E. .

謝師 がんかって

# La nouvelle tournée de M. Baker au Proche Orient suscite de l'appréhension en Israël

étrangères de la Communauté euro-

tournée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, s'apprête à y retourner. Il devait quitter autres étapes de sa tournée n'ont pas été Washington mardi 16 avril pour Luxem- annoncées. M. Baker devrait à nouveau bourg où il aura mercredi soir des entre- se rendre en Egypte, en Arabie saoudite

**JERUSALEM** 

de notre correspondant

Officiellement, Israël se félicite

du retour de M. Baker dans la

région. « C'est un bon signe (...)

cela prouve que ses efforts le

mènent quelque part et il a certai-

nement trouvé en Israel le désir de

progresser vers la paix», a déclaré,

lundi, le ministre des affaires

A la satisfaction de voir le secré-

taire d'Etat se rendre pour la troi-sième fois en Israël en cinq

semaines, se mêle, cependant, une

incontestable appréhension. Dans

certains milieux officiels, on a le

LESSENTIEL

**SECTION A** 

Un entretien avec M. Federico

Mayor : « Il faut élaborer une

morale du développement »

Revues, par Frédéric Gaussen.

Dissiper la méfiance réciproque..

Les travaux parlementaires

La réforme des caisses

d'épargne : La solidarité finan-

M. Fiterman se défend de créer une « tendance communiste ». 8

« Morale et vent », par Bertrand

Une déclaration du professeur

« Delicatessen » ; délirant

Le premier film de Jean-Pierre

Jeune et Marc Caro dépasse les

Un hommage à Charles-Simon

Favart, qui a donné son nom à la

SCIENCES • MÉDECINE

Ménopause sous influence

La catastrophe écologique du Koweit • Univers de violence.....

SECTION C

Le double langage de l'Etat, des partenaires sociaux et des assu-

L'inauguration de la BERD

Trente chefs d'Etat à Londres pour la naissance de la Banque

Dix ans secrétaire général et un

bilan e globalement négatif ». 17

de la presse allemande

Dix quotidiens de l'ex-RDA priva-

Services

Annonces classées. VII à XXIV

Marchés financiers ....... Météorologie ......

Spectacles.....

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 16 avril 1991

M. Henri Krasucki

quitte la CGT

L'unification

Abonnements....

pages 16 et 17.

Le débat sur la retraite

La « refondation »

de la gauche

Diagonales

Poirot-Delpech...

Traitement antisida

« La Fée Urgèle »

à l'Opéra-Comique

Peurs de l'Est.....

M. Gorbatchev

au Japon

Débats

étrangères, M. David Lévy.

péenne. Il arrivera en Israél jeudi soir. Les

A peine rentré samedi dernier d'une tiens avec les ministres des affaires et en Syrie. Une étape jordanienne est à l'étude. Selon M- Tutwiler, porte-parole du département d'Etat, MM. Bush et Baker « sont convaincus que toutes les parties ont une appproche sérieuse de la paix au Proche Orient ».

sentiment que cette visite-là pour-

rait être plus «dure», qu'il faudra.

cette fois, décider sur les nom-

breux points encore en litige entre

les deux parties. Si on assure, à

Jérusalem, être arrivé à un large

accord avec les Etats-Unis, on

n'ignore pas que bien des questions

délicates restent à régler avant que

puisse être réunie la conférence

régionale souhaitée par M. Baker :

quel rôle reviendrait aux deux par-rains de la conférence, URSS et

Etats-Unis, dans le cours des dis-

cussions israélo-arabes? quelle

serait la composition de la déléga-

tion palestinienne? quelle interpré-

tation faut-il donner des résolu-

tions 242 et 338 de l'ONU (elles

posent le principe de la paix en

échange de territoires), base d'un

réglement? quel effet aurait le

développement continu des

implantations israéliennes dans les

M. Baker est attendu jeudi soir à

territoires occupés?

Jérusalem, où l'on sera occupé aux célébrations de la sête nationale, et ne devrait commencer ses entretiens que vendredi. En principe, sa visite devrait amener M. David Lévy à annuler ou du moins à reporter un séjout à Paris prévu précisément pour cette fin de

#### Extrême méfiance envers l'Europe

D'ores et déjà, les dirigeants israéliens ont commenté avec une extrême méssance l'étape européenne - luxembourgeoise - de la tournée du secrétaire d'Etat américain. L'annonce d'une rencontre cette semaine entre M. Baker et la «troîka » suscite une levée de boucliers. S'il s'agit de discuter d'une éventuelle participation européenne au processus envisagé comme la Syrie semble le demander - Israël s'y opposera. « Rien de

bon ne pourra venir de là», a dit M. Lévy dans une interview an Jerusalem Post; du projet de conférence régionale, explique-t-il, on reviendrait alors à celui d'une conférence internationale dout Israël ne veut pas. Si les Européens doivent jouer un rôle, dit-on à Jérusalem, ce ne pourrait être qu'à la fin du processus, comme garants des accords conclus entre Arabes et Israéliens.

A en croire certaines sources, les Etats-Unis pourraient proposer à l'Europe d'être représentée à la conférence régionale - en tant qu'observateur - en la personne du président de la « troika ». Compte tenu de la composition actuelle de la « direction politique européenne» - qui exclut la France pour plusieurs années - l'idée a peu de chance d'être favorablement accueillie à Paris.

**ALAIN FRACHON** 

#### CLAUDE SARRAUTE SUR LE VIF

Entre deux gendarmes

H la la l Pauvre Saddam. qui les ai forcés à partir, ils ont pauvre chéri! Ils sont été poussés au cul par ces chiens durs avec lui, les douze de rebelles que vous avez encoubons apôtres de la CEE. Lui ragés à foutre le bordei. intenter un procès, vous vous - On aurait pas d0, d'accord. rendez compte un peu l Fallait On your demande pardon, mais, voir sa tête ce matin, au journal de TF 1. Il m'a fait paine . Les traits tirés, les yeux cemés, pas un sourire, rien. Sûr qu'il en a pas

bon, maintenant faut nous promettre de l'appliquer, la résolution 688. - C'est quoi, ca? - C'est un truc contre la

répression et pour le respect des droits de l'homme. - Faudrait savoir! Ou vous me demandez de les respecter ou

vous m'accusez de pas les respecter. Et devant les tribunaux, en plus! - Attendez, je suis largué, là.

de quoi s'agit-il?

- Comment, yous savez pas? Après m'avoir chassé du Koweit, ils veulent me poursuivre. - Jusqu'où? Jusqu'à Bagdad?

- Non, jusqu'à Nuremberg. ~ Ah! Si c'est que ça, vous nquiétez pas. Un simple coup de

fil au Mirmi, et il se fera un plaisir d'étouffer l'affaire. Ce sera pas la

### ETATS-UNIS : la crise des otages de 1980 à Téhéran Un autre Irangate pour M. Reagan?

puis dans celles de l'International Herald tribune du mardi 16 avril, une vieille polémique : oui ou non, l'équipe électorale de M. Reagan a-t-elle conclu un arrangement avec l'imam Khomeiny, en 1980, pour retarder la libération des otages américains de Téhéran, afin d'empêcher la réélection de M. Carter? La réponse, pour M. Gary Sick, ne semble pas faire de doute.

M. Gary Sick a travaillé aux côtés du président démocrate sur les affaires du Moyen-Orient, notamment au moment de la crise des otages. Il affirme qu'à deux reprises, des entretiens secrets ont eu lieu en juillet 1980 à l'hôtel Ritz de Madrid entre M. William Casey, qui dirigeait la campagne électorale de Ronald Reagan (avant de devenir directeur de la CIA) et un représentant personnel de l'imam Khomeiny, !' hodjatolislem Mehdi Karrubi. L'ac-

cord entre les deux parties aureit

Un ancien adjoint important de été conclu à Paris en octobre M. Carter à la Maison Blanche 1980, un mois avant l'élection vient de ranimer, dans les présidentielle américaine. L'affaire des otages avait terni la demière année de la présidence Carter. Elle avait commencé en novembre 1979, quand des fidàles de l'imam Khomeiny, qui vensit de fonder son régime islamique. aient occupé l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et retenu son personnel en otage.

Le gouvernement Carter avait monté en avril 1980 une opération de commando pour délivrer les prisonniers américains, mais celle-ci avait échoué. il espérait néanmoins parvenir à son but avant le scrutin de novembre, soit par la négociation soit par une nouvelle tentative de sauvetage L'entourage de M. Reagan était conscient qu'un succès risquait de faciliter la réélection du candi-

dat démocrate. M. Gary Sick dit tenir ses informations d'un marchand d'armes iranien, M. Jamshid Hashemi, gu aurait préparé avec son frère Cyrus les deux rencontres de Madrid, auxquelles l'un et l'autre

#### Première rencontre entre les chefs de gouvernement israélien et soviétique

A Londres

Pour la première fois depuis la fondation de l'Etat d'Israei en chefs de gouvernement de l'Etat hébreu et de l'Union soviétique devaient se rencontrer mardi 16 avril à Londres. Un entretien entre MM. Yitzhak Shamir et Valentin Pavlov était prévu à l'ambassade soviétique, en marge de l'inaugura-tion de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

(BRED). Cette rencontre est une nouvelle étape vers le tétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues par Moscou lors du conflit israélo-arabe de juin 1967. Elle met également en lumière la volonté du Kremlin de jouer un plus grand role dans le processus de paix au Proche-Orient, après la guerre du Proche-Orient, après la guerre du Golfe. Les deux pays entretiennent des relations consulaires depuis 1987 et ont développé récemment leurs contacts culturels et commerciaux. Israël souhaite notamment augmente le nombre de ses liaisons aériennes directes avec l'URSS pour faciliter l'immigration massive des juils soviétiques qui a marqué ces dernières années une nette amélioration des rapports entre Moscou et Jérusalem.

### La réunion du Comité des usagers des services bancaires

### Le désaccord subsiste entre pompistes et banquiers

rre contre les banquiers? Le Comité des usagers des services bancaires, qui réunissait toutes les parties sous la présidence de M. Maurice Gousseau, s'est séparé lundi 15 avril au soir sur un bilan

Sur les cartes bancaires, le comité n'a pas réussi à obtenir d'engagement des banques sur un meilleur ciblage des majorations de commissions infligées aux commercants victimes d'un trop grand nombre de fraudes. Quant aux chèques, les pompistes n'ont pas réussi à obtenir des banquiers qu'ils remontent la garantie de paiement de 100 francs à

Les banquiers ont bien proposé de contractualiser le découvert avec leur client, mais cette propo-sition, selon M. Gousseau, est venue trop tard. Elle n'a pas amené les pompistes à une position conci-liatrice. Les banquiers, qui ont réclamé en outre une amende pénale, se sont sur ce point oppo-sés au ministère de la justice, qui souhaite dépénaliser le chèque sans provision pour désengorger les tri-bunaux. Les représentants des ban-

Après trois mois de négociations, ques ont émis le vœu que la Banles pompistes vont-ils repartir en que de France soit autorisée à infliou la RATP), mais le ministère de la justice s'y oppose et l'institut d'émission reste lui-même prudent.

Le bilan du Comité des usagers est nettement plus positif sur les mesures préventives destinées à assurer une meilleure sécurité des movens de paiement. Les banquiers et les commerçants se sont engagés à une plus grande pru-

Le débat sur les fichiers et leur interconnexion a en revanche recueilli une franche unanimité. Le comité des usagers s'est prononcé pour un enrichissement du fichier national des chèques volés par Ficoba, le seul fichier recensant l'intégralité des comptes bancaires. Mais la Commission nationale informatique et liberté et le fisc (propriétaire de Ficoba) doivent donner leur accord. Ce nouveau fichier serait accessible aux commerçants, notamment pour leur permettre de déceler les fraudeurs agissant à partir de comptes multi-

YVES MAMOU

#### La visite de l'ex-maire de Shanghaï à Paris

### M. Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois veut séduire les investisseurs français

ble politiquement, surtout nos amis soviétiques! » M. Zhu Rongji, vice-premier ministre chinois et ex-maire de Shanghaï, a, une fois de plus, manié à la fois la fermeté et l'humour pour tenter de séduire les industriels français. En visite en France pour cinq jours dans le cadre d'une tournée européenne (le Monde du 16 avril), l'ancien maire de Shanghaï qui vient d'être promu vice-premier ministre a expliqué, lundi 15 avril à l'occasion d'une réunion organisée dans les locaux du CNPF par le comité France-Chine, tout l'intérêt qu'avaient, selon lui, les industriels français à investir directement en Chine.

a La politique d'ouverture et de réformes lancée il y a dix ans a apporté beaucoup de choses à la Chine... même

Chine trauvent que notre pays est sta- dans le travail du gouvernement et malgré ce qui s'est passé en 1989», a déclare M. Zhu Rongji qui a affirme la volonté du souvernement de poursuivre cette politique. Satisfait de la levée des restrictions sur les crédits des Etats occidentaux, l'ex-maire de Shanghaï a souligné les atouts de sa ville de treize millions d'habitants (sa localisation, ses avantages fiscaux, la qualité de sa main-d'œuvre...) et les projets en cours, notamment l'importante zone économique de Pudong, « le plus grand projet chinois des années 1990».

Après avoir visité dans la matinée une usine d'Alcatel et rencontré le ministre délégué aux affaires étrangères, M= Edwige Avice, M. Zhu et ses collaborateurs ont regretté que les Français ne soient pas aussi actifs à Shanghai que leurs concurrents. Sur

« Nos amis étrangers qui visitent la s'il y a encore quelques petits défauts les neuf cent dix investissements étran-hine travent que notre pays est sta-le notinionement surtout nos amis malgré ce qui s'est passé en 1989», a liards de dollars), il n'y en a que sept avec des participations françaises. Si le maire dit apprécier « les bons restaurants français», le responsable de la commission des investissements étrangers, M. Ye Longfei, se félicite pour sa part de la présence de deux banques (Indosuez et le Crédit lyonnais) parmi les six qui viennent d'obtenir la possibilité de s'y installer. Mais la France ne se situe, globalement, qu'au dix-sep tième rang parmi les investisseurs

etrangers. « Nous avons besoin d'argent. Vou voulez en gagner. Alors venez chez nous!». M. Zhu Rongji a des conceptions économiques simples. Il a confirmé qu'il allait être désormais chargé de l'économie au gouverne

#### Hausse de 0,1 % des prix de détail en mars

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,1 % en mars par rapport à février selon l'indice pro-visoire publié mardi 16 avril par l'INSEE. En un an (mars 1991 comparé à mars 1990), la hausse est de 3,2 %. En février, les prix avaient augmenté de 0,2 % et le glissement annuel était de 3,5 %.

Le bon résultat de mars réduit l'écart annuel d'inflation avec l'Al-lemagne (1) à 0,7 point (0,8 point en février), la hausse sur un an étant de 2,5 % outre-Rhin. La faible augmentation des prix le mois dernier en France s'explique notamment par la baisse d'environ 15% du fuel domestique, qui réduit à elle seule d'au moins la moitié le rythme de hausse men-suelle (si les prix du fuel étaient restés stables, l'augmentation de l'indice en mars aurait été com-prise entre 0,2 et 0,3 %). Les prix de l'essence, en revanche, sont res-tés à peu près stationnaires. L'in-dice de mars a enregistré la hausse de 2,2 % au 1" mars des tarifs domestiques d'EDF et la deuxième partie de la hausse de 2 % des tarifs du gaz intervenue au

Les hausses des prix ont été très modérées dans la plupart des pays industrialisés en mars, notamment aux Etats-Unis (- 0,1 %) et en Allemagne (- 0,1 %), signe d'une nette détente des tensions inflationnistes, y compris outre-Rhin où pourtant la croissance a été très forte depuis trois ans.

#### **BOURSE DE PARIS** Matinée du 16 avril

Mitigée La tendance était mitigée mardi matin à la Bourse de Paris. L'in-dice CAC 40 perdait 0,47 % une heure après l'ouverture, dans un marché calme. Les principales hausses étaient emmenées par Bic, Castorama et Locindus. En baisse, on notait Nordon, BNP, Cl et Cap

Gémini Sogéti. ci Un femme bear blessé par un conseiler municipal. — M. André Thomas, conseiler municipal (PC) de La Ricamarie (Loire), se serait senti menacé par un groupe de jeunes gens qui l'au-rait importuné lorqu'il se promenait le 13 avril en compagnie de son épouse et de deux couples d'amis, Au cours d'une vive discussion avec un beur, M. Hakim Archaoui, âgé de dix-huit

Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÉTEMENT avec la garantie d'un grand malore tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2490 F PANTALOES 830 F VESTORS 1 680 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS Uniformes et insignes militaires LEGRAND Tailleur

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

# Chapo Radio-Télévision ............ 23 Ce numéro comporte une sec-XXIV intercalée entre les e été tiré à 528 255 exemplaires.

# M™ Madeleine Rebérioux élue présidente de la Ligue des droits de l'homme

réunic en congrès les 12, 13 et 14 avril à Paris, a élu à sa présidence l'historienne Madeleine Rebérioux. M. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme depuis 1984, a été élu à l'unanimité du congrès président

[Née le 8 septembre 1920 à Chambéry, Madeleine Rebérioux, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, est agrègie d'histoire et de géographie. Docteur d'Etat en sciences humaines pour

La Ligue des droits de l'homme, une thèse sur «Jaurès, le SFIO, et la société française au tournant du siècle», cile est aujourd'hui professeur émérite à l'université Paris-VIII. Elle a été vice-orésidente du Musée d'Orsay de 1981 à 1987. Secrétaire du comité Maurice Audin pendant la guerre d'Algérie, res-ponsable du collectif intersyndical universitaire contre la guerre du Vietnam de 1965 à 1969, et responsable du Fron Solidarité Indochine de 1971 à 1975 Madeleine Rebérioux était membre du comité central de la Ligue des droits de

# (1) Les prix né sont calculés que paur Allemagne de l'Ouest.